2-28-55

GEORGE FONSEGRIVE

Courageusement...

★



Librairie de « La Démocratie »
32-34 *Boulevard Raspail*
PARIS

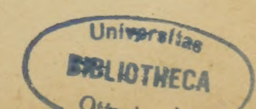
Séraphin Marion.

GEORGE FONSEGRIVE

Courageusement...

★

Librairie de « La Démocratie »
32-34 *Boulevard Raspail*
PARIS



Courageusement...

PROLOGUE

La boiteuse

C'est une vieille, vieille, très vieille femme. Elle existe sans doute depuis le commencement du monde car depuis qu'il y a des hommes ils se racontent les uns aux autres qu'ici ou là, à tel moment ou à tel autre, on l'a vue passer et qu'elle a laissé des traces de son passage.

Tantôt des traces sanglantes, autour desquelles on a entendu des gémissements et des cris de douleur, tantôt des traces riantes, fleuries d'anémones, toutes parfumées de danses de joie.

Ceux qui l'ont pu voir disent que c'est une petite vieille semblable à toutes les autres. Malgré qu'elle soit toujours en route, sa robe ne porte pas un grain de poussière, sa chevelure, admirablement blanche, est soigneusement lisse et peignée. Et elle a la manie du rangement. Elle redresse les sentiers tordus, elle rejette dans le champ les fruits tombés sur la

route, elle élague les ronces qui, des haies, débordent sur les chemins. Elle ramène les brebis perdues et on l'a vue même remonter sur ses épaules la terre, la bonne terre végétale que les pluies torrentielles avaient emportée de la vigne haute d'un pauvre dans les prairies basses d'un riche. On dit qu'un geste de sa main gauche sème le malheur, qu'un geste de sa main droite fait fleurir la joie.

Elle va rôder autour des édifices où des hommes jugent leurs semblables : tribunaux, académies, parlements. bureaux de rédaction, salles d'examens et de concours. On voit alors sa taille grandir. Quelle que soit la hauteur des murs, sans pénétrer dans les édifices, elle regarde à travers les vitres ce que disent. ce que font les juges. De temps en temps son visage s'éclaire d'un sourire profond et grave et sa main droite fait le geste de bénir; mais souvent sa main gauche se lève, tremblante de colère, tout son visage se rembrunit et elle se rapetisse pour reprendre sa course errante.

Tous ceux qui l'ont vue disent qu'elle boite. Mais ce qu'il y a d'étonnant c'est qu'elle boite tantôt d'un pied et tantôt de l'autre. Parfois, après un acquittement, on la voit boiter de la jambe droite; d'autres fois, après un condamnation, on la voit s'en aller, toute mince et menue, boitant de la jambe gauche.

Dès qu'un homme a fait une bonne action,

elle se prend à le suivre. Mais à cause de sa courte jambe elle met longtemps avant de pouvoir l'atteindre et tracer sur son front le geste qui sème la joie.

Dès qu'un homme a commis un crime, elle le suit aussitôt. Mais à cause de sa courte jambe elle arrive péniblement à le rejoindre. Il marche vite, fier d'avoir bravé les lois, les lois de l'homme et les lois de Dieu. Mais elle s'attache à ses pas. Quand il croit l'avoir dépistée, après des jours, des mois, des années, tout à coup, au détour d'un chemin, il aperçoit la vieille boiteuse et dans ses yeux il puise une vision de terreur.

Car elle a des yeux étranges, noirs comme la nuit, brillants comme des étoiles, des yeux qui percent les murailles osseuses des crânes, qui lisent à livre ouvert les pensées, des yeux calmes comme un lac des montagnes, des yeux profonds comme les abîmes, des yeux où chacun se voit soi-même

Et ces yeux merveilleux ne perdent jamais de vue l'homme qu'elle veut poursuivre. Ils vont partout où il va : leur acuité, leur puissance, leur portée varient avec les obstacles, les écrans ou les distances qui s'interposent entre l'homme et elle.

Elle va lentement, clopinant, claudiquant, l'œil toujours rivé sur l'homme. Et sa jambe boiteuse a beau traîner, elle arrive toujours à rejoindre celui qu'elle suit.

Car au moins il arrive un jour où la mort le couche et l'immobilise et à ce moment la vieille, boiteuse et propre, la vieille femme aux yeux lumineux est toujours là qui fait les gestes droits ou les gestes gauches, les gestes de bénédiction ou les gestes de malédiction.

Mais presque toujours — on peut même dire toujours — elle atteint l'homme en pleine course; la boiteuse attentive et que rien ne détourne de son dessein obstiné finit par surmonter tous les obstacles, par renverser toutes les barrières et par accomplir son œuvre

C'est ainsi qu'on la vit atteindre à Moscou Napoléon. Il crut ruser et lui échapper en allant à l'île d'Elbe. A Waterloo, la boiteuse le rejoignit.

A Sedan, elle rejoignit aussi son neveu.

Et à Waterloo et à Sedan elle atteignit aussi le peuple coupable d'avoir, par enthousiasme, par peur ou par lassitude, abandonné ses destinées à des hommes qui ne méritaient pas une pareille confiance.

Aucun homme ne mérite qu'on renonce à soi-même pour s'abandonner à lui.

Depuis 1871 notre histoire n'est faite que des gestes de l'admirable boiteuse.

Au lieu de servir la France les partis monarchistes ont voulu faire triompher chacun leur formule. — Ils ont été éliminés,

Les partis de gauche, qui se sont enrichis au pouvoir : centre gauche, opportunistes, radi-

caux n'ont guère songé qu'à nantir leurs hommes et leurs clientèles. Voyez ce que sont devenus ces partis. Leurs rares survivants apparaissent comme des fantômes, des ombres errantes que personne ne connaît plus.

Gambetta n'a fait que passer au pouvoir. — Jules Ferry est tombé dans le dédain. À peine descendu du ministère, Waldeck-Rousseau a vu son œuvre détruite et ses plans reniés.

Où est la puissance d'un Combes et celle d'un général André? — La boiteuse. de sa main gauche, leur frôla l'épaule et toute leur agitation ne peut plus même leur donner un semblant de vie.

Tout égoïsme, toute vilenie portent en eux-mêmes les germes destructeuurs que le geste de la boiteuse fera prospérer et c'est ainsi que les maisons les plus fortes en apparence tout à coup s'écroulent, que s'effondrent des réputations, que des êtres remuants, encombrants et malfaisants disparaissent pour jamais.

Il y a la contre-partie. Un Lapparent, qui a sacrifié à sa foi la carrière la plus enviée, a vu avant de mourir les savants, ses pairs, lui confier le secrétariat perpétuel de l'Académie des Sciences. Un Branly, malgré toutes les conspirations, malgré tous les silences, malgré tous les ostracismes, a connu enfin la gloire avec toutes ses consécrations officielles.

Et nous avons vu l'an passé le comte de Mun acclamé, après tant d'années, par l'una-

nimité de la Chambre. Quelques jours après, le *Temps* publiait sur le grand orateur catholique le même article que, depuis vingt ans, tous les journalistes catholiques avaient écrit tant de fois. L'acclamation universelle couronne cette admirable vieillesse.

La vieille boiteuse aux yeux étranges vit encore. Chacun de nous peut l'attendre. Chacun de nous doit l'attendre. Aucun succès, aucun insuccès, aucune gloire, aucun opprobre, aucune acclamation, aucune condamnation ne saurait prescrire contre elle.

Elle est boiteuse. Mais elle vient.

Sûrement.

Car elle se nomme la Justice.

I

Renaissance

Rien ne se perd

Il peut sembler aux esprits superficiels que, de tout le mouvement idéaliste qui, à partir de 1891, commença à exciter les jeunes gens catholiques, rien ou à peu près ne soit resté. A ne regarder que l'extérieur, une sorte de niveau paraît depuis quelques années avoir passé sur les têtes; au lieu de la houle frémissante de vie que vers 1900 nous regardions avec joie s'étendre, on dirait que règne une froide immobilité. Les pacifiques, les aimants, les seuls vraiment forts ont perdu l'habitude de crier leur joie conquérante, de pousser vers l'avenir leur appel enthousiaste et résolu; les haineux, les insolents presque seuls étalent leur audace, étouffant toute voix contraire et, criant toujours victoire, préparent l'inévitable et ignominieuse défaite. Tous nos espoirs de naguère paraissent déçus et notre idéal vaincu.

Voilà ce qui semble. Mais ce qui semble est-il le vrai? Nous appelions les jeunes hommes de notre foi à réincarner en eux l'âme

populaire, à se créer un cœur, un esprit démocratiques, à vivre intégralement leur foi, à être de jeunes hommes chastes, des époux fidèles, des pères qui donnent la vie sans compter, des citoyens actifs qui pussent conquérir à la fois par leur intelligence, par leur labeur, l'autorité professionnelle, et par leur dévouement, par leur zèle, par leur amour du bien public l'autorité sociale. De tout cela, rien n'est-il resté? Le sel ne sale-t-il plus et l'esprit où nous saluions la vie s'est-il tout entier évaporé? En parlant des *Essaims nouveaux* d'Edward Montier, je faisais remarquer un jour que c'était cet esprit même qui animait son héros et qui lui avait valu dans son patronage ses succès d'apostolat. Je veux aujourd'hui souligner brièvement la même remarque à propos de trois volumes très différents l'un de l'autre, dont deux sont dûs à de très jeunes hommes et qui rendent tous les trois témoignage à la persistance, à la vitalité, à la fécondité de l'esprit.

Le premier par ordre d'importance, par ordre de dates s'appelle : *Lettres à mon cousin* et est signé d'un nom cher à tous ceux qui savent quel apostolat démocratique et chrétien s'est accompli autour de la *Chronique du Sud-Est* et de tous ces cercles d'études qui ont abouti à l'œuvre des Semaines sociales, du nom de M. Marius Gonin. Ces lettres ont paru

dans la *Chronique du Sud-Sst*, puis dans la *Chronique sociale de France* qui l'a remplacée, signées du nom de Remy. C'est une heureuse pensée que de les avoir ainsi réunies en un volume pour qu'elles puissent aisément être mises aux mains de tous.

Car ce cousin Pierre qui écrit à son cousin Paul décrit avec émotion, avec éloquence, toujours avec une claire simplicité les divers incidents d'une vie d'apôtre laïque. Jeune étudiant d'abord, professionnel du barreau ensuite, le cousin Pierre est conduit dans sa vie par une idée, la fidélité à la foi, le désir d'une vie chrétienne. Et comme on n'est pas chrétien si on n'aime pas ses frères, si on ne répand pas le bien que l'on porte en soi, le cousin Pierre fait le bien sous toutes ses formes, fait aimer le Christ dont il est et se proclame le disciple, adoucit les insolences plébéiennes aussi bien que les morgues aristocratiques, et à force de bonne foi, de candeur, de bonté, d'intelligence aussi, il arrive à conquérir aux idées de concorde sociale dans le respect mutuel et l'égalité foncière des personnes, ceux entre lesquels il s'est entremis, les capitalistes aussi bien que les prolétaires. Aux uns comme aux autres il prêche les ascensions, les aspirations supérieures et c'est par là qu'il arrive à les réconcilier.

Tout autres sont les problèmes que soulève le livre de M. Joseph Hudault, *La formation de*

Jean Turoit; ils n'en sont pas moins résolus dans le même esprit. Jean Turoit est un étudiant qui cherche sa voie et ne sait que faire de sa vie. L'art le séduit, comme toute âme généreuse où bouillonne la vingtième année, il aspire à la gloire, aux triomphes professionnels, dans n'importe quelle profession, il est séduit par la grâce des jeunes filles parées de ce triple attrait : la beauté, la naissance, la fortune.

Mais il voit autour de lui les déceptions des gens que l'ambition mine, les beautés aristocratiques passent sans remarquer son adoration; il sent le creux, la vanité de la vie brillante qu'il a rêvée, il comprend que la seule vie bonne est la vie saine, la vie utile, et il décide de se faire agriculteur. Il prend goût aux choses, aux travaux de la terre. Cette existence où le calcul a sa place et le hasard a aussi la sienne, où l'on vit à la fois deux vies, celle du travailleur de grand air, et celle d'homme d'étude, où l'on est tout près du peuple et tout près de Dieu, où les grands spectacles satisfont l'âme avide de poésie comme les risques fournissent un aliment aux goûts d'aventure, lui paraît bientôt ce qu'elle est en effet, la plus noble, la plus utile, la plus patriotique, la plus attachante des vies.

Voici enfin la *Vie Blanche, par* M. Louis Dorinat. On sent ici l'écrivain, plus que dans le

livre de M. Hudault, qui est surtout un livre exact et sincère. M. Dorinat n'a pas moins de sincérité, mais il a plus de métier. Il mêle aussi beaucoup de réflexions et de curiosités idéales à son récit et c'est ce qui le rapproche de ces *Ebauches* de Jean Balde qu'on a justement louées. Par son sujet, il se rapproche aussi du très poétique volume de M. Robert Vallery-Radot : *Leur Royaume*. Car c'est d'amour qu'il s'agit ici, d'un amour virginal et blanc, plus fort que la mort, et qui déconcerte les bourgeoises façons de vivre.

Ce qu'a voulu montrer surtout M. Dorinat, c'est que les maximes communes : Il faut que jeunesse se passe ; les jeunes gens ont le droit de s'amuser; il n'est de bon mari que celui qui a jeté d'avance ses gourmes, sont des maximes fausses et qui causent des désastres. En face des pruderies de convention. M. Dorinat dresse avec vigueur l'image de la jeune fille chrétienne telle que nous la voyons avec ravissement s'épanouir devant nous, à la fois chaste et généreuse, franche et hardie. Ah! les oies blanches sont loin de nous et loin des Françoises à la Prévost, qui sont bien le plus détestable modèle qu'on puisse proposer aux jeunes filles et aux jeunes femmes.

La vie, pour la génération chrétienne qui monte s'ouvre belle: les jeunes gens pourront choisir des fiancées de grand cœur, de bon

esprit et de fier courage et les jeunes filles pourront élire des jeunes hommes aux yeux purs, aux fronts nobles et aux bras puissants. Dans les trois livres dont nous venons de parler, l'éternel frisson passe sur les âmes, l'amour chante sa chanson et cette chanson n'a rien de trouble ni d'avilissant. Elle ravive, au contraire, et exalte toute la santé de l'être. C'est que la santé morale, la vertu chrétienne, est à sa racine profonde qui est ainsi non pas éthérée, mais purifiée.

Voilà donc les livres qu'écrivent aujourd'hui nos jeunes hommes, ceux que notre jeunesse aime à lire, où elle se retrouve avec sa fougue, sa vigueur et ses hautes aspirations. Joignez à ces prosateurs le groupe sacré des poètes : Robert Vallery-Radot, Mauriac, et les cadets, Brillant avec les *Matins d'Argent*, Nouet, avec *Les Etoiles sous la feuillée*, Lafon avec la *Maison pauvre*, que la « Littérature spiritualiste » couronnait l'autre année avec *l'Elève Gilles* qui obtenait à l'Académie française le grand prix de littérature de dix mille francs et vous verrez le même respect de l'amour, la même haute proclamation du christianisme intégral.

Non, le niveau n'a pas tout égalisé, la houle de vie frémit encore le matin sous les blés d'or, l'esprit ensemencé ne s'est pas perdu. La vie ne saurait se perdre. Rien ne se perd.

Paroles de Jeune

En 1890, au temps des *Cigognes*, on s'inquiétait beaucoup dans tous les mondes de ce que pensaient les jeunes. On auscultait la génération montante. Il sévissait, selon le mot de Faguet, à moins qu'il ne soit de Jules Lemaître, une crise de *néanioscopie*.

Or, nous voyons ces temps-ci se renouveler cette préoccupation de ce que peuvent bien penser, désirer, pressentir ou vouloir les jeunes. La *Revue des Français*, la *Revue hebdomadaire* instituent des enquêtes sur la jeunesse. On se croirait revenu au temps des *Cigognes*. Il nous manque, hélas ! la voix éloquente de Vogüé. Le penseur poète qui les saluait jadis s'en est allé. Mais je crois bien en effet que les Cigognes reviennent.

Et qu'elles annoncent le printemps.

Vraiment quelque chose change. On peut même dire qu'il y a quelque chose de changé. On peut bien empêcher d'aboutir la Propor-

tionnelle, mais on ne peut plus faire reverdir les vieilles haines, ressusciter les épouvantails. Un Brard, un Debierre peuvent bien exhaler encore leur bile rageuse, cette bile n'est plus corrosive et leurs appels de détresse sonnent dans le vide. L'audace même la plus extraordinaire des bandits, depuis ceux qui firent disparaître la *Joconde*, jusqu'à ceux qui opérèrent à Chantilly, ne fera qu'accélérer le changement.

On a senti les lézardes qui menacent la maison et on est à la recherche des étais et des crampons.

Aussi parle-t-on couramment d'une « crise du régime ». Des bruits de retour bonapartiste circulent. Et nos bons radicaux prennent déjà leurs mesures pour ne pas trop perdre au change. La plupart n'ont tant crié que pour être du côté de l'assiette au beurre. Quel que soit le nom du régime qui la détienne, ils seront toujours du même côté. Nous les aurons connus révolutionnaires, nous les retrouverons chambellans. C'est la loi de l'histoire qui révèle le fond de leurs âmes. Ils ne sont nés que pour servir. *Omnia serviliter pro dominatione.*

Je ne crois pas l'avènement du bonapartisme tout proche, mais je crois fermement que le personnel ancien est fort menacé. Et non pas seulement le personnel politique, tout le personnel des arrivés et des arrivistes.

Ce qui fait la différence entre 1890 et 1912, c'est qu'en 1890 les jeunes gens n'avaient qu'un idéal vague dont ils ne sentaient pas nettement l'opposition avec tout ce qu'ils voyaient réalisé sous leurs yeux, tandis qu'aujourd'hui ils sont édifiés : ils voient la sottise, la médiocrité qui règnent, la République, la Patrie, la vie sociale mises en péril par l'égoïsme et l'incapacité des nantis. Leur idéal est très simple et très réaliste. Il faut commencer par balayer tous ces gens-là. L'idéal de 1890 était fait d'enthousiasme, d'aspirations vers le bien, 1913 est fait de mépris et de haine pour le mal.

C'est ce que m'expliquait l'autre jour un de mes anciens élèves qui atteint tout juste sa vingtième année, et je me reproche de ne lui avoir pas donné plus tôt la parole. Car il disait avec plus de verve et en mots plus crus tout ce que je viens de dire. Et il ajoutait :

« Oui, nous en avons assez de tous ces bonzes, de tous ces pontifes. A la Sorbonne, dans les Facultés, venus des lycées ou bien des collèges libres, nous nous rencontrons, nous nous estimons. Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous sommes du moins d'accord sur ceci, c'est que les « vieux », dès qu'ils sortent de leur compétence, déraillent et nous ennuient. Nous n'avons qu'un professeur de philosophie, Bergson, parce qu'il dit des choses neuves et

vivantes. Les autres qui se disent libre-penseurs sont d'un dogmatisme à faire frémir.

« Dans les spécialités scientifiques, nous avons quelques maîtres admirables. Mais les autres, les autres, les autres... Et ils sont légion. Heureusement qu'il y a les bibliothèques, les livres.

« Les revues, les journaux, n'en parlons pas. De temps en temps quelque bon article, qui ouvre des horizons. Le reste, du délayage et de la repasse. On a lu ça tant et tant de fois. Ou bien on nous conte des histoires. On appelle ça de l'histoire. C'est des amusettes pour snobs et femmes du monde.

« Les journaux, comme les orateurs politiques, s'efforcent de maintenir les cadres des vieux partis. Mais la vie les déborde. Et c'est bien simple. M. de Mun qui siège à droite et fait partie de l'*Action libérale populaire* est bien plus près par toutes ses idées sociales de M. Millerand que celui-ci ne l'est de M. Steeg, qui fut son collègue au ministère. Tout est à refondre et à reclasser.

« Pour nous jeter les uns contre les autres, on nous rappelle la Saint-Barthélemy, la guillotine et 93, les fourgons de l'étranger, la Terreur blanche, le deux décembre et le 16 mai. — Eh! Monsieur, que voulez-vous que tout ça me fasse? Tous ceux qui l'ont fait sont morts et depuis longtemps. M. Caillaux est le fils d'un

ministre du 16 Mai. Vous voyez comme il ressemble à son père.

« Nos pères ont fait ce qu'ils ont voulu, ce qu'ils ont cru bon. Nous voulons nous décider nous-mêmes à nos risques et périls. Je n'ai massacré aucun protestant, il n'y a donc pas de raison pour que mes camarades protestants m'en veuillent; à mon tour, je leur demanderai compte de ce qu'ils feront et non pas de ce qu'ont pu faire leurs grands'pères. Nous avons bien assez de sujets de discussions sans faire revivre les querelles de nos morts.

« A bas les curés » nous paraît un cri idiot. Et également idiots tous les cris de haine qui s'adressent non à des méfaits positifs et précisés mais à des classes entières de personnes parmi lesquelles chacun de nous, à l'occasion, peut trouver des soutiens et des alliés.

« De même, je vous dirai que nous ne comprenons guère vos querelles entre catholiques : modernistes, antimodernistes, qu'est-ce que toutes ces vieilleries? Ça me rappelle les querelles que m'a racontées mon père entre Dupanloup et Louis Veuillot — Libéraux, ultramontains! Qu'est-ce que ces mots aujourd'hui veulent bien dire pour nous? Il y a un dogme, n'est-ce pas, Monsieur? Il y a une morale. Eh bien! on croit au dogme, on pratique la morale, on est catholique. Après, il y a des nuances, est-ce que ça vaut la peine de s'acharner les uns

après les autres et de s'entre-dévorer? Moi qui ne suis pas très fervent et qui regarde de loin la bataille, je trouve ça attristant et quelque peu scandaleux. Mes camarades n'y comprennent rien du tout. Nous leur vantions quelques catholiques. Ils les admiraient avec nous. Après toutes ces querelles, nous n'osons plus citer aucun nom et nos camarades n'admirent plus. Je ne vois pas bien ce que le catholicisme a pu y gagner. Je crois que vous avez aussi vos politiciens et vos arrivistes.

« Nous ne sommes plus férus de la liberté. Mon père était libéral. Tout accroissement du pouvoir social lui paraissait dangereux. Pour nous, nous n'avons aucune répugnance pour un pouvoir fort. Et ça nous serait égal que l'on fût moins libre pourvu que les choses allassent mieux.

« Ce que nous désirons, c'est un corps social vigoureux et sain, rongé de moins de parasites, capable de se défendre contre les ennemis du dehors et du dedans, capable de protéger et de nourrir tous ses membres. Moins de liberté, si l'on veut, mais plus de justice; moins de richesses trop inégalement réparties, mais plus de bien-être commun. Nous n'avons pas de très grandes ni de très hautes ambitions, mais nous voudrions seulement nettoyer notre maison, la bien aérer, la rendre habitable, hospitalière et la maintenir solide. Quand aux dogmes libé-

raux, aux dogmes économiques, qu'après ils deviennent ce qu'ils pourront... »

C'est sur ces mots que notre conversation prit fin, et, le jeune homme parti, je demeurai tout songeur.

L'Esprit nouveau

Lorsque Spuller, en 1893, prononça à la tribune ces mots désormais fameux, il répondait au geste pacificateur de Léon XIII par un autre geste pacificateur. Le ministre de la République ne fut pas plus suivi par les hommes de gauche que le Pontife ne fut compris par ceux de droite. Les deux gestes qui excitèrent dans les âmes jeunes de si frémissantes espérances ne produisirent dans la masse sociale que de légers remous très vite effacés... C'est que ces gestes issus de l'intelligence et de la volonté des conducteurs d'hommes n'avaient pas été précédés de l'élaboration lente qui eût été nécessaire pour qu'ils fussent et entendus et suivis. Car les hommes n'obéissent en masse qu'aux ordres dont ils ont en eux l'obscure et sourde préformation, où ils reconnaissent le fond jusque-là ignoré de leur vouloir, qui donc les révèlent à eux-mêmes.

Depuis, les temps ont marché. De tous côtés les tronçons divisés de ce pays font effort pour se rejoindre. L'existence du journal *La Démocratie* en est la preuve, de même que la sympathie qu'il rencontre. Il incarne et réalise les jeunes espoirs de 1892 et de 1893. Sur le terrain social les catholiques et les membres les plus avisés de la gauche se rencontrent. L'ovation qui fut faite à la fin de 1911 au comte de Mun par l'unanimité de la Chambre ne s'adressait pas seulement à son éloquence, à son noble caractère, elle saluait en même temps l'homme qui, tout en restant fidèle à son banc de droite, avait été l'initiateur de la plupart des prescriptions qui constituent nore récente législation ouvrière.

C'est qu'un changement profond s'est opéré dans les esprits. On peut dire que depuis vingt ans l'intelligence française a modifié son assiette. Le scientisme, le rationalisme ne règnent plus en souverains maîtres. Avant 1890, pour presque tous les esprits éclairés la Science seule pouvait dire le dernier mot des choses. En la Science se confondaient tous les espoirs. Hors de la Science il ne pouvait y avoir que incertitude, doute ou foi aveugle. C'était le temps cher à M. Homais, et le grand Berthelot lui-même, quand il parlait de la religion ne parlait guère autrement que le pharmacien de Flaubert.

Renan écrivait : « La négation du surnaturel

est devenue un dogme absolu pour tout esprit cultivé ». Et par là Renan excommuniait hors de la « culture » tous les catholiques, fussent-ils des Hermitte et des Pasteur.

Mais, depuis lors, l'instrument même qui avait servi à Renan pour éliminer le surnaturel, la critique, s'est retourné contre la Science. La critique n'a pas détruit la Science, mais elle lui a fixé des limites et en même temps elle a fait voir combien ces limites étaient étroites et comme la vie, raisonnablement, avait besoin de les déborder.

C'est Henri Bergson qui a donné une voix à cette critique. Ce qu'il y a d'incontestable dans sa philosophie, c'est que le monde a une histoire, qu'aucun évènement ne se répète qui soit absolument pareil à ce qu'il fut autrefois, qu'il y a du nouveau qui arrive incessamment.

Le fleuve de vie roule ses eaux depuis le commencement et ce ne sont jamais tout à fait les mêmes eaux. La Science, par l'abstraction, discerne cependant des choses qui se répètent, des fragments d'histoire que l'esprit distingue et met à part. La Science a ainsi pour objet ce qui se répète. Mais tout ce qui est nouveau, tout ce qui ne se répète pas, échappe à la science proprement dite et relève de disciplines d'une autre nature. La philosophie, la morale y trouvent leur domaine. Et c'est aussi dans ce royaume de l'histoire, de la vie concrète des

âmes que la religion a incontestablement le sien.

La philosophie de Bergson n'a eu tout le succès qu'elle a eu que parce que le philosophe a su donner une expression, une forme à des pensées déjà latentes, à des sentiments confus. Les formules du philosophe peuvent et doivent, je le crois, être plus d'une fois contestées.. La vérité première qu'il a retrouvée et mise en lumière est incontestable.

Mais que s'ensuit-il ? — Que les « esprits cultivés » ont vu par là même s'effriter leur « dogme absolu ». Le réel déborde la Science, il peut donc y avoir du réel inexpliqué et inexplicable par les modes ordinaires d'explication, du réel qui est autre que l'ordinaire et le naturel, il peut donc y avoir du surnaturel.

Et voici en effet que M. Hanotaux, nous racontant l'histoire de Jeanne d'Arc, écrivait en 1911 :

L'apparition de Jeanne d'Arc, avec les conséquences qui s'en sont suivies tient du prodige... C'est vraiment un évènement *au-dessus des choses humaines...*

Une explication quelconque est-elle possible ? Cette explication, est-il nécessaire de la tenter ? La nature, la vie, le monde visible et invisible cachent à l'homme assez de secrets pour qu'il se résigne à ignorer celui-là. *Les défaillances, les insuffisances, les impuissances trop notoires de la raison n'enseignent-elles pas la vanité de certai-*

nes interprétations dites « rationnelles »? Quand aux décisions de la foi, elles ne relèvent que de la foi.

Entre la raison et la foi, l'esprit humain doit-il nécessairement prendre parti ? *Les postulats imposés à notre raison sont des actes de foi, et si l'on supprimait de la raison la foi, il lui manquerait justement sa base.* Entre la raison et la foi, il n'y a ni contradiction, ni combat nécessaires. *Il est d'une très haute raison d'accepter la foi :* et la foi fait sans cesse appel à la raison; selon la formule scholastique, « la foi cherche l'intelligence, et l'intelligence trouve la foi ».

A son tour, M. Maurice Vernes, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes (section des sciences religieuses) vient nous dire :

A-t-on le droit d'exclure le surnaturel de l'histoire en matière religieuse quand il s'agit d'un Jesus ou de n'importe lequel des grands porteurs de l'idée religieuse ? Nous commençons à hésiter à suivre sur ce terrain soit M. Homais, soit M. Renan lui-même. Jésus est-il le moraliste philosophe, dont la vie se déroule selon les recettes de la petite vie bourgeoise, ou l'inspiré, dont l'action extraordinaire devrait entraîner la société antique dans des voies nouvelles ? Ces forces psychiques sont-elles susceptibles de l'analyse des laboratoires ? Les savants probes et réservés accordent aujourd'hui qu'ils n'ont pas a en connaître et que ce n'est pas leur domaine. Tout récemment j'écrivais ceci, qui demanderait de longs développements : « L'exégèse a raison de prétendre que tout livre est humain et ne se comprend que par

et dans son milieux. Mais le livre inspiré, de même que l'homme inspiré, qui les expliquera ? L'histoire religieuse s'incline devant un Isaïe, un Jésus, un aint Paul, et les constate sans en expliquer autre chose que les circonstances tout extérieures, comme fait l'histoire littéraire pour Homère, Racine, Victor Hugo. » *Sans en expliquer autre chose que les circonstances tout extérieures*, voilà la réflexion qui doit dominer notre sujet et qui doit ne jamais être perdue de vue par l'historien consciencieux des religions, ce qui fait qu'elles vivent et agissent, qu'elles transforment les individus et les sociétés, tout cela nous échappe. C'est par cette réserve essentielle qu'il faut corriger les assertions de Renan.

Voici, d'ailleurs, une circonstance toute récente et qui est de nature à jeter une vive lumière. On discute en ce moment très ardemment sur la réalité des guérisons qui se produisent à la grotte de Lourdes. Mais quelle différence avec le point de vue des polémistes de la génération précédente ! Ceux-là n'y voyaient que fraude, duperie ou bêtise. Aujourd'hui, les sceptiques déclarent admettre la réalité des guérisons dans la mesure où elles pourront être ramenées à des affections nerveuses, ou névroses, et ils ajoutent que le sanctuaire de Lourdes n'est pas, en somme, le témoin d'autres vertus curatives que celles qu'on atteste pour les plus fameux sanctuaires de la Grèce antique.

Il n'en reste pas moins qu'une série d'affections d'une incontestables gravité et qui avaient résisté à des traitement médicaux, ont été soit soulagées, soit guéries sous l'influence de la foi religieuse. La foi religieuse est, à Lourdes, un agent de gué-

rison certaine, — comme l'a été la foi des Juifs qui s'adressaient à la personne de Jésus de Nazareth, comme l'a été la foi de l'âge des apôtres et de la primitive Eglise. Que toutes les maladies guéries à Lourdes rentrent ou non dans la catégorie des névroses, je n'en ai cure, n'étant pas médecin; je me borne à constater sur ce domaine un changement de front, qui est presque une volte-face. (1)

Le même M. Vernes a écrit un livre bien intéressant et que je me contente de recommander, l'*Histoire sociale des religions* (2) où il montre par des textes et des documents et non par de vaines déclamations l'influence bienfaisante du judaïsme et du christianisme. Et c'est l'histoire des religions qui l'a amené d'une libre-pensée militante à professer pour l'Eglise une vive sympathie et à proclamer qu'il est criminel de vouloir se passer de l'appui des forces religieuses pour élever notre jeunesse française.

Voilà bien, si je ne me trompe, des marques d'un esprit intellectuel nouveau. Un levain agite la masse, les forces d'action s'élaborent. On leva jadis des vannes par où ne coula qu'une eau rare et impuissante. L'eau abonde maintenant et presse d'elle-même sur les vannes. Quand viendront les gestes libérateurs ?

(1) *La coopération des idées,* 1er janvier 1912,

(2) in-8° Giard et Brière, 1911.

Après expérience

Les suites de l'affaire Dreyfus ont pour un temps relâché dans notre pays tous les liens sociaux.

Par cela seul que toutes les différentes juridictions se sont contredites, il en est résulté une suspicion générale vis-à-vis de toutes. Les uns ont attaqué les conseils de guerre et les autres ont vilipendé la Cour de cassation.

Une crainte s'est emparée de tous les esprits à la pensée que tous les innocents pouvaient être condamnés. Une sorte de prévention favorable s'est fait sentir en faveur de tout accusé soutenant avec énergie son innocence. Renard, Ferrer ont bénéficié de cette faveur ; jusqu'à ce misérable Soleilland à qui l'échafaud fut épargné.

La grâce présidentielle sévissait partout.

En même temps, un attendrissement étrange faisait qu'on s'apitoyait sur le sort des condamnés. Au nom de l'humanité, on réclamait

pour les prisonniers, pour les disciplinaires des traitements doux. On s'indignait contre Biribi, on accusait les officiers d'être des bourreaux. Des journalistes se faisaient de la défense des soldats envoyés aux compagnies de discipline une spécialité: ils y conquéraient du renom, une sorte de popularité. Et, larmoyants, nos députés décidèrent que les condamnés de droit commun seraient versés dans les régiments ordinaires, que les compagnies de discipline seraient établies dans des îles confortables, sur les côtes même de la France.

On avait tant crié contre la police et contre l'armée qu'il fut interdit aux agents et aux soldats de faire usage de leurs armes. On vit, durant des heures entières, des soldats recevoir non seulement des bordées d'injures, mais même des grêles de projectiles sans qu'il leur fût permis de riposter. Il était presque entendu que les agents de police, que les gendarmes devaient essuyer d'abord le feu des malfaiteurs avant de tirer eux-mêmes. Un Liabeuf s'était juré de « descendre » quelques policiers. Il y a eu des « vengeurs de Liabeuf » et un jour un brigadier de gendarmerie, à Etampes, recevait d'un criminel une balle en plein cœur.

On avait tant crié contre les juges militaires, contre l'armée, qu'une désaffection se produisait. Les civils, surtout les politiciens de bas étage, s'amusaient à brimer les militaires, un courant d'antimilitarisme s'établissait, chose

étrange! l'uniforme n'était plus tout à fait populaire en France.

La désaffection vis-à-vis de l'armée entraînait le pacifisme. On bêla contre la guerre. On diminua le temps de service. On nous vanta les milices nationales. M. Jaurès nous chanta les louanges de la nation armée. Ne plus avoir à risquer sa peau sur les champs de bataille, quelle aubaine pour les lâches! Ne plus avoir à se soumettre à une dure discipline, quelle douce perspective pour les « esprits libres » ! Ne plus avoir à redouter la force armée de la loi, quelle chance pour les anarchistes et les émeutiers!

Ceux qui résistaient encore à cette dissolution le faisaient au nom de la patrie. Sans armée, disaient-ils, que deviendrait la patrie? Si la France était mise hors d'état de se défendre contre les agressions du dehors, quel serait le sort de la France? — On alla donc jusqu'à blasphémer contre le patrie. Comme le patriotisme exige une dose importante de militarisme, l'antimilitarisme conduisit à l'antipatriotisme.

Et durant ce même temps, le théâtre, le roman s'efforçaient à qui mieux mieux de bouleverser toutes les idées morales. L'optimisme malfaisant de M. Capus qui donne toujours aux vauriens les moyens de se tirer gentiment d'affaire, les violences de M. Henri

Bataille et de M. Henry Bernstein, toutes ces *Vierges folles*, tous ces *Voleurs*, toutes ces *Jeunesses*, où l'on a vu exalter toutes les inepties de la passion déchaînée, des jeunes filles se lançant tête baissée dans des situations sans issue, ou s'éprenant d'autant plus d'un homme parce qu'il est criminel, ou encore préférant les barbons plus expérimentés aux jeunes gens plus naïfs, les feux qui s'éteignent à ceux qui s'allument, proclamant ainsi ce que les romanciers appelaient le droit à la vie, le droit au bonheur, le droit de vivre sa vie.

La vague dissolvante roulait ses eaux par tout le pays, minant sourdement les fondements mêmes de l'édifice social. Il fallait avoir beaucoup de courage ou vouloir faire de l'opposition pour oser soutenir les quelques vérités élémentaires que le courant semblait emporter.

Heureusement que nos ennemis veillaient et que la petite lampe du sens national n'était pas tout à fait éteinte.

Durant tout l'été de 1911, la France a vécu sous le coup de l'émotion que lui avait causée l'envoi de la *Panther* à Agadir. D'elle-même, sans que la presse l'y pousse, sans que le gouvernement la guide, sous la menace brutale, elle « s'est mise au cran d'arrêt », comme disait M. Clémenceau,et finalement elle a « redressé son gouvernement », suivant la juste

expression du comte de Mun. Le sens national, l'âme de la patrie se sont réveillés au fond des consciences. La peur, la lâche peur s'est évanouie et dans le calme et le silence on a pris ses résolutions et fait ses préparatifs.

Les pacifistes bêlants n'en revenaient pas. Eux-mêmes sentaient tressaillir en eux une âme nouvelle. La guerre est vilaine, la guerre est atroce, la paix est belle, mais la guerre juste est noble, la paix sans l'honneur est infâme. Dans les affaires de ce monde, pour que la justice règne, il faut souvent avoir recours à la force et pour que la paix s'établisse, il faut n'avoir pas peur de la guerre. Si rien n'est odieux comme la force brutalisant, opprimant le droit, rien n'est beau comme la force au service du droit.

C'est pourquoi il faut honorer les hommes qui ont consacré leur vie à mettre la force au service de leur pays. C'est pourquoi l'armée doit être honorée comme la sauvegarde du droit à la vie que possède toute nation. Si les petites pécores des théâtreux n'ont pas le droit de vivre, comme elles l'entendent, leur piètre vie, les nations ont le droit de vivre, de réaliser l'Idée dont l'Histoire les fit les dépositaires.

On l'a si bien senti que des mesures récentes viennent de délivrer l'armée de la surveillance des préfets, de condamner de nouveau les fiches. Et depuis M. Millerand, de

nouveau, les retraites militaires font entendre dans les rues leurs sonneries entraînantes. La foule, réveillée comme d'un sommeil, reconnaît les airs d'autrefois et relie d'instinct le présent terne au passé glorieux.

Les romanciers écrivent des livres patriotiques. Et non pas des romanciers de droite, mais de ceux qui parurent pencher le plus à gauche et qui proclamèrent le droit à vivre sa vie. M. Victor Margueritte vient de publier chez Fasquelle les *Frontières du cœur* où, évoquant les souvenirs sanglants de 1870-1871, il montre avec éloquence que la diversité des vies nationales, que les hostilités entre peuples élèvent entre les cœurs d'infranchissables barrières.

Le bon sens public, après l'expérience dissolvante, s'est ressaisi. Il comprend que la force est nécessaire contre les injustes violences. La foule, ces temps derniers, a elle-même lynché les apaches qui tiraient sur des agents. Le préfet de police, les chefs de la gendarmerie ordonnent à leurs hommes de se défendre et de se servir de leurs armes au premier geste menaçant d'un malfaiteur. La force ne veut plus se laisser énerver et revient se mettre du côté du droit.

On comprend de même que, par pitié pour des parasites sociaux, escrocs ou cambrioleurs, on n'a pas le droit de faire souffrir de paisibles populations. Partout où on a établi sur

nos côtes les soldats disciplinaires, la vie n'est plus tenable; il faut se barricader le soir et poules et lapins disparaissent comme par enchantement. Les honnêtes soldats se plaignent de subir à la caserne le contact forcé des condamnés de droit commun. Ce ne sont pas les bons qui améliorent les mauvais, ce sont les mauvais qui gâtent les bons.

Là aussi, comme partout, l'expérience est faite. — La souffrance, comme telle, est sans valeur. Mais il ne faut pas non plus avoir peur de la souffrance ni pour soi ni pour les autres. Avoir peur de souffrir ou de voir souffrir, c'est tout simplement avoir peur. Et ce n'est pas beau. Infliger une souffrance inutile est cruel et bas. Mais supporter en soi-même ou dans les autres une souffrance utile, cela est noble et même, en un sens, miséricordieux. La souffrance qui expie, la souffrance qui corrige, la souffrance qui préserve est une noble souffrance. Infliger cette souffrance est une œuvre aussi grande et aussi belle que l'œuvre du chirurgien qui taille et qui coupe. Mais pour sauver.

Depuis dix ou douze ans nous avons fait de tristes et lâches expériences. Il semble que nous les ayons jugées. Jusqu'à M. Bernstein qui, récemment, nous faisait voir dans l'*Assaut*. des personnages doués de conscience et de quelque délicatesse. Une souffle de renaissancefi fait de bon sens et de raison, semble pas-

ser sur nos têtes. Nous revenons de nos rêves. La réalité nous a fait connaître ses lois. Nous avons senti le besoin de nous rattacher au sol ferme des exigences de la vie nationale, de la vie sociale. Une lueur s'est montrée dans notre nuit. Elle commence déjà à nous faire voir les paysages des réalités morales. Ira-t-elle jusqu'à éclairer le haut des collines, jusqu'à nous illuminer le ciel, ce ciel sans lequel la terre n'est rien, sans lequel l'homme ne se comprend pas?...

A un découragé

87

C'est le 2 janvier, mon cher Marcel, et en réponse aux tiens je dois t'offrir tous mes vœux. Ces vœux, tu les pressens, tu les sais. Je les forme pour toi depuis nos communes années de collège. Epargne-moi de t'en renouveler l'expression. Et, à la place, pour répondre aux paroles de découragement qui remplissent la plus grande partie de ta lettre, je t'enverrai quelque chose comme une dissertation.

Jusqu'ici, tu paraissais approuver toute notre action. Tu étais sympathique à nos efforts. J'ai souvent espéré que tu serais quelque jour des nôtres. Et tu y avais du mérite, car tu vis dans une atmosphère sociale — je n'ose l'appeler ni morale ni même idéale — où tous nos sentiments paraissent frelatés ou dangereux, où toutes nos idées sont traitées communément de chimères et d'erreurs. Ton bon

cœur à la fois et ton bon sens te faisaient voir que, pour être démocrates, nous ne voulions cependant pas mettre le monde à l'envers, et que tout notre effort pour élever nos frères du peuple ne nous empêchait pas de voir leurs défauts, peut-être leurs vices. Tu sentais, et parfois très vivement, que nous allions vers le vrai, que nous travaillions pour le bien.

Et aujourd'hui tu nous railles, tu nous railles impitoyablement. Tu as lu un article de journal et cela a suffi pour tout te faire oublier et les navrantes misères auxquelles nous voudrions remédier, misères du corps, misères de l'âme, et l'admirable apostolat de tant de braves cœurs que tu as connus chez nous. Les uns, à l'atelier, au bureau, osent défendre le Christ, son Eglise, ses prêtres et ne souffrent pas qu'on salisse leurs oreilles; les autres, le soir venu, viennent rompre avec les premiers le pain de l'intelligence et les munir d'idées pour alimenter leur vigueur morale, pour en faire de solides champions de notre foi. Tu as vu aux premiers rangs tous ces prêtres, aumôniers de patronages, conseillers de cercles d'études, qui ajoutent à toutes les charges paroissiales celle de veiller à l'orthodoxie de tous.

Tout cela maintenant te semble inutile et vain. Le journal mondain que tu lis tous les jours t'a convaincu que le peuple est inguérissable. Le peuple est dupé par ceux qui regardent l'ouvrier comme supérieur aux bour-

geois; la femme du peuple ne sait que nourrir son nouveau-né, elle ne sait pas élever l'enfant, elle néglige de se l'attacher par la continuation de ses sourires et de ses caresses ; dès qu'il entre en apprentissage, elle se désintéresse de sa conduite ; elle l'a envoyé au catéchisme mais ne lui donne pas l'exemple de la pratique religieuse, tandis que le père donne la plupart du temps l'exemple de l'ivrognerie. Et tu conclus que tous les efforts sont vains : on ne moralisera pas, on n'élèvera pas le peuple.. Travailler . le pénétrer d'idéal est chimérique, on ne fera que déposer en lui des ferments de rébellion. Le peuple, dans son ensemble, est voué à une éternelle enfance. Il faut le traiter comme un enfant : du pain, des douceurs, des jouets et des verges.

Le très noble écrivain dont l'article t'a conduit à ces conclusions, en formulait pour son compte de très différentes : il espérait améliorer la femme du peuple, la corriger de ses défauts en les lui montrant. Toi, plus logique et plus perspicace, tu as vu tout de suite que si les choses sont telles que les a vues le rédacteur de l'article, toute espérance de correction est une chimère. La femme du peuple qu'il décrit et qui existe ne se corrigera pas. Elle ne se corrigera pas parce qu'elle ne sait pas, parce qu'elle ne peut pas.

Cette dernière raison dispense de la précédente. Elle aurait beau savoir, si elle n'a pas

le pouvoir, cela ne lui sert de rien. Oui, ton journal a parfaitement raison : il faudrait que la mère élevât elle-même le garçon et l'adolescent, qu'elle conservât un ascendant sur le jeune homme, qu'elle ne lui donnât jamais que de bons exemples et que le père enfin se conduisît toujours bien. Mais dans la famille ouvrière telle que nous la connaissons, telle que la décrit ton journal, tout cela est-il possible ?

Durant les premières années de l'enfant, la mère remplit, de l'aveu de tous, admirablement sa tâche, tâche de couveuse, de nourricière. L'instinct maternel la guide et lui inspire le plus admirable dévoûment.

Mais après, l'enfant grandi, la mère s'en remet aux maîtres, maîtres d'école et maîtres de religion. Elle fait ce qu'elle a vu faire pour elle, ce qu'elle voit faire autour d'elle, elle fait comme les autres. Elle devrait faire mieux, sans doute, mais qui donc le lui a appris ? Et voulût-elle surveiller l'enfant qui va en classe ou au catéchisme, le peut-elle ? A-t-elle le temps ? Elle devrait ne pas laisser le grand garçon sans caresses. Pense-t-on qu'accablée par une journée de dur labeur, journée d'usine, de ménages ou de lavoir, elle a toute la fraîcheur de cœur qui s'épanche en caresses douces ? Hélas ! ce n'est pas seulement les mains que le travail rend calleuses, le travail

du corps, qui casse l'échine et qui rompt les membres.

C'est ce travail que les bourgeois ne connaissent pas. Demande à ton frère, mon cher Marcel, si, quand il a pivoté toute la matinée sur les terrains de manœuvre de Saint-Cyr, il a l'esprit bien dispos pour les classes et les études de l'après-midi.

On nous dit que les bourgeois pourraient faire le travail des ouvriers, tandis que ceux-ci ne sauraient pas faire celui des bourgeois. Oh ! que voilà bien une imagination tout à fait bourgeoise ! Et je voudrais les y voir à bêcher, à moissonner toute une journée, ou même à passer au lavoir quatre ou cinq heures de suite! La vérité, c'est que le travail à trop forte dose rend la femme impropre à son rôle maternel.

Et je tire de cette constatation des conclusions toutes différentes des tiennes. Je dis d'abord qu'il faudrat trouver le moyen de rendre la femme à son ménage et à son foyer. Je dis ensuite qu'en attendant cette évolution salutaire, il faut multiplier les œuvres de jeunesse, patronages, cercles d'études où les grands garçons et les jeunes gens sentiront se reconstituer autour d'eux, à défaut du foyer naturel et familial, un foyer électif et fraternel. Les mères ne pouvant remplir leur tâche d'éducation, c'est aux frères d'y suppléer, frères loin-

tains selon le sang, frères tout proches sous l'œil de Dieu.

Donnons à ces jeunes âmes de la tendresse et de l'instruction, de la chaleur et de la lumière. Apprenons-leur à respecter leur père et leur mère et cependant à se garder de les imiter. Découvrons à leurs espérances des horizons où ils pourront élever eux-mêmes leurs propres enfants, sans avoir besoin des œuvres extérieures au foyer, autrement que pour ajouter un complément à l'essentiel. Travaillons à réaliser un état social où chaque famille puisse remplir sa fonction, donner le jour à l'enfant, le nourrir et le rendre apte à faire son métier d'homme.

Mais cela m'est une preuve que nous ne faisons pas fausse route : nous voulons si peu mettre le monde à l'envers que nous voulons au contraire le remettre sur ses pieds. Nous voulons rendre à la famille disloquée et mutilée toute l'étendue de son action, toute sa valeur. Nous sommes si peu révolutionnaires que nous renouons ainsi toute la tradition. Et nous trouvons dans cette espérance la raison d'être de nos œuvres, de notre besoin de nous dévouer et d'agir. Hors de la famille nous travaillons à l'édification de la famille ouvrière future qui ne sera que la continuation de la famille d'autrefois.

Je soumets, mon cher Marcel, ces quelques

idées à tes réflexions. J'espère que tu nous rendras justice et j'ai confiance qu'un jour prochain tu viendras nous aider à mettre dans le monde un peu plus de lumière, un peu plus de fraternité, un peu plus de christianisme.

Bien affectueusement,

CHARLES.

La première Communion

A PROPOS DU DECRET PONTIFICAL

Vêtues de blancheurs légères, enveloppées de voiles neigeux, couronnées de roses blanches, le chapelet de nacre au poignet, dans une main le livre d'ivoire, dans l'autre le cierge de pure cire, deux par deux, elles entrent dans l'église, les premières communiantes. Elles vont s'agenouiller devant l'autel et leur troupe inclinée semble une vivante corbeille de lys.

Deux par deux encore, dans les nuages d'encens, aux sons murmurants de l'orgue, au chant suave des cantiques, elles s'avancent vers le sanctuaire brillant de lumières, et des mains de l'officiant tout revêtu d'or, portant le ciboire d'or, elles reçoivent l'hostie blanche.

Puis elles passent à travers les rues, reviennent une à une dans leur demeure, entourées de

leur famille. Formes indécises, déjà n'étant plus enfants, pas encore femmes, elles sont, dans la banalité journalière, de la poésie qui marche, car sur la poussière et la boue de nos chemins elles font une tache de pureté, dans les plus pauvres logis leur voile blanc jette une lumière et crée de la splendeur.

Chateaubriand admirait que la Fête-Dieu eût été placée par l'Eglise entre la saison des fleurs et celle des foudres; il doit nous paraître également admirable que la première communion, cette Fête-Dieu de la vie, soit placée au moment où tombent les fleurs de l'enfance, où se lèvent les orages de la jeunesse.

Un décret est venu de Rome qui semble vouloir détruire toute cette poésie, tarir dans leur source toutes ces émotions pieuses. L'obligation de la communion pascale est imposée aux enfants dès qu'ils ont l'âge de raison. La première communion est ainsi reportée vers l'âge moyen de sept ans, au seuil par conséquent et non pas à la fin de la seconde enfance, avant et non après la saison des fleurs

Ce décret a provoqué, en France surtout, une assez vive émotion. Les journaux les plus indifférents aux choses religieuses s'en sont occupés. La presse religieuse a observé, comme il convenait, une attitude respectueuse. Quelques journaux catholico-mondains se sont étonnés; la presse irréligieuse, selon son or-

dinaire dès qu'elle touche à l'intime du catholicisme, a dit des sottises.

L'autorité a parlé, et parlé sur des matières où les plus anticléricaux doivent bien reconnaître son exclusive compétence. La Congrégation de la Discipline des Sacrements a rédigé un décret, le Pape l'a approuvé. Un fidèle catholique n'a pas à blâmer, cela va sans dire, il n'a pas davantage à louer. Il n'a qu'à accepter librement, joyeusement, en fils qui sait bien que le Père veille et que tout ce qui se fait en ordre dans son Eglise, que tout ce qui est dit avec clarté par les bouches autorisées, ne peut être pour les âmes qu'un bienfait.

Mais le fils le plus respectueux a toujours le droit de défendre contre les incompréhensions les mesures paternelles, et de dire quelles sont à ses yeux les conséquences qui paraissent devoir s'en suivre.

Et disons tout de suite qu'il y a dans ce décret ce qui peut le plus satisfaire une âme chrétienne, l'exclusive préoccupation de la vie spirituelle, l'affirmation d'une foi absolue à l'économie spirituelle, aux mystères de la grâce. On reproche à Rome sa politique, sa préoccupation des choses terrestres; elle répond par un acte qui doit scandaliser et la raison et la terre et qui ne revêt de sens que dans le plan supérieur où la grâce fait vivre les âmes.

Relisez le document déjà connu sous le titre

Quam singulari Christus amore, les considérants et le texte du décret, l'interview que le cardinal Ferrata, préfet de la Congrégation de la Discipline des Sacrements, a accordée à un rédacteur de l'*Univers*, et vous verrez que les décisions récentes dérivent des sources les plus hautes et les plus pures de la théologie catholique.

Le Baptême a enté la vie de l'enfant sur le Cep divin, la grâce coule avec son sang dans les veines du baptisé et cette grâce, par la vertu divine du sacrement, suffit à faire du baptisé un membre du corps mystique, déifié par le sacrifice de l'Homme-Dieu. La Confirmation ajoute ses grâces à celles du Baptême, elle parfait par les dons de l'Esprit le christianisme de l'âme. Tant que dure la vitalité première, tant que la volonté mauvaise intérieure ne vient pas affaiblir la vie ou même séparer le sarment du Cep, la grâce demeure entière, mais dès que la malice humaine peut se montrer avec les premières lueurs de la raison et les premières indépendances de la volonté, il faut des grâces nouvelles, il faut alimenter l'âme, il faut la nourrir, la sustenter. L'Eucharistie est la nourriture de l'âme, pain des forts, non pas surtout en ce sens qu'il est réservé aux forts, mais tout aussi bien en ce sens qu'il est fait pour les faibles afin qu'ils deviennent forts. Pain vivant qui donne la vie, Pain divin qui, au lieu d'être assimilé, s'assi-

mile celui qui le reçoit et, par sa force, transforme l'homme en Dieu. Ainsi qu'il est raisonnable, c'est le supérieur qui élève à lui l'inférieur et se l'assimile. Mystère de physiologie surnaturelle, d'ailleurs analogue à l'autre.

Si l'on se place à ce centre de perspective, non seulement on comprend la décision récente mais encore on s'étonne qu'elle ne soit pas intervenue plus tôt. C'est que Rome est éminemment patiente et qu'elle attend que les méfaits d'un abus soient bien clairs afin de ne pas créer un plus grand mal en voulant apporter des remèdes hors de saison. Elle avait d'ailleurs soin toutes les fois qu'elle approuvait des statuts diocésains qui retardaient l'âge de la première communion de « réserver les droits des enfants ». Et cette formule était admirable. Le droit de l'enfant, on ne saura jamais, surtout on ne dira jamais assez tout ce que l'Eglise a fait pour lui. C'est que l'enfant, c'est l'avenir, c'est la vie, et tout le reste n'est que le passé.

Si l'on vient à dire que l'enfant de sept à huit ans comprend et sait moins ce qu'il fait en communiant que l'enfant de dix à douze ans, une minute de réflexion permet de répondre. En face du mystère de l'homme nourri de la chair et du sang de l'Homme-Dieu, pense-t-on que trois ou quatre ans de plus donnent de bien plus grandes lumières? Ce serait le

cas de demander avec les stoïciens : dix lanternes sous les rayons éclatants du soleil éclairent-elles plus qu'une seule? Il faut sans doute une lanterne, un lumignon d'intelligence et de raison, mais il faudrait être rationaliste pour accorder dans l'action mystérieuse des sacrements une part trop considérable à la raison. Et quand on est rationaliste, on ne croit pas à l'Eucharistie.

Une critique plus spécieuse a été celle que l'on a tirée de l'assiduité aux catéchismes. On a dit, et M. de Narfon a rapporté cette opinion d'un honorable ecclésiastique dans le *Figaro*, que les catéchismes étaient suivis parce que la première communion était au bout, que si la première communion est reportée aux débuts de la raison, les catéchismes seront désertés, et que la connaissance de la religion, déjà insuffisante, deviendra plus faible et précaire encore. Pour les mêmes raisons, la *Lanterne* et le *Rappel* ont applaudi ironiquement à la décision romaine. Les enfants paraissent ainsi devoir échapper de plus en plus à l'influence du prêtre.

Les principes théologiques admirablement développés par le cardinal Ferrata dans une interview, disent ce qu'il faut penser de cette objection, combien en droit elle est vaine pour tout esprit vraiment religieux. En fait, elle interprète mal les réalités. Il y a deux sortes de premiers communiants : ceux à qui on fait

faire la première communion pour qu'ils n'aient plus à venir à l'église ensuite, et ceux qui, vraiment chrétiens, voient dans leur première communion un portique qui s'ouvre et non une porte qui se ferme. Ceux-ci, les seuls intéressants, parce que les seuls vivants, continueront à s'instruire des vérités religieuses et ils continueront avec d'autant plus de constance et d'ardeur qu'ils y seront poussés par la sève eucharistique. Les autres, on ne sait jusqu'à quel point la grâce opère sur eux et, à supposer qu'ils désertent, à seize ans, à vingt ans, en sauront-ils beaucoup moins que n'en savaient leurs devanciers?

Et les relations avec le prêtre, a-t-on songé que bonnes aux bons elles sont souvent désastreuses aux indifférents? Qui sait si pour beaucoup d'âmes un certain état comme de jachère religieuse n'est pas la condition préalable d'un réveil? On ne sent toute l'horreur du manque de Dieu que quand on l'a tout à fait perdu.

Pie X poursuit avec continuité son action. Il ramasse le troupeau, il en concentre les forces, il épure et il éprouve, il veut la qualité et non pas la quantité. A l'extension, il préfère l'intensité. On pourrait le prouver par tous ses actes. Il nargue la prudence humaine et ne veut pas qu'on altère les pures fêtes chrétiennes. La première communion ne doit pas

être semblable aux fêtes païennes de la puberté.

La religion ne proscrit pas les émotions, même celles qui viennent des sens extérieurs. Mais il ne faut pas que la religion qui se superpose à ces émotions ou qui par elles s'exprime, puisse se confondre avec elles. Les auteurs profanes ont trop dit que le catholicisme n'était qu'une sentimentalité vague née à l'ombre des hautes voûtes, sous la clarté bleue des grandes verrières, aux chants de l'orgue, dans les nuages d'encens. Le catholicisme est une foi au mystère, à l'action directe du divin sur l'âme humaine, par des rites simples, symboliques, mais austères. Il n'exclut ni l'art, ni la poésie : étant divin, il est imprégné de beauté pure, il s'alimente à des sources mystérieuses, il courbe l'âme devant la mince rondelle de pâte blanche qui est Dieu, il donne ce Pain aux enfants. Fallût-il sacrifier toutes les beautés anciennes, nous savons que toute la poésie, toutes les fêtes terrestres ne valent pas le soupir d'amour que jette vers Dieu une âme d'enfant. Mais nos évêques et nos prêtres trouveront le moyen de ne pas priver nos églises des cérémonies liliales et émouvantes, de ne pas éteindre dans nos rues banales, aux dimanches de mai, la lumière blanche des communiantes.

Vers l'Avenir et vers la Vie

Dans quelques heures Il va naître. On ne peut parler que de Lui.

Les traités, les guerres, les scandales, les catastrophes, les grèves, tout le fracas du monde, tout le tintamarre des cervelles, tout cela s'oublie. Il va naître et les cierges s'allument dans le monde entier devant les crèches et des bougies brillent à travers les branches vertes des sapins chargés de fleurs et de jouets.

Il va naître. — Marie et Joseph sont arrivés dans l'étable. Marie, pesante, repose sur la paille ses membres las. Dans sa candeur clairvoyante et immaculée, pleine de Dieu, elle sourit au mystère.

Il y a près de deux mille années. Et le sourire de Marie rayonne encore à travers la nuit. Parce que un tel sourire a pu éclairer la terre, parce que ce petit Enfant est né, la face du monde a été changée.

L'enfant, qui n'était rien que par la grâce et la volonté de son père; l'enfant, qui n'avait que des droits que son père lui accordait; l'enfant, qui pouvait être abandonné, rejeté hors de la famille, ou même jeté au Barathre; l'enfant, qui n'avait d'autre raison d'existence que d'assurer à ses ancêtres le culte familial; l'enfant devient un être sacré, sa faiblesse revêtue d'espérances infinies a des droits qui inclinent devant son berceau même la majesté du front paternel.

L'avenir n'est plus au service du passé. c'est le passé qui doit être au service de l'avenir. Il faut laisser les morts ensevelir les morts. C'est en avant qu'il faut regarder. En avant, par delà les tombes. En avant, du côté des berceaux. En avant, du côté de la vie qui, comme un soleil, se lève.

Et par l'enfant la mère, la femme devient sacrée. Le mariage est indissoluble. La femme vieillie, dépouillée de ses charmes printaniers. reste la compagne respectée de l'homme. La faiblesse porte en elle un prestige mystérieux qui courbe devant elle la force du corps. La chevalerie affine et aiguise les sentiments masculins, baigne de douceur la robustesse des preux.

L'esclavage est frappé au cœur. Devant l'autel il n'y a plus ni juif ni gentil, ni grec ni barbare, ni maître ni esclave. Tous sont égaux. Egalement nobles, dira plus tard le

catéchisme du Concile de Trente. Non que le christianisme ait décrété brusquement l'abolition de l'esclavage, ni qu'il ait bouleversé les rangs sociaux. Mais du jour où le maître chrétien fut averti que son esclave était un frère du petit enfant de Bethléem, qu'en conséquence cet homme n'était pas une chose dont on pouvait faire tout ce qu'on voulait, il connut en même temps qu'en cet homme esclave il y avait quelque chose qui limitait sa maîtrise. Dans la faiblesse de l'esclave rayonnait une force nouvelle, la force du droit qui s'impose d'abord aux âmes et qui, peu à peu, à la longue, finit par se faire un corps, par se conquérir les corps, par s'imposer matériellement à eux.

Il peut sembler à bien des gens que l'onde de vie qui s'élança de Bethléem au moment où l'Enfant naquit, n'a plus autant de fécondité. Les incroyants nous disent que la commémoration ne s'opère plus que dans les fêtes païennes du réveillon, dans les jeux des arbres de Noël ou dans les patenôtres d'un nombre toujours moindre de dévots. Et les chrétiens gémissent avec le Joad de notre *Athalie* :

D'adorateurs zélés à peine un petit nombre
Ose des premiers temps nous retracer quelque
[ombre.

Et en effet, il y a peut-être, à tout prendre, moins d'églises, moins de pratiquants. La

sainte nuit, dans nos villes, est blasphémée par l'orgie.

Mais ne nous laissons pas duper par ces choses trop visibles. Ce sont les masques dont se recouvre la réalité.

Peut-être le nombre des lanternes qui, descendant des collines vers les églises, font clignoter leurs feux dans la nuit, est-il en effet moins grand. Mais les cœurs qui ont allumé ces feux ne sont-ils pas plus ardents, les yeux que guident ces pauvres falots ne sont-ils pas plus profonds, les mains qui les portent ne sont-elles pas plus fermes ? Des étiquettes chrétiennes sont tombées, oui, mais tombées de vases vides. Celles qui restent maintenant, éprouvées par les vents d'orage, ne s'attachent qu'aux vases pleins.

Ceux qui, cette nuit, ont allumé leur petite lampe pour commémorer la naissance de cet Enfant, hommes de pensée ou hommes d'action, hommes d'Eglise, d'Université ou d'Armée, hommes du commerce, de l'agriculture ou de l'industrie, étudiants de tout ordre, ont eu la nette conscience que leur geste était plus qu'un geste, qu'il exprimait le fond même de leur vie et qu'il les mettait en communion avec tout ce qu'il y a dans le monde, dans ce monde, même dans le monde qui les insulte et qui les renie, de plus haut et de meilleur.

On ne sait pas assez combien ils sont nom-

breux ceux qui croient, ceux qui savent pourquoi ils croient. Quelques-uns forment des groupes, mais la plupart demeurent à peu près des isolés, fidèles dans le troupeau des fidèles. Dans les grandes villes comme Paris, ils s'ignorent les uns les autres et ne cherchent même pas à se connaître. Il en est tout de même ailleurs. Ils ont souffert, et dans leur foi même, de voir comment, dans les groupes, autre chose que la religion voulait se servir de la religion. Ils ne veulent servir que Dieu et, quel que soit le nom de César, ils se refusent à se laisser asservir par lui.

Le jour où toute ombre de César sera exorcisée, où apparaîtra, pure, la face de la Foi qui est leur vie, de toutes parts et souvent d'où on les attendait le moins, on les verra accourir. Et alors peut-être, c'est parmi ceux que l'on vante maintenant et que l'on regarde comme les plus sûrs, qui sont tout au moins les plus bruyants, que se produiront des défections.

Et tous ceux qui cherchent à tâtons dans la nuit, tous ceux qui, mécontents du présent, veulent élaborer le mystérieux avenir, tous ceux qui aspirent à plus de lumière, à plus de justice, à plus de bonté et à plus d'amour, est-ce qu'ils ne cherchent pas précisément ce que l'Enfant est venu leur apporter? Ils ne voient pas l'étoile ni les lumières de l'église,

mais ils entendent vaguement les cloches et ils marchent, parmi les fondrières, vers l'appel des sons lointains. Regardez quelle est leur foule : savants, sociologues, poètes, artistes, ouvriers, dont quelques-uns se croient les ennemis de Jésus et qui, sans le savoir, marchent à sa voix.

D'autres se scandalisent de ce que ceux qui se réclament de l'Enfant paraissent lui tourner le dos. On accuse les clergés, les églises, et en particulier notre clergé catholique, notre Eglise, de ne savoir plus comprendre l'appel ineffable à la douceur et à la paix.

Eux non plus ne comprennent pas. Il y a sans doute de l'humanité partout et avec l'humanité l'esprit de contention, l'esprit de domination et de hauteur. Mais considérez la masse frémissante de foi, du plus humble des fidèles au Chef suprême et vénéré de cette hiérarchie et dites si jamais il y eut plus de labeur vers le mieux, plus d'effort vers les cimes surnaturelles. Hommes aux yeux myopes, hommes de peu de foi, les taupinières vous dérobent la vue des montagnes. La terre entière est en travail. Un état nouveau du monde va naître. La matière en fusion gronde et bouillonne; elle est tout informe encore, mais elle demeure prête à épouser les formes solides qui, seules, peuvent lui donner et consistance et durée. Et d'une main à la fois prévoyante et forte,

les Préposés à la durée assurent la pureté parfaite des lignes, la rénistance, la solidité des axes de direction.

Noël, Noël! En avant, par delà les tombes; en avant, vers les berceaux; en avant, vers l'avenir et vers la vie!

II

La Vie

Affiches vertes

Durant quelques jours, de grandes affiches vertes ont couvert les murs d'une *Lettre ouverte à M. le Sénateur Bérenger.* Voici l'incident qui a donné lieu à ces affiches.

Depuis quelques années un certain nombre de personnes, parmi lesquelles se trouvait avant son suicide le fameux M. Robin, l'ex-directeur de l'Orphelinat de Cempuis, font auprès des classes ouvrières une propagande néo-malthusienne. Elles veulent pousser les ménages prolétaires à suivre l'exemple de tant de ménages bourgeois, et leur indiquer les moyens pratiques de restreindre leur progéniture. Elles ont fondé une Ligue, organisé une campagne de conférences, elles propagent des écrits qui enseignent leurs doctrines et entrent dans les détails les plus répugnants.

Il peut y avoir, il y a même certainement parmi les prédicateurs de ces théories des gens qui croient servir une idée et qui n'y ont

personnellement aucun intérêt. En sorte que si ignoble que soit en elle-même leur propagande, on ne saurait sans injustice leur donner à tous la même qualification. Ce sont des cerveaux fêlés, des intelligences détraquées, des fous peut-être, mais non pas des êtres immondes.

Cependant à côté des gens désintéressés, il y en a qui le sont moins, il y en a qui ne le sont pas du tout.

Les pratiques recommandées par les néo-malthusiens demandent en effet un outillage. Il y a donc des marchands d'outils.

Un de ces marchands — peut-être le seul — et qui joint à ce commerce celui d'un autre outillage beaucoup plus ignoble encore, a eu l'idée de se servir de la Ligue pour achalander ses produits. Pour cela il a créé un journal. Ce journal soutient les doctrines néo-malthusiennes et il joint à l'exposé de ces doctrines des textes nettement obscènes. Organe de publicité, sans abonnés attitrés, ce journal est naturellement répandu à profusion.

Devant cette invasion pornographique, M. le sénateur Bérenger, comme président de la Ligue contre la licence des rues, déposa une plainte au parquet pour outrages aux bonnes mœurs.

Le journal fut poursuivi, condamné en police correctionnelle. La condamnation fut confirmée en appel et la Cour de cassation a

rejeté le pourvoi formé par l'honorable (?) industriel.

C'est au lendemain de cet arrêt qu'un certain nombre de publicistes, quatre ou cinq médecins et cinq ou six députés ont cru devoir écrire à M. Bérenger la lettre ouverte dont on tapisse nos murs.

Ils y proclament que le néo-malthusianisme est une doctrine philosophique sérieuse et qui n'a rien d'immoral, qu'elle est au contraire une panacée universelle qui doit relever la famille, empêcher la guerre, résoudre la question sociale. Ils soutiennent qu'assimiler cette doctrine à une obscénité c'est lui faire injure et ils demandent enfin qu'un nouveau texte de loi définisse avec précision « l'outrage aux bonnes mœurs ».

Sauf cinq ou six, les noms qui signent cela sont des noms sans autorité, presque sans notoriété. Un seul est illustre. On regrette qu'il se trouve dans une pareille mêlée. Son art délicat méritait d'autres compagnons. Mais à celui-ci même, aussi bien qu'à tous les autres, on peut bien dire qu'aucun d'eux ne s'est illustré en relevant les courages, en haussant les cœurs, en augmentant de façon effective et incontestable la somme de bonté et de vertu.

Mais on ne peut s'empêcher d'admirer l'art avec lequel l'honorable industriel qui fut seul atteint par les poursuites et par les condamnations, car les jugements et arrêts ne portent

nullement sur les théories mais sur les détails obscènes, a trouvé le moyen de se faire couvrir par des hommes désintéressés. Ceux-ci ont été ses premières dupes.

Il est important d'abord que sur ce point même le public ne les suive pas. Il n'y a pas eu de victime, pas le moindre soupçon de martyre, mais la répression d'une indigne exploitation.

Quant aux théories néo-malthusiennes il est ici bien inutile de les réfuter. Elles ont contre elles toute la sainteté du mariage, toute la pudeur chrétienne.

Et que trop de ménages bourgeois et qui se disent chrétiens les appliquent, cela n'est pas contestable. Le livre du docteur Bertillon sur la *Dépopulation* (1), livre excellent entre tant d'autres écrits, en fournit la preuve évidente.

Mais ce livre fait voir aussi que si la restriction de la natalité, loin de s'arrêter, se propage et se développe, nous pouvons nous apprêter à voir le flot germanique envahir notre pays et l'occuper presque sans coup férir. Nous serons submergés et débordés.

Ici les néo-malthusiens ont raison. N'ayant plus de soldats, la France ne pourra plus faire

(1) in 8° Alcan, 1911. Il faut y joindre l'ouvrage plus récent encore de M. Paul Leroy-Beaulieu, paru sous le même titre à la même librairie. in-12, 1913.

la guerre, mais les Français deviendront Prussiens. Je ne pense pas que ce soit cela qui résoudra la question sociale.

Quant à la famille, il n'y a guère que des célibataires ou des gens qui vivent en marge de la famille qui puissent croire que le désordre apporté dans les fonctions naturelles les plus délicates et les plus envahissantes soit un moyen pour maintenir l'ordre. Les familles les plus unies sont celles où il y a des enfants et beaucoup d'enfants.

Le néo-malthusianisme ne résout aucune question. Il n'est qu'un appel au plus féroce égoïsme, l'égoïsme de ceux qui, vivants, veulent entraver l'essor de la vie. Cet égoïsme n'est pas bienfaisant. C'est lui la source des guerres, la source des haines sociales. C'est contre lui qu'il faudrait lutter. Et c'est pour lui au contraire qu'on voudrait nous voir lutter. Lutter pour la mort contre la vie. Et cela sur de belles affiches vertes, vertes, couleur d'espérance. O ironie!...

La civilisation et la vie

Nous sommes très fiers de ce que nous appelons notre civilisation.

Si l'on compare la vie d'un paysan de notre temps à celle de son grand'père, au commencement du dix-neuvième siècle, on ne peut qu'être frappé par les progrès accomplis.

Le grand'père s'habillait de grosses étoffes, de toiles grossières fabriquées dans le pays; — le petit-fils porte des chemises dont le coton vient de l'Amérique, des habits dont la laine vient de l'Argentine ou du Brésil.

Le grand'père mangeait chaque jour la soupe et quelque maigre pitance; la viande de boucherie paraissait sur sa table deux fois par an, à la fête votive et au carnaval; le café était un luxe extraordinaire; on usait du sucre comme d'une précieuse denrée; — le petit-fils a un ordinaire deux fois par jour, il mange souvent du salé de porc et de temps en temps de la viande de boucherie, il prend son café

tout au moins chaque dimanche et le sucre abondamment.

Le grand'père s'éclairait avec des chandelles de résine ou avec le canel, l'ancienne lampe romaine dont la mèche trempait à même dans l'huile de noix; — le petit-fils s'éclaire au pétrole, parfois il a l'électricité jusque dans sa grange.

Le grand'père n'était jamais sorti de son village que pour aller à pieds tout au plus au chef-lieu du département; il lisait peu quand il savait lire, ne savait que par ouï-dire ce que pouvait bien être un journal, n'écrivait pas de lettres, n'en recevait point; — le petit-fils prend le tram électrique pour se rendre à la ville, il est allé à Paris en train de plaisir lors de la dernière exposition, il reçoit deux fois chaque semaine le *Nouvelliste* ou le *Progrès* de son arrondissement; il écrit ou reçoit une ou deux lettres par semaine; ses filles envoient des cartes postales; il a expédié des télégrammes à son fils quand il était au service pour le prévenir de la mort de sa grand' mère; il a même une fois, au café, vu parler dans le téléphone.

Ce qui veut dire que les facilités de la vie ont augmenté, que les conditions extérieures du bien-être se sont accrues. Les deux Mondes sont au service du plus humble des hommes. les découvertes les plus étonnantes lui assurent la docilité des forces les plus mystérieuses de

la nature. La foudre qui terrifiait son grand-père le véhicule à présent lui-même. L'homme dispose de plus de forces, il peut aller plus vite, aller plus loin, donner à son activité un rayonnement beaucoup plus grand. Sa vie s'est donc développée, étendue, agrandie. Et c'est précisément cet agrandissement du champ de la vie que l'on appelle le progrès de la civilisation. On dit que l'homme est d'autant plus civilisé que sa puissance de vie est plus grande. La civilisation paraît donc être ce qui alimente, développe, augmente la vie. Plus on est civilisé, plus on vit.

Mais à cette voix qui proclame, triomphante, les valeurs de la civilisation, une autre voix, douloureuse, funèbre, répond : « Plus on est civilisé, plus on meurt ». La civilisation qui devait agrandir la vie engendre la mort.

Car voici ce que nous pouvons constater partout. A mesure que la civilisation, telle que nous l'avons décrite, progresse, le nombre des naissances diminue, les ménages se disloquent, le divorce s'établit et progresse, le nombre des suicides augmente et, pour comble, la criminalité monte.

Ne parlons aujourd'hui ni du divorce ni du crime, bornons-nous à ce qui atteint plus directement la vie, le suicide et la dépopulation. C'est un fait qui fut tout d'abord constaté en France, aux environs de 1881. La publication

des statistiques du ministère de la justice pour les cinquante années précédentes fit ressortir ce fait évident que le nombre des suicides, de 1831 à 1881, avait quintuplé. Depuis, la progression a été constante. Et en même temps le nombre des naissances diminue, et diminue à tel point que les naissances n'arrivent plus à combler chez nous les vides produits par la mort. En 1911, il y a eu chez nous en chiffres ronds un excédent de 30.000 décès sur le chiffre des naissances. Ce qui signifie que dans quelques siècles la race française aura disparu.

Cette diminution des naissances ne tient pas à la diminution du nombre des mariages. On se marie autant qu'autrefois. Elle ne tient pas davantage à des causes fatales, d'ordre physiologique ou ethnique. Elle n'a qu'une seule cause : la volonté. Il naît moins d'enfants parce que les parents veillent à ce qu'il en naisse moins. Le suicide de la race n'est pas moins volontaire que le suicide individuel.

Mon ami Paul Bureau emploie à combattre ce mal toute son éloquence et toute sa générosité. Le néo-malthusianisme avec l'infamie de ses précautions, l'avortement criminel, sont les deux instruments de ce suicide. Non seulement on empêche la vie de naître, mais une fois ébauchée on la supprime criminellement. Le nombre des avortements de toute nature est estimé par les médecins pro-

bablement au tiers, peut-être à la moitié du nombre des naissances. Et sur ces avortements un tiers au moins est le produit d'opérations criminelles.

Toutes ces manœuvres qui veulent barrer la route à la vie sont d'ailleurs aussi dangereuses pour les malheureuses femmes que pour la race. Dans un très substantiel rapport que publie le *Relèvement social*, le docteur Le Bec, l'éminent chirurgien de l'hôpital Saint-Joseph, montre que les pratiques préconceptionnelles prônées comme inoffensives par les néo-malthusiens engendrent un grand nombre de maladies et il cite un vœu du Congrès international des sociétés d'Obstétrique, où il est dit que « dans l'avortement criminellement provoqué, un fait est incontestable, c'est la grande fréquence et l'extrême gravité des accidents consécutifs aux pratiques coupables. Les statistiques établissent que : dans la majorité des cas, de longues et sérieuses maladies s'ensuivent; dans les deux tiers des cas environ, des affections très graves mettent la vie en péril et occasionnent une incapacité fonctionnelle définitive... »

Ce que nous avons constaté en France se constate aussi ailleurs, en Suisse, en Angleterre, en Allemagne. Cette année, la Prusse a jeté le cri d'alarme. La natalité a baissé en Allemagne de 1 0/0 de 1910 à 1911. Le chiffre des suicides y augmente aussi. Et la

Gazette de l'Allemagne du Nord commentant les statistiques écrit : « Une loi sociale enseigne que l'amélioration du bien-être a pour immédiate conséquence une diminution du chiffre des naissances. L'Histoire montre qu'une haute civilisation produit toujours de semblables effets ».

Ainsi la civilisation qui paraissait devoir accroître la vie, en tarit la source. Elle n'est pas vivifiante, elle se montre au contraire léthifère. Elle paraissait couronnée de roses, et sur ses pas naissent les cyprès. Il semblait que sous les flots de la lumière électrique, c'était le chœur des Grâces, pleines de santé, de force, de vie, de beauté qui devait dérouler ses rondes et nous n'assistons qu'à la plus affreuse des danses macabres. Comment de ce qui devait étendre la vie, la mort est-elle née, comment ce qui devait donner plus de puissance à l'individu le pousse-t-il à arrêter à travers la race le cours de la vie et finalement à se supprimer lui-même? — Le problème mérite qu'on y revienne.

Le désir et la vie

La civilisation qui devrait étendre, propager, élever la vie, donne au contraire la mort, propage le suicide des individus et le suicide des races. D'où vient que cet arbre qui devrait être et qui pourrait être bon porte de si mauvais fruits?

Tout simplement de ce que l'on n'a voulu considérer dans la civilisation que les progrès par lesquels l'homme peut améliorer son bien-être matériel, donner satisfaction à un plus grand nombre de ses désirs. On a cru améliorer le sort de l'homme à mesure qu'il pouvait davantage satisfaire ses désirs ou en satisfaire un plus grand nombre. Nous aimons la lumière et durant la nuit nous désirons y voir clair, de plus en plus clair : on invente donc les torches, les lampes à huile, les cierges de cire, les chandelles de suif, les lampes carcel, les bougies, les lampes à pétrole, l'éclairage

au gaz, l'éclairage électrique, les manchons, les becs intensifs.

On dit que cette branche de la civilisation, l'industrie de l'éclairage a progressé.

Tout de même si l'on donne à des nègres qui vont tout nus le désir de se vêtir, si on leur procure des cotonnades pour en faire des vêtements, on dit qu'on les a initiés à la civilisation. Et ils paraîtront de plus en plus civilisés à mesure qu'ils auront plus de besoins et qu'ils auront plus de commodités pour les satisfaire.

Nos chemins de fer, nos automobiles, ne font que satisfaire nos désirs de déplacements et de déplacements de plus en plus rapides. La catastrophe du *Titanic* n'est arrivée que parce que, pour aller plus vite, on voulait couper au plus court, même au risque des icebergs. L'aviation est née du désir de l'homme de s'emparer de l'air comme il s'est emparé de la terre et de la mer. De Dédale à Montgolfier et aux frères Wright en passant par Léonard de Vinci et le colonel Renard, lhomme a toujours eu l'ambition de voler comme les oiseaux. La race humaine est une race qui désire et une race qui ose. Le risque l'attire presque autant que le succès. Elle aime à jouer la difficulté.

Mais il suit de là que les inventions et les progrès matériels ont une étroite liaison avec

les mouvements de l'esprit humain. Nés du désir, les progrès de l'industrie agissent à leur tour sur le désir. Ils ne l'apaisent un moment que pour le faire renaître et le faire renaître plus fort. Car il est de la nature du désir de s'accroître par sa satisfaction même. Plus on lui donne, plus il réclame, sa faim s'exaspère par les aliments qu'on lui fournit. Et il est ainsi en quête perpétuelle, toujours altéré, jamais satisfait. Les automobiles et les rapides ont beau multiplier leur vitesse, après un premier enivrement, les allures les plus folles nous paraissent lentes. Nous n'aurons jamais assez de lumière, assez de vitesse, assez de confortable, asez de luxe, asez de bien-être. L'habitude éteint le charme des choses, nous sommes d'éternels inquiets. Et le bien-être extérieur est tout autre chose que le bonheur.

C'est cette inquiétude perpétuelle qui amène le dégoût de vivre. Quiconque a mis son bonheur dans la satisfaction matérielle de ses désirs et se donne la peine de réfléchir, doit conclure à la banqueroute de la vie. Cette critique du désir et de la vie de désir constitue le fond irréfutable du pessimisme et de la philosophie bouddhiste. Hartmann l'a su résumer en des pages définitives. Nul mieux que cet Allemand n'a dressé le bilan rigoureux de tout l'apport scientifique. La science, l'industrie ne peuvent rien pour procurer le bonheur de l'homme, moins encore pour l'assurer. Tout

homme qui réfléchit et qui ne croit qu'à la science doit trouver la vie dérisoire et vaine. Et de là au suicide il n'y a qu'un pas.

Les suicides philosophiques sont rares, mais les autres, par une autre voie, viennent de la même source empoisonnée. Après une déception, quand on éprouve une passion, un désir impossibles à satisfaire, on rejette la vie comme un vêtement usé. Puisque la satisfaction du désir est la seule raison de vivre, la raison manque lorsque cette satisfaction fait défaut. Or, c'est la civilisation même qui, en fournissant les moyens de donner facile satisfaction aux désirs, a habitué l'âme à considérer la trame de la vie comme uniquement tissée de désirs. Plus la vie est facile et moins on y tient. Ce sont ceux qui travaillent, qui peinent le plus, qui se suicident le moins. La civilisation en rendant la vie facile nous détache de la vie.

Et elle nous rend égoïstes. Quand tout autour de nous est disposé pour nous épargner l'effort, pour nous éviter la peine, pour nous procurer de la jouissance, comment ne croirions-nous pas que tout a été fait pour nous et que le monde tourne autour de notre personne. Moins on fait d'efforts, moins on veut en faire; plus on satisfait ses désirs, plus on veut les satisfaire, on pense d'autant plus à soi qu'on y a pensé davantage et on pense d'autant moins aux autres que l'on pense plus

à soi .La civilisation travaille à hypertrophier le moi.

Non seulement on ne pense pas aux autres, mais les autres deviennent des concurrents et des ennemis. L'enfant futur dont l'image caresse si doucement les songes des époux normaux, hante comme un cauchemar les rêves des époux trop civilisés. *Elle* craint la souffrance, la perte de sa beauté, la privation des choses mondaines; *lui* redoute l'incommodité, le trouble apporté à ses habitudes; tous deux ont peur des dépenses et des sacrifices que le nouveau-né leur imposerait. Et de propos délibéré, ils barrent la route à la vie.

Voilà l'origine de la dépopulation. Voilà comment les progrès de la civilisation poussent naturellement les races à se suicider. Cette maladie morale a comencé par la France et en France par les départements où le bien-être matériel était le plus grand. Elle se propagera partout à mesure qu'avec la civilisation et le bien-être l'égoïsme fera des progrès. C'était d'abord une tare des classes riches, elle descend chez les pauvres. Et la propagation morbide s'étend avec la régularité progressive d'une marée. En Allemagne, le mal ira plus vite encore qu'en France, et toutes les conditions d'existence des nationalités européennes se trouveront modifiées. On peut prévoir presque à coup sûr de nouvelles invasions de

l'Orient qui s'étendront sur l'Europe dépeuplée.

Toutes les mesures que proposent les hommes politiques sont vaines. Ce n'est pas une prime de quelque nature qu'elle soit, qui représente à peine dans les cas les plus favorables le dixième de la dépense d'entretien d'un enfant, qui pourra faire changer une volonté réfléchie et bien arrêtée. Les époux ne veulent plus d'enfants, il faudrait les payer bien cher pour qu'ils consentissent à en avoir.

Qu'est-ce à dire? N'y a-t-il aucun remède? Les nations de la terre ne sont-elles plus guérissables? — On peut affirmer qu'il y a un remède et un remède qui serait efficace. Ce remède, dans les statistiques mêmes, se trouve très clairement indiqué. On peut dire qu'il est connu. Voudra-t-on le prendre?

Ce qui fait vivre

La civilisation que l'on croit résulter de tous les progrès matériels apporte avec elle la mort au lieu d'accroître la vie. Ce paradoxe apparent s'explique par la loi qui préside à l'évolution du désir. Le désir a pour but de nous pousser à la vie, mais s'il la cherche où elle n'est pas il s'exaspère, il se concentre en soi, il engendre l'égoïsme et quand il prend conscience de l'impossibilité où il est de se satisfaire, il aboutit au suicide. On se perd pour s'être trop cherché.

Et cependant le désir est nécessaire. Si nous n'avions pas ce ressort qui nous pousse à produire notre avenir nous nous assiérions sur les berges de la vie et nous laisserions couler devant nous le fleuve sans nous y mêler. Nous n'aimerions rien, nous ne voudrions rien, nous ne résisterions à rien. Sans bouger, nous laisserions le mal et la mort nous prendre et prendre les autres. Le soir venu, nous n'allumerions pas nos lampes et quand luirait le matin nous n'i-

ions pas au-devant du soleil. Nous souffririons e la faim et de la soif sans avoir même la pensée de cueillir des fruits, ou de boire de l'eau es fontaines. Le désir, fils de l'amour, est le ère de la vie.

Et de même les progrès issus du désir, sont es auxiliaires de la vie. La civilisation même urement matérielle, est en soi une bonne chose. l est bon d'aller plus vite et d'y voir plus clair. l est bon que la nuit trop longue pour l'activité e l'homme n'empêche pas par ses ténèbres exercice de cette activité. La nuit est trop ongue pour le besoin que nous avons de sommeil. Et il est bon que les hommes puissent aiément communiquer entre eux, échanger les ns avec les autres les produits de leur travail, que le café du Brésil vienne en Europe, ue les usines européennes envoient aux Bréiliens leurs machines et leurs étoffes. La failité des communications tend à ne faire de humanité tout entière qu'un seul peuple et ne seule famille. Et qui donc pourrait s'en laindre ?

Les désirs issus de la civilisation ne sont onc pas essentiellement mauvais. Au contraire ls sont bons. Ce sont des forces bienfaisantes n elles-mêmes. Si elles font du mal, c'est u'elles sont perverties.

Quel est donc le venin subtil qui a empoionné les sources d'où devait couler la vie? Et uel pourrait en être l'antidote souverain? Ici,

nous n'avons pas besoin de faire de raisonnements. Les faits par eux-mêmes parlent assez. Il suffit de lire les statistiques.

Or, qu'y voyons nous? Que le suicide, que la dépopulation augmentent avec la civilisation mais qu'il y a des centres humains particulièrement réfractairesà ces deux maladies sociales. Et quels sont ces centres? Précisément ceux dans lesquels la religion, et spécifiquement la religion catholique, s'est conservée.

En France, les départements où il y a le plus de suicides, où la natalité est en décroissance, ce ne sont pas seulement les départements industriels et riches, ce sont ceux où l'irreligion, la libre-pensée a fait tache d'huile, où les églises sont désertes le dimanche comme le Lot-et-Garonne, l'Yonne, le Loiret. Dans les départements religieux, dans l'Aveyron, en Vendée, en Bretagne, très peu de suicides et nombreux enfants dans chaque famille. En Dordogne, dans le Tarn-et-Garonne les familles catholiques ont plus d'enfants que les protestantes; dans le Nord les familles catholiques ont à peu près toutes de nombreux enfants.

Il en est de même partout : à mesure que l'irreligion se répand, le fleuve de vie se retire, les suicides augmentent et la natalité baisse. En Prusse, ce sont les provinces rhénanes où le catholicisme florit encore qui résistent le mieux au mal; il s'étend, au contraire, dans les régions protestantes. En Suisse les cantons catholiques

sont plus prolifiques que les cantons protestants, et on s'y suicide moins.

Les faits ne sont ni contestables, ni contestés. Un sociologue libre-penseur d'origine israélite, M. Durkheim, les a nettement mis en lumière dans un gros livre sur le *Suicide*. Il en a conclu que ces maladies sociales ont pour cause ce qu'il appelle *l'anomie*, c'est-à-dire l'absence d'une législation spirituelle, morale qui soit capable de dominer et de dompter l'égoïsme individuel. En quoi il a sûrement raison.

Mais où il a tort c'est quand il imagine que la législation morale capable de dominer l'égoïsme et de donner un sens à la vie peut se rencontrer dans je ne sais quelle adoration de la société. Il constate que là où baisse le catholicisme la vie baisse et il en conclut qu'il faut inventer une religion nouvelle. Car au fond tout ce qu'il propose se ramène à cette idée.

Il paraît infiniment plus simple de dire : Puisque les eaux de la vie baissent en même temps que celles de la croyance, de la pratique catholiques, de telle sorte qu'il paraît bien que c'est le catholicisme qui sauvegarde, maintient et alimente la vie, la vie individuelle tout comme la vie sociale, il faut maintenir le catholicisme là où il est bien conservé, prêcher le retour au catholicisme là où l'on s'en est éloigné, favoriser enfin le développement du catholicisme.

Le catholicisme apparaît ainsi comme une bienfaisante force sociale. Cela n'est pas étonnant pour nous, croyants. Mais cela devrait aussi bien frapper ceux qui ne partagent pas notre foi. Cette religion que l'on dit prêcher le mépris de la vie présente apparaît au contraire comme le seul efficace garde-fou contre la mort, contre le suicide des individus et contre la mort des races. En apprenant à l'homme à ne pas se chercher soi-même, par des voies mystérieuses, elle fait qu'il se retrouve; en plaçant le but dernier de la vie par delà la mort, elle donne à toute la vie une signification éternelle, et c'est parce qu'elle nous apprend la juste raison de cette vie passagère qu'elle nous apprend comment il nous faut cultiver le Désir, l'épurer, le fortifier, estimer la civilisation matérielle, aimer enfin et répandre partout la vie.

Non, non, non et non

C'est la seule réponse qu'on puisse faire à ceux qui, à propos de ce malheureux ancien procureur qui tua récemment sa femme parce qu'elles souffrait trop ne manquèrent pas de poser la question du droit au suicide, du droit à la mort.

La femme souffrait depuis de longs mois. Le mari la soignait admirablement. La dernière nuit, les plaintes de la femme furent telles que le mari, pour abréger son martyre, lui tira deux balles dans la tête. Il veilla le corps jusqu'au matin et, le jour venu, il alla se livrer à la gendarmerie. Et on ajoute que sa belle-sœur l'aurait qualifié de saint, tandis qu'il proteste qu'il n'a fait qu'obéir à sa religion.

Voilà donc une fois de plus tragiquement posée la question ; A-t-on le droit pour épargner des souffrances à un être, d'ailleurs condamné, d'avancer sa fin, de le tuer afin qu'il ne souffre plus?

Déja les médecins se sont posé la question. En Europe, on l'a fait doucement, comme honteusement et à voix basse. En Amérique, on a eu plus de hardiesse, mais en Amérique aussi bien qu'en Europe, l'opinion s'est prononcée pour la négative.

Le fond du problème, qui fait aussi le fond du problème du suicide, consiste à se demander si la vie a une valeur en elle-même et par elle-même, ou si elle ne vaut que par les plaisirs qu'elle procure, par le bonheur qu'on y peut trouver. Je suis malheureux, donc j'ai le droit de me tuer; cet homme ne peut que souffrir, donc on a le droit, le devoir peut-être, de le tuer. Ces raisonnements supposent évidemment que là où la douleur domine, là où règnent la souffrance et le malheur, la vie n'a plus aucune raison de subsister. La vie n'est qu'un moyen au service du plaisir et du bonheur ; si l'on a plus de joies que de peines, on doit conserver la vie; mais si l'on a plus de peines que de joies, la vie fait faillite et il n'y a qu'à déposer son bilan.

C'est ici que l'on voit bien qu'une morale ne peut être neutre, que pour décider sur les questions de morale, il faut avoir pris parti, il faut avoir répondu à d'autres questions, questions philosophiques, questions religieuses.

Le malheureux homme qui vient de tuer sa femme a dit, paraît-il : « J'ai obéi à ma religion. » Cet homme a raison s'il a délibérément

accompli son acte, s'il n'a pas agi dans une minute d'affolement, il a obéi à des raisons, à des raisons qu'il regardait sans doute comme d'ordre supérieur, à quelque chose qui ressemblait à la religion. Il a obéi à *sa* religion.

Mais à quelle religion? Pas au catholicisme assurément, ni à un christianisme quelconque. « Tu ne tueras point », dit le Décalogue. — La seule religion qui ait pu lui fournir un point d'appui, c'est celle que Bourget appelait jadis « la religion de la souffrance humaine », cette religion dont la première maxime à été formulée ainsi par Charles Richet d'après Jean-Jacques Rousseau : Le mal, c'est la douleur d'autrui ». Nous devons combattre le mal, supprimer chez les autres la douleur, donc les tuer quand ils ne peuvent plus que souffrir. C'est bien ce qu'ont soutenu hardiment certains médecins américains. La morphine ne doit pas seulement servir à adoucir les douleurs qui passent, elle doit aussi supprimer la douleur qui ne passe pas, substituer à une vie de torture une mort douce et bienfaisante. Telle est la doctrine de l'euthanasie.

Elle suppose évidemment que chaque homme est le maître de sa vie, qu'il peut même dans certains cas être le maître de la vie d'autrui, que la vie présente n'a aucune sorte de lendemain, que tout vaut mieux que souffrir, et par contre-coup que tout ce qui coûte de l'effort ou procure de la peine ne vaut rien s'il ne doit

pas en résulter un plaisir plus intense ou une jouissance plus grande. Peut-on dire alors qu'il y a des devoirs? Et tout cela ne revient-il pas à dire : « Fais ce qui te plaît, ne fais pas ce qui te déplaît »? Dès qu'un homme s'estimera malheureux, il aura le droit de se tuer, l'écolier se tuera pour une remontrance, le jeune homme pour une déception. Et dès qu'on jugera qu'autrui est malheureux sans remède, on aura le droit de lui administrer la salutaire piqûre.

Et nous voyons en effet que sous l'influence de ces doctrines, des jeunes gens, des écoliers, presque des enfants rejettent la vie qui les fait souffrir.

C'est à ces doctrines, à leurs conséquences qu'il faut dire : Non, non, non et non!

Non, il n'est pas vrai que la douleur, même la douleur d'autrui, soit le plus grand mal, soit le mal. Il peut y avoir, il y a dans la douleur même torturante, même sans remède, des biens d'une essence infiniment supérieure : la patience, la sérénité, la douceur, la domination de soi-même. « Douleur, tu ne me feras pas dire que tu es un mal, » disait le stoïque et l'empereur mexicain couché sur les charbons qui faisaient grésiller sa chair se contentait de répondre aux gémissements de son ministre : « Suis-je donc sur un lit de roses? » Supposez que cet empereur se fût suicidé ou que son ministre l'eût tué avant le supplice, ne serait-il pas moins grand?

Lisez la vie de sainte Lidwine ou plus près de nous celle de cette admirable Adèle Kamm et dites si l'on ne peut pas être utile aux autres, rayonner de la plus intense beauté morale au milieu des plus atroces, des plus inguérissables souffrances.

Toute doctrine qui diminue la grandeur humaine, qui rabaisse la beauté à laquelle l'humanité peut atteindre, est une doctrine fausse.

Il y a des biens supérieurs au plaisir, à la jouissance. Il y a des devoirs. Parfois très pénibles, insipides et douloureux. Mais la douleur qu'ils imposent ne saurait en dispenser. Nous avons le devoir de vivre parce que nous avons le devoir d'obéir à des lois qui nous régissent, qui nous maîtrisent, dont notre raison nous fait sentir l'absolue valeur. Nous, chrétiens, nous y voyons des signes de la volonté divine, des ordres de l'ineffable et souveraine Bonté.

Dans le malheur sans espoir, dans la maladie incurable, nous ne sommes pas inutiles à nous-mêmes, nous ne sommes pas davantage inutiles aux autres. Nous pouvons, tant que nous avons encore notre vouloir, accepter la souffrance et donner l'exemple de l'obéissance douloureuse; nous procurons encore aux autres l'occasion de se donner et de se dévouer. Aucune souffrance n'est vaine, aucune n'est inutile si l'on sait les interpréter et les faire servir à des fins plus hautes. La douleur grandit et n'abaisse pas. Plaignons sans doute ceux qui souf-

frent et tâchons de les soulager, mais que cette compassion ne soit pas le vain attendrissement que des gémissements, des larmes, des cris peuvent produire sur les nerfs. Admirons plutôt ceux qui souffrent avec courage, avec grandeur d'âme. Aimons tous ceux qui pleurent et souffrent. Et n'aspirons pas avec trop d'ardeur aux plaisirs et aux jouissances. Car si ceux qui jouissent peuvent être appelés heureux, seuls, ceux qui souffrent méritent le nom de héros.

III

La liberté de l'Esprit

Liberté de pensée

Aucune expression n'est plus à la mode, aucune n'est plus illusoire, plus fausse, plus contraire tantôt à la pratique volontaire, tantôt aux exigences nécessaires de la vie.

Et d'abord il est faux que l'homme pense librement. On ne pense pas comme on veut, mais comme on peut. La pensée dépend de l'intelligence et, si celle-ci est claire, précise, on ne peut pas penser ce qu'elle ne démontre pas, on ne peut pas davantage ne pas penser ce qu'elle fait voir. On n'est pas libre de penser que 2 plus 2 n'égalent pas 4.

Si les données de l'intelligence ne sont pas claires, la pensée alors dépend du fond complexe et obscur de l'être : impulsions inconscientes de l'instinct, poussées aveugles des tendances, souffles des sentiments ou orages des passions; toutes les forces de la vie, brutales ou généreuses, basses ou nobles soufflent sur les flammes fuligineuses qui montent du foyer insuffisant de l'intelligence et tantôt rallument

de hautes lueurs qui nous illuminent le monde et tantôt ne produisent qu'un échauffement obscur dont la puissance nous dérobe l'inanité.

Mais d'aucune de ces deux façons la pensée n'est libre. Ce qui demeure libre en nous, c'est l'adhésion de tout l'être à la vérité découverte ou pressentie, c'est le refus de proclamer clair ce qui n'est pas clair, c'est la protestation de notre vie tout entière contre une domination qui sans motif voudrait s'imposer à elle et la maîtriser. Obéir à la raison, c'est être libre; obéir à la passion ou à un maître contre la raison, c'est être esclave.

Il y a des cas où il est très raisonnable d'obéir même sans connaître les raisons de l'ordre qu'on suit. C'est quand on a confiance dans l'autorité qui donne cet ordre, quand on sait que cette autorité est elle-même soumise à des idées dont on sait la vérité, à des fins dont on a reconnu la valeur. Ainsi le secrétaire d'un astronome peut, en sûreté de conscience, transcrire et transmettre aux observatoires les résultats de calculs qu'il ne comprend pas. Ainsi le soldat doit obéir aux commandements dont il n'aperçoit pas les motifs. Un doute même, au moment de l'action, ce doute fût-il fondé, ne saurait autoriser une désobéissance. Un général en sous-ordre ne doit pas contrevenir aux ordres de son chef, eût-il de sérieuses raisons de douter de leur valeur, car, outre qu'il peut se tromper, les hésitations, les

contre-ordres, les flottements, les contradictions sont la pire des erreurs. Une stratégie défectueuse n'empêche pas toujours la victoire; le désordre, l'indiscipline assurent toujours la défaite.

Bien plus, en dehors de l'évidence, le doute de ce général devra ne pas s'exprimer. La critique est œuvre spéculative qui ne peut avoir toute sa valeur que durant les repos du temps de paix. En pleine action, la critique est mortelle, elle enlève la confiance, et la confiiance des troupes fait plus de la moitié de la valeur du général. L'expression des idées individuelles ne saurait être toujours libre. Pour qu'elle le soit, il faut qu'elle puisse profiter à l'ordre social ou du moins qu'elle ne risque pas de lui nuire. Même au nom de ce qu'il appelle les exigences de sa raison, nul n'a le droit de nuire à autrui.

Ces **principes d'ordre social** sont très contestés. On proclame de toutes parts le droit à la pensée libre et dans tous les domaines le droit que chacun aurait de dire et de publier tout ce qui lui passe par la tête, même les excitations à l'incendie ou à l'assassinat, à la désertion, à l'avortement, à l'infanticide, à toutes les obscénités. La société n'aurait pas le droit de se protéger et de se défendre contre les individus antisociaux. Voilà ce que, sous prétexte de libre-pensée, proclame l'individualisme partout répandu.

En revanche les individus et très souvent ceux-là mêmes qui revendiquent le plus hautement ce qu'ils appellent les droits de la pensée libre, s'accommodent dans la pratique des soumissions de toute nature et des pires esclavages.

Hier, on me présentait à signer de la part d'un éditeur un traité par lequel j'aurais été engagé implicitement à contresigner tout ce qu'un secrétaire de rédaction nommé — et révocable — par l'éditeur aurait pu vouloir retrancher de mon écrit ou y introduire sous mon nom. La formule de ce traité est d'ailleurs courante et on s'étonne qu'un écrivain se rebiffe.

S'il se rebiffe, ce n'est pas parce qu'il est libre-penseur. C'est au contraire parce qu'il ne l'est pas, parce qu'il a le respect de la pensée, et non pas seulement de la sienne, mais de toute autre. Car on peut respecter éminemment la pensée et n'être pas le moins du monde libre-penseur.

Ce qui est surprenant, c'est la surprise qu'excite le refus de l'écrivain de se laisser ligotter ainsi. Comment un homme ayant le souci de sa dignité personnelle peut-il accepter de soumettre un de ses écrits à la revision d'un homme qu'il connaît à peine, que peut-être même il ne connaît pas du tout, qui d'ailleurs peut disparaître ou être changé, qui peut être un grand esprit, une large intelligence, mais

aussi bien peut n'être qu'un grimaud aux gages d'un éditeur, qui peut poursuivre des fins élevées, qui le plus souvent ne cherche tout simplement qu'à gagner sa provende, mais qui peut aussi être au service de quelque ténébreuse et louche entreprise?

Dans les journaux, dans les revues, la plupart sont de même forcés de suivre la ligne. Et s'ils ne sont pas à l'alignement, ils s'y mettent. On a remarqué qu'un écrivain d'ordinaire réservé devenait presque licencieux lorsqu'il écrivait des « Contes » pour tel journal du matin. Chose remarquable, c'est dans les journaux catholiques, dans ceux de droite, que les directeurs sont le plus respectueux de la pensée de leurs rédacteurs.

Le crime contre la pensée n'est pas de proclamer sa dépendance vis-à-vis de choses qui valent plus qu'une pensée individuelle, c'est-à-dire vis-à-vis de la vérité, de la pensée collective, de l'ordre social.

Le crime contre la pensée consiste à soumettre sa pensée à ce qui ne la vaut pas, à l'argent, à l'intérêt, aux factions.

Le crime contre la pensée, le péché contre l'Esprit, ce n'est pas d'accepter, comme font les catholiques, une autorité qui dit la règle de foi, la règle des mœurs, qui enseigne ce qu'on doit croire dans un domaine qui dépasse la nature et ce qu'on doit faire en vue d'une vie suprahumaine et divinisée. Ceux à qui

nous nous confions nous sont connus, nous savons quelles sont les règles immuables de leur conduite, de toutes leurs décisions. Nous avons approuvé ces règles, nous en savons les contraintes et les limites. Tout ce qui nous viendra d'eux nous viendra donc aussi d'elles ; c'est pour la vie que nous canalisons la vie, c'est pour l'esprit que nous renonçons aux caprices de notre esprit.

Ce que l'on appela « modernisme » avait le tort de ne pas se souvenir assez de ces règles sociales de l'esprit, de cette communion de la pensée sans laquelle il n'y a point de pensée. Et parmi ceux qui indûment furent qualifiés de « modernistes » on a vu se produire devant la parole autorisée le silence et le respect. C'est qu'ils savent les sacrifices qu'il faut faire à l'ordre : ce qui n'est qu'une pensée individuelle ne mérite pas d'être proclamé; ce qui vaut plus que l'individu arrive toujours à se faire jour et à se faire accepter. Même dans la science pure, rien ne se fait qui n'ait son contrôle dans l'assentiment social.

Le crime contre la pensée, le péché contre l'Esprit, c'est de se soumettre par avance pour des fins qu'on ignore, à des maîtres qu'on ne connaît pas. dont on ne sait pas sur quelle étoile ils se guident. On dit que c'est le cas de la Franc-Maçonnerie. C'est en cela que consiste l'esclavage de la pensée. Un jésuite qui se remet entre les mains de son supérieur « ainsi

qu'un cadavre, ou comme un bâton dans la main du voyageur », n'est pas un esclave. Car il sait que le supérieur ne lui commandera rien que sa conscience réprouve. Si le supérieur voulait l'obliger au mal, les *Constitutions* le disent expressément, il devrait ne pas obéir. C'est uniquement par respect pour la pensée, selon les règles de la pensée, qu'il assujettit sa pensée.

Le franc-maçon, au contraire, qui se dit libre-penseur, abdique non seulement sa pensée, mais toute pensée devant des ordres dont il ne sait ni la règle ni les limites, devant des maîtres qu'il ne connaît pas.

Et en vérité, c'est celui-ci qui est un esclave et c'est le catholique qui jouit de la liberté.

Snobisme et libre-pensée

Marc Sangnier s'est plaint plus d'une fois de rencontrer chez les libres-penseurs républicains d'intolérables préventions. « Vous êtes catholique, lui dit-on, donc soumis à une autorité spirituelle que nous ne reconnaissons pas; donc nous ne pouvons ni ne voulons marcher avec vous ».

Le directeur de *La Démocratie*, par sa parole et par ses actes, a victorieusement répondu à cette mauvaise chicane, à cette sorte de mise en interdit des catholiques dans la cité, à cette négation de leurs droits civiques, il en a fait ressortir le caractère monstrueux.

Sur le terrain des idées on retrouve la même tactique de la libre-pensée, les mêmes procédés de ceux qui s'appellent libres-penseurs. Dès qu'ils ont affaire à des catholiques, ils leur opposent la même question préalable : « Vous êtes catholiques, vous acceptez certains dogmes, donc tout ce que vous dites, ce que vous écrivez est commandé par ces dogmes. Et vous

ne parlez même, et vous n'écrivez que dans le dessein secret de faire l'apologie de votre foi. Vous ne pouvez prétendre à être traités avec la même considération intellectuelle qu'on accorde à tous les autres qui, eux, sont des libérés, des affranchis. Vous n'êtes que des esclaves ».

Et sous ce beau prétexte on se dispense d'analyser, de discuter les écrits des catholiques. On y cherche à chaque page le sous-entendu dogmatique et religieux, l'arrière-pensée apologétique. Pour ne parler que des morts, il fallut voir la manière dont Victor Brochard rendit compte jadis. dans la *Revue philosophique*, de la *Certitude morale* d'Ollé-Laprune. Et la *Revue de métaphysique et de morale*, quand elle n'a pas de raisons personnelles de ménager un auteur catholique, demeure très digne de ces illustres exemples.

L'on a pu voir par toutes les manigances qui ont précédé l'élection à l'Institut de M. Branly que l'intérêt de la science n'est dans tout cela nullement en jeu. Il faut, avant tout, barrer la route à tout ce qui ne rougit pas d'être catholique. Des catholiques timides, des catholiques de messe basse et de portes sourdes, passe encore; en paraissant s'excuser et demander pardon d'oser croire et pratiquer, ils se soumettent au joug. Mais des catholiques de grand' messe et de plein air, des catholiques qui ne s'étalent ni ne se cachent, qui simplement pro-

fessent et pratiquent, voilà ceux qu'on ne peut souffrir, ceux qu'il faut à tout prix atteindre et diminuer, ceux auxquels il est urgent de barrer la route. C'est pourquoi on invente des candidatures qui déplacent la question et on met en avant tout le féminisme.

Au lieu de se demander : M. Branly est-il le physicien qui doit entrer le premier à l'Institut ? on se demande : Est-ce que les femmes n'ont pas le droit de siéger à l'Institut ? — On se flatte ainsi de tourner la difficulté, de donner le change au public et par le public d'agir sur le vote des confrères. — C'est, comme vous voyez, tout à fait franc, tout à fait conforme au respect que l'on doit à la science pure.

Et de même, plutôt que de désigner pour le prix Nobel, le seul Français qui puisse y prétendre, le même M. Branly, parce qu'il est catholique, on préfère que ce prix s'en aille à un étranger qui n'est pas plus méritant.

Car ne faut-il pas avant tout que devant le populaire on ne soit pas forcé de reconnaître que l'on peut être à la fois et savant et catholique? Il faut maintenir la parole de Renan : « La négation du surnaturel est devenu un dogme absolu pour tout esprit cultivé ». Ce qui veut dire que ni Ampère, ni Hermitte, ni Pasteur ne furent des esprits cultivés, puisqu'ils furent des croyants et qu'ils admettaient par suite le surnaturel.

C'est contre cette intolérance, contre cet asservissement au dogme négateur qu'il faut protester. Le public que les coteries d'école ne touchent point finira bien par comprendre.

La science, la philosophie comme telles n'ont pas reçu mission de parler du surnaturel, ni pour l'affirmer, ni pour le nier. N'étant pas la théologie, elles n'ont pas à dépasser la raison, elles doivent seulement parler raison.

Le savant, le philosophe, qu'ils soient catholiques ou libres-penseurs, sont sur le même terrain, celui des faits et du raisonnement. La discussion entre savants, entre philosophes ne saurait porter que sur ces points : Les faits allégués sont-ils exacts ? Les raisonnements qui aboutissent aux conclusions en partant des faits sont-ils corrects? — La critique n'a pas à débattre d'autres questions.

Ni le catholique n'a le droit de suspecter le libre-penseur d'arrière-pensée de polémique irréligieuse, à moins que cette polémique ne s'avère en propos clairs, ni le libre-penseur n'a le droit de suspecter le catholique d'arrière-pensée apologétique.

Même si la polémique irréligieuse ou apologétique se fait voir, ce qui reste le droit de tout écrivain, le critique ne devra pas pour cela rejeter en bloc tout ce qui précède, il devra le comprendre, le discuter scientifiquement.

C'est un procédé commun — et commode —

qu'ont pris les libres-penseurs de se déclarer « libérés, affranchis », et de paraître proclamer par là l' « esclavage » de tout catholique. Mais il faut bien leur dire d'abord que de ce qu'ils se confèrent à eux-mêmes des épithètes louangeuses, cela ne saurait prouver qu'ils les méritent, et ensuite, que ces injuers indirectes adressées à des hommes qui les valent bien ne sauraient avoir pour but et pour effet que de créer dans l'esprit de ceux qui les lisent des préjugés en faveur de la libre-pensée, contre le catholicisme. Et pour comble, des préjugés sentimentaux. Qui donc aimerait à se dire esclave ? Au lieu de combattre à l'aide de la raison, on fait appel au snobisme. La science véritable ne saurait en être fière.

Obéissance et servilisme

On nous prêche l'obéissance et on a raison. Le P. Baudot, dans cet admirable petit livre qu'il a nommé : *Le règne de l'Evangile,* rappelle aux chrétiens qu'ils ont le devoir d'obéir aux lois. Et il est incontestable qu'une des maladies sociales de notre temps est le mépris de l'autorité. On voit des hommes qui se disent bons catholiques refuser d'accepter les décisions très nettes de l'autorité religieuse. On en voit d'autres qui se disent bons citoyens applaudir aux injures adressées aux représentants des plus hautes magistratures. Pour avoir cabossé le chapeau de M. Loubet, pour avoir tiré la barbe de M. Fallières, on a vu M. de Christiani et M. Lacour exaltés comme des héros. Et de très braves gens, de ceux-là mêmes qui se plaignent le plus de l'état d'âme révolutionnaire, ont applaudi à ces gestes.

Ce n'est pas un des moindres méfaits de la Révolution que d'avoir si bien brouillé les

choses que les partisans de l'autorité ne croient pas se mentir à eux-mêmes et déroger à leurs principes quand ils bafouent les représentants de l'autorité. Rien ne prouve mieux que nous vivons dans le manoir à l'envers que de voir ceux qui se disent les amis de l'ordre se conduire en perturbateurs.

Je sais aussi bien qu'un autre les excuses qu'ils peuvent avoir et avec quelle force des sentiments vifs auxquels nous ne pouvons ici que sympathiser, les poussent à agir ou à parler au rebours de la raison. Mais quoi! le sentiment n'est que sentiment et la raison n'a pas moins raison. Malgré mon indignation, si je vois un magistrat prévariquer, je n'irai pas lui tirer les oreilles sur son siège; mais je m'efforcerai, à l'aide des moyens légaux, de prouver son crime et d'obtenir sa juste condamnation. Ou si je ne pouvais me contenir, je montrerais par là même que je n'appartiens plus à une société policée, que j'érige mes opinions, mes jugements en lois sociales, que mon esprit individuel, sans aucun contrôle, s'arroge le droit de juger, ce qui est évidemment le principe de toute anarchie.

Obéir, c'est, dans le catholicisme, observer les ordres de l'autorité religieuse, c'est, dans toute société dont on fait partie, observer les lois. Tant que ces lois ne nous prescrivent pas des actes qui contredisent évidemment la conscience, elles ont possession d'état : seraient-

elles dures et même oppressives, elles sont respectables, non à cause de leurs prescriptions mêmes, du moins à titre de lois, gardiennes de l'ordre social. Et ce que nous disons des lois, il faut le dire aussi des magistratures chargées de veiller à l'observation des lois.

Sans doute ce respect plus d'une fois est pénible, il exige des sacrifices. Plier son action aux ordres d'une autorité matérielle qui appesantit son joug, observer en esprit des règles édictées par une autorité spirituelle dont on ne pénètre pas les desseins et les raisons, c'est pénible, c'est dur. Mais si ce n'était ni pénible ni dur, l'obéissance serait-elle une vertu?

Or, l'obéissance est une vertu. Cependant, semblable à toutes les autres, elle se tient dans des régions raisonnables et moyennes et évite tout excès. Il y a une docilité révoltée qui n'est pas l'obéissance, mais il y a une docilité désossée et exagérée qui, dépassant la vertu, devient par là même blâmable. Cet excès est le servilisme.

Le servilisme est la revanche de la révolte. L'âme exaltée et désorbitée, ayant perdu son assiette normale et son centre de fixité, oscille entre les extrêmes. Les révoltés de jadis deviennent les serviles d'aujourd'hui.

Qu'est-ce donc que le servilisme? C'est cette basse et lâche disposition d'esprit qui ne se contente pas de se soumettre à l'autorité, mais encore dépasse ce qui est commandé et

n'obéit pas pour respecter la loi, mais pour plaire à ceux qui la disent. On demande au servile de se courber, il s'aplatit. Il croit honorer l'autorité, il la dégrade et l'insulte. Car il la flatte, il vante sa puissance et l'excite à en abuser. Le servile n'aime pas dans la loi la sérénité ou l'impartialité, le servile est un partisan. Son beau zèle pour l'autorité ne vise qu'à l'asservir, à en faire l'instrument de ses petitesses, de ses ambitions ou de ses vengeances. Le servile ne hait rien tant que ceux qui obéissent simplement, loyalement, sans fracas et sans murmure. C'est pourquoi il les dénonce et voudrait qu'on les traite en révoltés.

On nous dit que pour bien obéir, il faut ressembler à un cadavre. Cette comparaison est hyperbolique et ceux qui l'ont employée, les François d'Assise et les Ignace de Loyala le savaient bien, mais même prise à la lettre, elle exclut le servilisme. Un cadavre n'applaudit pas, un cadavre ne loue pas, un cadavre ne fait que tout juste ce qu'on lui fait faire. Un cadavre n'est pas servile.

C'est le servilisme qui, de tant de sous-préfets, de tant de chefs subalternes a fait des tyrans, c'est le servilisme qui a inspiré à tant de fonctionnaires la peur d'agir selon leur conscience. Il fallait continuer hardiment d'aller à la messe, sans s'afficher, sans se cacher, et s'abstenir avec d'autant plus de soin de

toute incorrection politique que l'on voulait garder plus entière sa liberté de conscience. Il fallait acheter l'indépendance par le loyalisme et la correction. Il y en a qui l'ont su faire. Au milieu de l'universel aplatissement, ils surent demeurer libres. Et ce ne sont pas ceux-là qui donneront jamais le coup de pied de l'âne aux puissants dépossédés.

Les serviles au contraire prendront leur revanche. Ils se vengeront de la platitude qu'ils s'imposent à eux-mêmes. Ils n'en seront pas moins méprisés.

Et toujours infiniment méprisables. On peut se fier à un obéissant, on ne peut se fier à un servile. L'obéissant, même quand il n'aura pas été de l'avis de l'autorité, se rangera silencieusement à ses ordres, mais il ne croira pas devoir, sauf dans le cas d'une erreur nettement marquée, se désavouer et se démentir lui-même. Il ne flottera pas à tant vent de puissance. Quand les vents auront tourné, on le retrouvera à la même place. Car ce à quoi il est attaché, ce n'est pas à l'organe mortel, variable et passager de l'autorité, mais à l'autorité même, et non aux personnes qui font la loi ou aux partis que leur rédaction accidentelle paraît servir, mais uniquement et purement à la Loi, à la Loi, seul principe d'ordre, à la Loi dans sa pure essence, qui n'est en toutes matières qu'un écho de la Parole divine.

Une réponse

J'ai reçu d'un inconnu une lettre qui m'a fort intéressé. La question qui m'était posée est d'un ordre si général qu'il m'a paru utile d'y répondre publiquement. D'autres que mon aimable correspondant ont dû se la poser, et, à y bien réfléchir, il est à peu près impossible que le doute qu'elle éveille n'ait pas inquiété des consciences, troublé des esprits, peut-être ébranlé quelques convictions.

Lorsque, en effet, un croyant catholique veut confronter les affirmations dogmatiques de son Eglise avec celles des incroyants, il ne peut pas n'être pas frappé de ce fait que presque tous les dogmes, la création, la chute, la rédemption sont aussi résolument niés par les esprits qui demeurent hors de l'Eglise qu'ils sont affirmés par les esprits soumis à l'Eglise. Et les incroyants soutiennent que ces dogmes sont enfantins, périmés, qu'ils correspondent à une conception du monde qui n'est plus d'ac-

cord avec l'état général des esprits contemporains, avec ce que M. Séailles appelait un jour « les affirmations de la conscience moderne ». Cependant le catholicisme continue à compter parmi ses fidèles des esprits sagaces, vigoureux et clairvoyants, qui persistent à croire aux dogmes et ne les trouvent en contradiction avec aucune des conquêtes incontestées de l'esprit moderne.

La science, dit Hœckel, nie la création; la science, dit Pasteur, prouve que la vie ne procède pas naturellement de la matière purement inerte, il n'y a pas de générations spontanées; tout vient de l'évolution, continue le premier; et le second réplique : entre le vivant et le non-vivant, il y a un *hiatus*, un fossé naturellement infranchissable. Et les philosophes ajoutent : La question des origines premières est une question qu'aucune science positive ne peut résoudre, car toute science s'arrête au donné, et celui qui se pose la question des origines va au-delà du donné, puisqu'il se demande d'où il vient.

Tout de même pour la chute : Tout l'univers évolue vers le progrès, dit Hœckel. Il n'y a donc pas eu de chute ni d'abaissement, mais au contraire élévation, ascension. Ce qu'on appelle le mal, le crime, n'est qu'une survivance, une réapparition du passé inférieur et bestial.

A quoi Pascal réplique : Il y a dans l'homme à la fois une telle grandeur et une telle misère que leur coexistence serait impossible si l'homme n'avait point chuté, s'il n'avait abaissé sa grandeur, s'il ne s'était dégradé. « Misères d'un roi dépossédé ». Et Renouvrier reconnaît que la libre introduc'ion de l'immoralité dans le monde a pu suffire pour engendrer tous les maux.

Enfin la « conscience moderne » de M. Séailles n'admet point qu'un innocent Fils de Dieu puisse se substituer à l'homme pour lui épargner les maux causés par la chute, pour le rétablir en sa dignité première.

Cependant les contemporains de M. Séailles, même les plus libres penseurs, se plaisent à vanter la valeur de la solidarité. Ce nouveau dogme qui nous rend tous responsables des actes de chacun des membres de notre groupe, ne soulève plus guère de protestations. Et les catholiques font remarquer que personne n'a jamais trouvé immoral qu'un innocent s'impose des peines pour réparer les fautes d'un coupable et même pour lui en épargner les suites. C'est de la part de celui qui se sacrifie, dévouement, héroïsme, g'nérosité, ce n'est pas immoralité. La conscience, loin de le maudire, l'acclame. Et le coupable même, s'il se repent, s'il reconnaît sa faute, s'il n'accepte d'être sauvé par autrui que parce qu'il ne peut pas se sauver soi-même, ne paraît pas, en accep-

tant le sacrifice, augmenter la gravité de sa faute.

Voilà donc où paraît résider le scandale :

Des esprits qui sont également compétents, également vigoureux et pénétrants, pour tout dire, d'égale valeur, ne s'entendent pas et se contredisent.

On se demande alors : Où est la vérité? Quel est celui des deux partis qu'il faut croire? D'où vient que l'esprit humain, sur des questions si graves, arrive à se contredire?

Se poser ainsi la question, c'est évidemment supposer que l'on n'a soi-même aucune compétence en ces matières. Car on se trouble parce que, voulant s'assurer de ce qu'il faut croire, on constate que les autorités auxquelles on s'adresse ne se trouvent pas d'accord.

Il y aurait une solution commode : le doute. Mais ici on ne peut douter. Il y va de toute la vie. Nous sommes embarqués. Il faut affirmer ou nier. Etre catholique ou ne l'être pas. Ne pas aller à la messe, c'est nier le catholicisme. La religion ne connaît pas de sceptiques. On n'y peut demeurer neutre. On est pour ou on est contre.

Il faut donc se décider. Mais comment se décider? Car d'une part on hésite entre les autorités qui se contredisent et, d'autre part, on juge humblement — trop humblement — qu'on n'a pas soi-même de compétence.

Il faut remarquer d'abord que d'un côté se trouvent l'Eglise et la masse des esprits éclairés et vigoureux — aussi éclairés, aussi vigoureux que les autres — qui adhèrent à l'Eglise, c'est-à-dire d'abord, une institution qui affirme ses origines divines, son infaillibilité, qui enseigne parce qu'elle a la puissance d'enseigner *quasi potestatem habens*, ensuite, des hommes individuels qui, en leur âme et conscience, déclarent pouvoir, sans mutiler en rien leur esprit, adhérer aux enseignements de l'Eglise. Eglise et fidèles récitent le même *Credo*, sont d'accord sur tous les points essentiels.

De l'autre côté on trouve tous ceux qui nient l'Eglise et ses dogmes. Mais ils ne s'accordent que pour nier : hors de cette négation, ils ne s'accordent plus en rien ni sur rien. C'est, sur l'origine et la destinée de l'homme, une poussière atomique de pensées, autant dire le néant.

Quand on a très nettement aperçu ce contraste indiscutable, le choix s'impose presque de lui-même. On va là où il y a accord, harmonie, tenue compacte et homogène de pensées, société spirituelle. A penser seul ou avec un homme seul sur les destinées de la race humaine, on est sûr de se tromper ; il n'y a de chances de trouver la vérité que lorsqu'on pense en communion avec d'autres hommes. Malheur à celui qui est seul! *Vœ soli!*

Et le croyant fidèle a en lui-même d'autres et plus profondes clartés. Il a éprouvé la valeur de sa foi. Dans la lutte contre soi-même, dans le combat contre l'égoïsme, dans le doute, dans la souffrance, dans la joie même il a senti les forces, les lumières, la résignation, la sérénité que ses croyances lui ont apportées. Quand il a été faible, il a senti une force, quand il a pleuré, il a senti une douceur, quelque chose d'ineffable qui, même dans le chagrin et dans la peine, l'environnait d'un apaisement. Et il a éprouvé avec la tendresse et la miséricorde de Dieu la vérité de l'Eglise dont il accepte les dogmes, dont il récite les prières et reçoit les sacrements.

In labore requies,
In æstu temperies,
In fletu solatium.

Bandeau et bâillon

L'homme a des yeux pour voir, une langue pour parler, des oreilles pour entendre. Par les yeux, il entre en rapport avec la vérité des choses; par la langue, il exprime sa pensée; et les oreilles servent aux hommes pour connaître les pensées les uns des autres.

La nature nous engage donc à ouvrir nos yeux tout grands pour voir ce qui se passe et ce qui se fait autour de nous, à exprimer par la parole ce que nous avons découvert. Découvrir le vrai et dire le vrai.

Mais si la nature nous pousse ainsi ingénument dans les voies du vrai, l'art, ou plutôt l'artifice humain, nous impose des pratiques toutes contraires. Il y a des choses qu'il faut dérober aux yeux, il y a des choses qu'il ne faut pas dire. Pour qu'on ne soit pas tenté de voir ou de dire ce qui est ainsi mis en interdit, on placera sur la bouche un bâillon et sur les yeux un bandeau.

Dans la salle des Pas-Perdus de la Chambre, les députés peuvent dire des énormités, contredire d'avance par leur attitude ou par leur langage tout ce que, quelques instants plus tard, ils proclameront solennellement du haut de la tribune, tous leurs collègues doivent s'interdire de faire état des conversations antérieures. Le bâillon.

Un publiciste accusé d'ignominies, déclare au juge d'instruction qui a l'audace de l'arrêter, lui, qui fut le compagnon et même le chef de certains ministres, qu'il a mis en sûreté des papiers fort importants. Et cela veut dire : « Monsieur le juge, si, sur vos yeux, vous n'appliquez pas un volontaire bandeau, d'autres, ces autres dont j'ai les papiers, et qui sont puissants, mettront sur votre bouche un bâillon et non sans quelque rudesse ».

Un jour, dans *La Démocratie* même, aux premiers jours où l'on parla de l'affaire Langevin-Curie et alors que ce journal ne faisait que rapporter des informations en faisant d'expresses réserves, une lectrice écrivait : « Il ne faut pas parler de ces choses » et dans sa belle candeur s'étonnait que le bâillon ne fonctionnât pas.

Il faut protester contre le bâillon, contre le bandeau, parce que ces deux instruments de mutilation humaine sont devenus des instruments de gouvernement, qu'ils faussent tout, dénaturent tout, assurent l'impunité aux cou-

pables, entretiennent les suspicions et empêchent les braves gens de s'entendre entre eux.

Rappelez-vous toute cette kyrielle de scandales : l'explosion de la *Liberté*, l'affaire des poudres, les incohérences du ministère des affaires étrangères, l'affaire d'Oudjda. A chaque fois, un sursaut de révolte spontanée faisait sauter le bâillon, les langues commençaient à se délier, le public ôtait son bandeau. Au bout de deux ou trois jours, le bâillon a de nouveau fermé les bouches, le bandeau s'est replacé sur les yeux. Nous vivons dans une caverne et ce sont des muets qui président à nos destinées. Il n'est pas étonnant que nous n'y voyions pas clair et que nous ne sachions pas où l'on nous conduit.

Il semble que tout l'art du gouvernement se réduise au maniement de ces deux outils. Tous ceux qui y voient clair et qui parlent haut sont des gêneurs, des suspects, des traîtres. Nous en savons tous un peu quelque chose.

Le travail qu'a entrepris *La Démocratie*, celui qu'aura à faire la Ligue de la Jeune-République, celui auquel devra prêter ses forces le parti nouveau dont, à droite et à gauche, les bons esprits, les vrais patriotes réclament la formation, consiste à lever les bandeaux, à faire la lumière et à délier les bâillons.

Quand le bandeau n'aveuglera plus les yeux, quand le bâillon n'arrêtera plus la vérité sur les lèvres, les honnêtes gens, les bons Français

se découvriront, finiront par se connaître et verront et sauront qu'ils peuvent s'entendre et qu'ils n'ont qu'à perdre à se combattre comme si le bien des uns ne pouvait être fait que du mal des autres.

Prenez, par exemple, cette misérable — et si haute — question de l'école, si haute par les intérêts spirituels et moraux qui sont en jeu, si misérable par la manière dont les partis s'efforcent de l'exploiter. On accumule à ce propos les projets de lois. Enlevez les bandeaux et les baillons et vous verrez aussitôt ce qu'il faut penser de ces projets et combien cette question qui paraît si embrouillée est au contraire très simple.

La question s'est embrouillée parce que les politiciens ont posé un bandeau sur les yeux des gens, parce qu'ils ont voulu mettre un baîllon sur la bouche de ceux qui auraient pu prévenir les aveugles.

On a fait croire aux uns que l'école publique courait des périls, que des méchants ténébreux voulaient empêcher le peuple de s'instruire et s'efforçaient de persécuter les instituteurs. — Il faudrait donc défendre l'école publique

On a fait croire à d'autres que tous les instituteurs de France étaient ligués, sinon pour corrompre l'enfance, du moins pour anéantir la religion. — Il faudrait donc considérer l'école publique comme l'ennemie.

Si nous enlevons le baîllon à l'abri duquel

viennent se propager ces imaginations mensongères, que voyons-nous ?

D'abord que le nombre des enfants qui fréquentent l'école publique est en progression constante, ce qui ne semble pas prouver que cette école soit en grand péril. S'il est vrai que dans trois ou quatre départements, l'école privée se soit en effet développée au détriment de l'école publique, ce n'est qu'un accident négligeable dont les résultats se noient dans la masse du pays. — Il n'est donc ni nécessaire, ni même utile, de défendre par la violence une institution qui progresse.

Et d'un autre côté, s'il est incontestable qu'une secte bien connue et presque toute-puissante, fait tous ses efforts pour déchristianiser la France par tous les moyens et en particulier par le moyen de l'école publique, il est non moins vrai, tout d'abord, que ces efforts vont à l'encontre même de toute notre législation scolaire, et enfin que la grande majorité des instituteurs publics est faite de très braves gens, pas du tout sectaires, uniquement préoccupés de leur besogne et qui ne demandent qu'à rester tranquilles. Une minorité bruyante s'agite et fait du fracas, donc on n'entend qu'elle. Otez le bandeau, vous verrez la masse des autres.

Et le bandeau enlevé, vous verrez aussi :

Que, d'une part, il est pratiquement impos-

sible de supprimer l'école publique, pratiquement impossible de changer le corps enseignant, pratiquement impossible de ne pas garder à l'école publique sa neutralité.

Mais que, d'autre part, il est criminel et tout à fait contraire au but de l'école de vouloir en faire un organe de propagande antireligieuse. A poursuivre ce dessein, on est sûr d'aviver les haines entre Français, et non pas de réaliser, comme on le dit, l'unité morale, mais au contraire de créer deux Frances. Et le dessein, d'ailleurs, ne peut qu'avorter.

Le but de l'école est de munir l'enfant des connaissances indispensables à la vie. Il faut donc que l'école, dans les préceptes moraux qu'elle enseigne, demeure d'accord avec les idées morales que professe dans son ensemble la société.

Qu'on demande aux gens de France ce qu'ils désirent, s'ils veulent qu'on apprenne à leurs enfants une morale et quelle morale. On sera bien vite édifié. Et comment ne le serait-on pas ? En dehors des préceptes du Décalogue, en dehors de la morale chrétienne, y a-t-il une morale qui puisse prétendre s'imposer à l'assentiment à peu près unanime de nos contemporains ? Quels sont les principes moraux de notre Code civil, de notre Code pénal? Ne sont-ils pas tous imprégnés de christianisme ? Pourquoi donc ne pas simplement le reconnaître ? A quoi tend cette suspicion en laquelle

nos dirigeants veulent qu'on tienne la religion?

Ne serait-il pas infiniment plus simple de reconnaître que le catholicisme est un fait, un fait social important, incontestable et qu'il faut vivre avec lui ? Qu'il faut en conséquence tenir compte de son organisation, de sa structure et que, si on veut être neutre, il ne faut rien entreprendre contre sa doctrine ?

Ce ne sont pas les évêques qui auraient dû interdire certains manuels, c'étaient les autorités scolaires elles-mêmes, au nom des lois scolaires et des circulaires de Jules Ferry.

Tout le mal est venu de ce double jeu : proclamer la neutralité et favoriser ou du moins laisser libre l'hostilité religieuse. Mettre un bandeau sur les yeux des gens et les empêcher de voir ce que recouvre la neutralité. Et imposer un bâillon à tous ceux qui, ayant rejeté le bandeau, voulaient dire ce qu'ils avaient vu.

Otons donc résolument les bandeaux, tous les bandeaux, et rejetons les bâillons, proclamons hautement la nécessité ou d'observer la neutralité et d'écouter les réclamations des évêques et des familles, ou de mettre hors la loi le catholicisme.

Ceux qui s'appellent des « affranchis » nous donnent-ils des exemples que chacun voudrait voir suivre à ses enfants? — Les uns revendiquent le droit à l'avortement: les autres plaident la cause des plus étranges aber-

rations. Otez le baillon, vous dis-je, et demandez aux bonnes gens s'ils estiment que la morale, la vraie, est celle du Décalogue, du catéchisme, ou bien celle de M. Flachon.

La crise primaire

Il y a dans notre enseignement primaire quelque chose qui ne va pas. Les évêques catholiques ont exprimé à deux reprises leur mécontentement. On a dit que ces évêques étaient les ennemis des instituteurs et de l'école laïque. Pourtant il a bien fallu reconnaître que l'enseignement primaire n'était pas toujours conforme à la neutralité voulue par la loi. On a examiné de plus près certains manuels, et ceux-là mêmes signalés par les évêques, et on a constaté que la vérité historique et que le patriotisme même avaient à peu près autant à se plaindre de ces manuels que l'orthodoxie catholique.

En même temps, chez les instituteurs, on faisait de l'agitation. On se groupait en Amicales, on faisait essaimer en sections les syndicats, on s'affiliait à la C.G.T., et finalement on aboutissait à ce vote de Chambéry qui, bien

qu'on n'ose pas l'avouer nettement, était et voulait être une manifestation antimilitariste.

A ce coup, le vase a débordé et l'autorité a voulu sévir. Elle a sévi — peu durement — mais elle a sévi. Et il ne semble pas que les instituteurs aient obtempéré à leur ministre. Ils prétendent défendre leurs droits, droit de s'associer, droit de se syndiquer. Prolétaires de l'enseignement, fils de prolétaires, éducateurs des fils de prolétaires, ils revendiquent le droit de se solidariser avec la classe ouvrière. En même temps, ils demandent des augmentations de traitement.

Et le ministre de l'Instruction publique dépose des projets de lois.

Il ne me convient pas de discuter ici ces projets. Mais je crois pouvoir indiquer d'où est issu le malaise que nous constatons. La société, dans son ensemble, n'est guère satisfaite des instituteurs, — de ceux du moins qui font du bruit et qui semblent mener les autres — et les instituteurs, à leur tour, ne sont pas contents de la société. Il semble qu'il n'y ait qu'un remède, c'est que les instituteurs et la société se disent bonsoir. Mais voilà, c'est impossible. Ni les instituteurs ne peuvent vivre sans la société, ni la société sans instituteurs. Ils ne peuvent se séparer. Et, pour le dire en passant, c'est bien ce qui prouve que les rapports qui les lient ne sont

pas des rapports de patron à salariés, car le patron et ses ouvriers, s'ils ne se conviennent pas, peuvent se dire bonsoir. Le patron cherchera d'autres ouvriers, les ouvriers un autre patron. Mais ici, c'est tout différent. Je n'insiste pas. Je demande seulement qu'on y réfléchisse.

Il faut donc, puisqu'ils ne peuvent se séparer, puisqu'ils ont besoin les uns des autres, que la société et les instituteurs continuent la vie commune. Et pour que cette vie soit supportable, pour faire évanouir le malaise, pour éviter les conflits, il faut en faire cesser les causes.

Quelles sont ces causes?

Il ne semble pas très malaisé de les découvrir.

Toutes les fois que dans une machine ou un organisme quelconque, il y a quelque chose qui va mal, c'est qu'il y a excès ou défaut. Une roue engrène mal si les dents sont trop fortes et serrent trop, ou encore si les dents sont trop usées. Qu'il y ait excédent ou insuffisance de sucs digestifs, on est également gastralgique.

Nous pouvons en conclure que si quelque chose dans l'enseignement primaire fonctionne mal, c'est qu'il y a dans cet enseignement insuffisance ou excès.

Y a-t-il insuffisance, ou y a-t-il excès?

Pour le découvrir, demandons-nous quelle est la fonction de l'instituteur primaire. N'est-elle pas de donner à l'enfant les connaissances indispensables à la vie de son temps? Ces connaissances primaires sont le minimum d'outillage intellectuel indispensable pour n'être pas comme un exilé ou un infirme au milieu des contemporains. Elles devront être les mêmes pour tous, puisque communes à tous, enseignées à tous. Elles devront donc être incontestables, incontestées.

Le programme rationnel de l'école primaire résulte de ces données : lecture, écriture, calcul, grammaire, éléments de comptabilité, rédaction de lettre usuelle. Le peu de géographie nécessaire pour savoir lire une carte et un indicateur de chemin de fer. Le peu d'histoire indispensable pour savoir ce qu'est le pays où on habite et quelles en sont les lois constitutives. Les préceptes de morale indispensables à la vie sociale et sur lesquels tout le monde se trouve d'accord.

Plus les termes de ce programme seront précis, plus les limites seront rigoureuses, moins il y aura dans l'enseignement primaire de risques d'à-coups. Vous pouvez voir en effet que tout le malaise que nous ressentons vient de ce que les instituteurs ont dépassé ces limites. Ils ne se sont pas contentés d'enseigner l'incontestable et l'incontesté, ils ont voulu enseigner non pas l'histoire, mais *leur* histoi-

re, non pas la morale, mais *leur* morale, non pas le civisme, mais *leur* civisme.

Ils n'en avaient nul droit, puisqu'il faut parler net.

L'instituteur n'a aucun droit sur l'intelligence et sur la conscience des enfants, il n'a que des devoirs, et ces devoirs sont déterminés par sa fonction. Il est un organe de la société présente, le remplaçant des familles actuelles, il ne lui appartient à aucun degré de préjuger ce que pourra être la société de l'avenir, ce que pourront désirer les familles futures. Il n'a pas le droit de modeler sur ses conceptions propres, individuelles, sujettes à erreur et à correction, les jeunes esprits qu'on lui confie.

Tout le mal est venu de ce qu'il s'est arrogé ce droit.

A Saint-Cloud, à Fontenay-aux-Roses, on a saturé l'esprit des futurs professeurs d'écoles normales de cette idée que l'instituteur français devait être l'agent d'une régénération sociale, qu'il avait à exercer un apostolat, à construire la France de l'avenir. Ce qui impliquait bien qu'il avait préalablement à détruire la France du passé. Les vieux dogmes, les religions étaient périmés. Il fallait enseigner un dogme nouveau, une morale nouvelle, une religion sans Dieu, le dogme du progrès, la morale de la science et de la solidarité, la religion de l'humanité.

Dans les écoles normales primaires, pendant trois ans, on saturait de ces rêveries les futurs instituteurs. Est-il étonnant qu'ils aient pris à la lettre — et les meilleurs d'entre eux — les leçons de leurs professeurs? Qu'ils aient rêvé d'apostolat idéal, de régénération sociale, d'émancipation de l'homme? Qu'ils aient finalement abouti au syndicalisme et à la prédication de la lutte entre les classes comme seul moyen de faire arriver le règne de la justice?

J'admirais un jour la fervente ardeur avec laquelle une jeune institutrice exposait à un collaborateur de *La Démocratie* qui nous les a rapportés, ses rêves d'apostolat. Il n'est pas possible d'être de meileure foi, mais il n'est pas possible non plus de se tromper davantage.

L'instituteur primaire, par sa fonction même, n'est un agent du progrès que parce qu'il est un agent de transmission de l'acquis intellectuel et social. Il est un organe de tradition et non un organe d'invention. Il est par essence conservateur. Il conserve et tranmset l'arithmétique et la grammaire, il doit de même conserver la morale commune et la transmettre. Ce n'est pas à lui d'inventer.

Il suffit qu'il ne bouche pas la voie, il suffit qu'il laisse entrevoir aux enfants, par delà ce qu'il enseigne, les perspectives infinies de ce qu'il n'enseigne pas. Qu'il leur dise : « Ce que je vous apprends, ce que vous savez, ce

que je sais, ce que savent les plus savants n'est rien en comparaison de tout ce qu'on saura plus tard, de tout ce qu'on ne sait pas. Voilà ce qui se fait autour de vous, voilà ce qu'il vous faut faire. Plus tard, quand vous serez grands, si vous trouvez mieux à faire, vous aurez à examiner, à prendre parti. Assurons le présent et réservons l'avenir ».

L'instituteur a une fonction à remplir, un peu étroite mais admirable. Son étroitesse même n'est qu'apparente, car l'instituteur a devant lui tout le domaine des premiers linéaments de l'intelligence, des premiers mouvements de la sensibilité sociale et morale. Ce qu'il semble perdre en largeur, il peut le regagner en profondeur. Et ne vaudrait-il pas mieux, même pour l'enseignement proprement dit, qu'au lieu d'avoir effleuré sans les retenir une foule de connaissances, les enfants en retiennent sûrement un petit nombre et qu'au lieu d'entendre de vagues déclamations sur la vérité, sur la justice ou la solidarité, ils fussent exercés à ne jamais user de mensonge, à ne chercher le succès que par le mérite et à aider ceux de leurs camarades qui peuvent en avoir besoin?

Maître et Serviteur

Elle est très curieuse cette querelle qui s'est élevée au congrès de Nantes entre les instituteurs syndicalistes et leurs confrères amicalistes. Ceux-ci soutenaient que lorsqu'ils avaient appris aux enfants les matières du programme des écoles, y compris les quelques préceptes qui constituent la morale neutre, leur tâche était achevée.

Les syndicalistes au contraire ont prétendu que le rôle de l'instituteur ne se borne pas, ne peut pas, ne doit pas se borner à meubler l'intelligence de l'élève d'un nombre plus ou moins grand de notions plus ou moins utiles, qu'il doit creuser plus profond, atteindre plus loin, donner à son esprit, à son caractère, à sa volonté une formation complète. Au sortir de l'école, l'enfant, tel que voudraient le laisser d'après le programme les amicalistes, est comme une matière docile que ses parents, ses

patrons, ses employeurs ou ses chefs peuvent plier à toutes les fins. Il peut utiliser les notions qu'il a acquises à l'école de mille façons diverses. Il peut les faire servir à ses passions, à son égoïsme propre, comme les mettre au service des égoïsmes familiaux, patronaux, des fanatismes patriotiques ou religieux.

Le devoir de l'instituteur, continuent les syndicalistes, est de ne pas laisser ainsi l'élève démuni de toute direction. L'instituteur ne doit pas seulement lui fournir la matière intellectuelle de sa vie, mais lui infuser un esprit, lui donner une direction qui l'empêche d'être, soit vis-à-vis de son égoïsme, soit vis-à-vis de l'égoïsme des autres, un esclave docile.

L'instituteur doit former dans l'enfant tout l'homme futur.

Les syndicalistes prétendent par là ne pas sortir de la neutralité doctrinale. Ils ne s'inquiètent pas de nier la vie future ou de l'affirmer. Ils ne prennent parti pour ou contre aucune des religions.

Mais ils savent de façon positive, concrète et sans qu'aucune contestation leur paraisse possible, que les enfants qu'ils ont devant eux sont pour la plus grande partie fils de paysans ou fils d'ouvriers, des prolétaires, fils de prolétaires, appelés par ce fait à travailler de leurs mains toute leur vie. C'est en fonction de ce

fait que, eux, instituteurs, ont le devoir d'élever tous ces enfants.

Prolétaires de la pensée, ouvriers de l'école, condamnés pour un très maigre salaire au plus dur labeur, issus eux-mêmes de parents qui travaillaient péniblement de leurs mains, ils sont arrivés à prendre conscience de leur classe, de sa misère, de son rôle social, de ses droits. Ils savent ce qu'est leur classe sociale, ce qu'elle fait et ce qu'elle devrait être. Cette conscience de classe qu'ils ont acquise, lentement, péniblement, ils doivent la révéler à leurs élèves, ils doivent la former en eux afin que pas un futur prolétaire ne sorte des bancs sans savoir regarder le monde et l'état social comme doit les voir un travailleur et un prolétaire.

La plupart des livres scolaires sont écrits par des bourgeois pour des bourgeois. L'instituteur doit par sa parole donner l'antidote de ces écrits. Aucun des enfants qui ont passé par l'école ne doit plus voir le monde en bourgeois, penser en bourgeois. Le prolétaire doit penser en prolétaire et juger de tout par là.

Si vous demandez maintenant : Qu'est-ce que penser en prolétaire? on vous répondra que c'est penser selon les formules assez vagues et contradictoires du syndicalisme, de M. Guesde, de M. Jaurès, de l'*Humanité* ou bien de la C.G.T. Ces doctrines sont toutes assez

divergentes, elles se rencontrent cependant pour dire que la classe ouvrière est odieusement exploitée, qu'elle a d'énormes et justes reprises à exercer contre les propriétaires et les patrons, et qu'elle parviendra à s'affranchir par les seules forces de l'entente, de l'association entre tous les prolétaires.

Et, par « s'affranchir », on entend qu'elle arrivera à imposer à son tour sa loi.

Ainsi ouvertement, posément, avec l'assurance que donne la foi absolue en un système d'idées, les instituteurs syndicalistes ont proclamé leur devoir de prêcher à leurs élèves des doctrines de violence et de haine. Au lieu de tâcher de leur faire toucher du doigt les complexités des choses sociales, la délicatesse et l'interdépendance de tous les rouages, ils cultivent cette idée simpliste de la lutte, de l'opposition entre les classes; ils expliquent tout par des jeux de forces et ils ne voient pas à quel redoutable arbitre leur enseignement fait appel. Car le maître de la force, c'est en fin de compte le soldat. Gustave Hervé l'a bien vu : les antimilitaristes doivent finir dans l'adoration du sabre.

Vous voyez d'où vient la déviation?

On a tant dit aux instituteurs qu'en leur envoyant les enfants on leur confiait l'âme même et les destinées de la patrie; on leur a répété avec tant d'insistance qu'ils avaient dé-

sormais les paroles de la vie spirituelle, que leur chaire devait remplacer celle du curé, on a exalté avec une telle outrance la portée de leur fonction qu'un trop grand nombre parmi eux se sont cru les messies d'un évangile nouveau, les apôtres d'une foi nouvelle. Parce qu'ils enseignent la règle de trois et le système métrique, ils ont cru pouvoir parler au nom de la Science, au nom de la Justice, au nom de la Vérité.

Oubliant leur rôle de serviteurs, ils se proclament des Maîtres.

Or, que sont-ils cependant? Simplement des fonctionnaires de l'Etat français, délégués par lui à une mission bien délimitée, très modeste à la fois et très honorable. Ils doivent donner à tous les enfants de France l'outil intellectuel indispensable pour qu'ils puissent faire dans la vie ce qu'ils auront à y faire comme fils, comme époux, comme pères, comme citoyens, comme producteurs et comme consommateurs. C'est à peu près ainsi et très justement qu'entendent leur tâche les amicalistes.

Les syndicalistes professent en outre que l'Etat leur a délégué une fonction morale et proprement spirituelle. L'Etat, disent-ils, a le droit de façonner comme il veut l'âme de l'enfant. Les directeurs de l'Etat, se sentant incompétents, nous délèguent à leur place à l'œuvre d'éducation nationale. Nous héritons

donc des fonctions spirituelles de l'Etat et par elles de tous ses droits. L'enfant est à l'Etat, l'Etat l'envoie à l'école, donc le maître dans l'école, le maître d'école devient le maître de l'enfant et par l'enfant véritablement le Maître.

La conséquence nous apparaît, monstrueuse. Les radicaux n'en reviennent pas. Ce sont eux pourtant qui en ont posé les prémisses. Ce sont eux qui, pour ruiner le catholicisme, ont attribué à l'Etat des fonctions spirituelles, qui ont voulu lui donner un rôle dogmatique et doctrinal; ce sont eux encore qui ont proclamé la maîtrise souveraine de l'Ecole. Les syndicalistes ne veulent que nous faire boire le vin tiré par les radicaux.

Il n'y a que deux conceptions possibles du rôle de l'instituteur : maître ou serviteur. Si vous voulez que l'instituteur soit un serviteur, refusez à l'Etat toutes les fonctions spirituelles; si vous acceptez que l'Etat ait une fonction spirituelle, vous ne pouvez échapper à cette conséquence : l'instituteur d'Etat doit devenir un maître. Le Maître.

Les bonnes lettres

Reflets

Tous les voyageurs connaissent les admirables colorations que revêtent les montagnes quelques instants après que le soleil vient de disparaître. Les fourrures vertes des sapins prennent des teintes orange et les glaciers sont comme vibrants sur leur pâleur morte de nuances chaudes à la fois très vives et très caressantes. Comme si sur la neige il avait plu des feuilles de roses.

J'ai vu de même plus d'une fois dans mon Périgord le soleil déjà disparu renvoyer encore des rayons perdus, inaccessibles à l'œil et qui, tombant sur les terres, les arbres, les murailles ou les toitures, les revêtent d'une splendeur, rendent royales les plus humbles choses. Elles exhalent comme une âme de lumière et de couleurs chaudes, de ces couleurs encore baignées de vie et qu'on sent cependant tout près de s'éteindre, l'orange, le vieux rose, l'or passé, la pourpre mourante, telles que l'au-

tomne les prodigue dans les bois. Des peupliers dont le pied est déjà dans l'ombre ont leur feuillage tout inondé de lumière, les coteaux à l'est vibrent et rayonnent et les fermes dans les arbres paraissent vêtues de pourpre.

Ce ne sont là que des reflets. C'est le soleil déjà au-dessous de l'horizon qui, indirectement, communique aux arbres, aux coteaux, aux murs et aux toits des fermes quelque chose de sa splendeur. La lune morte est de même un reflet du soleil vivant. Les choses ne sont que des réflecteurs qui renvoient passivement la lumière qu'elles ont reçue.

Les âmes aussi sont des réflecteurs, mais non plus des réflecteurs passifs. Ce sont des réflecteurs actifs qui modifient la lumière qu'elles reçoivent et qui peuvent aussi bien la ternir qu'en augmenter ou même en renouveler l'éclat, lui faire produire de nouvelles colorations.

Tout ce que voit ou entend une âme tombe sur elle comme un rayon de lumière. Si cette âme est riche et noble, la vision ou la parole fleurira somptueusement. Et cette floraison sera d'autant plus abondante et belle que la lumière sera plus pure, plus harmonieuse, mieux composée de toutes les nuances du prisme. Même l'impur fleurit en beauté dans les cœurs purs, mais la pureté du rayon ajoute encore à la beauté du reflet.

Des cygnes passent blancs sur l'eau verte

des canaux, des horloges prolongent dans la maison déserte leurs tintements grêles; des ombres s'allongent et dérobent aux yeux les bahuts dans les encoignures : midi, le midi d'été plein de soleil, de chaleur et de silence, s'étend comme une lumière aveuglante et mystérieuse, et des âmes d'enfants tressaillent, elles attendent le passage blanc des cygnes, elles écoutent les horloges qui chuchotent, elles frémissent devant les ombres du soir et elles ont peur du midi calme et silencieux. Autant de reflets sur les âmes des choses insensibles, des choses qui ne valent que par les impressions qu'elles peuvent éveiller.

Lisez le dernier livre de Mme Lucie Félix-Faure-Goyau, et vous vous émerveillerez de l'abondance de tous ces reflets. (1) Ce sont ici les choses qui se reflètent dans l'âme.

Mais les choses aussi peuvent refléter les âmes. Amiel disait : « Un paysage est un état de l'âme ». Ce qui signifie que nous prêtons de notre âme aux choses et que la plus belle nature regardée par un œil sec ne présente rien d'émouvant, tandis que quatre arbres à demi morts au milieu d'une plaine désolée peuvent fournir à un cœur plein de richesse intérieure, une ample matière à penser et à s'émouvoir. Une place dans un petit village

(1) *Spectacles et reflets. L'âme des enfants, des pays et des saints.* In-12, Perrin 1912.

normand, Quillebœuf, Amboise sont pour Mme Goyau des prétextes à des visions de beauté. Et elle peut après nous mieux expliquer le double talent pictural et littéraire d'un Fromentin comme auparavant elle nous avait dévoilé l'âme d'enfant d'un Blaise Pascal.

Mais il y a des reflets d'un genre bien supérieur, ce sont ceux que les âmes font naître dans d'autres âmes. Quels reflets que ceux que Socrate a projetés sur ses disciples! Et quels reflets divins que ceux que Jésus a projetés sur les siens! Les rayons qui émanent de la sublimité de Socrate éclairent la terre, mais ceux qui s'élancent de la divinité de Jésus embrasent la terre et le ciel. L'*Ecole d'Athènes* s'abrite sous des portiques augustes mais qui bornent l'horizon, la *Dispute du Saint-Sacrement* nous transporte dans l'infini et nous fait pénétrer jusqu'aux sanctuaires célestes. Les disciples d'Emmaüs sentent autre chose que l'espérance dont un Criton ou un Platon veulent s'enchanter, ils sentent une chaleur divine et féconde qui fleurit en certitude, en foi assurée et définitive.

C'est ainsi que les saints se reflètent dans les âmes. Ils leur ouvrent la source des noblesses intérieures, la porte des paradis cachés. Une Monique sauve par ses larmes un Augustin. Une Térèse de Jésus renouvelle la piété des gens du monde comme une Perpétue savait faire rayonner sa gaieté jusque dans l'amphi-

théâtre. Une Catherine de Gènes transforme en joie le désespoir d'un Marco del Sale rien qu'en se penchant sur son agonie. Catherine de Sienne avait de même transformé l'âme de Nicolas Tuldo.

Condamné à mort, plein de jeunesse et de vigueur, Nicolas se révoltait contre l'injustice politique qui le frappait. Catherine vint le visiter. Il revint au calme, à l'acceptation. Catherine lui promit de l'assister au moment terrible. Et le matin, elle était près de lui. prête à recevoir dans ses mains tendues la tête que le bourreau allait trancher. Nicolas Tuldo mourut en prononçant les mots : « Jésus, Catherine ! », le calme au cœur, le sourire aux lèvres.

Reflets des choses, reflet des âmes, en réalité tous ces reflets n'ont de sens que s'ils sont recueillis, sentis par des âmes. Tout doit nous être aliment spirituel. Il faut transformer les choses en sentiments pour leur donner une valeur, et en alimentant notre vie du spectacle des belles vies, nous ajoutons à leur beauté, la fécondité. Mme Goyau a fait plus que nous décrire quelques-uns de ces reflets, elle y a elle-même mis de son âme et leur signification s'en trouve étendue, enrichie et prolongée.

Classiques et Romantiques

Ce n'est pas ma faute si j'écris ce titre qui semble nous reporter à près de trois quarts de siècle en arrière, au moment où Alfred de Musset écrivait les célèbres lettres de *Dupuis et Cotonnet*. Ces vieilles querelles paraissaient depuis longtemps apaisées. Mais voici qu'on les ressuscite. Une jeune école part en guerre contre le romantisme et dans le style et selon les procédés les moins classiques, un de ses principaux adeptes écrit tout un livre sur ou plutôt contre le *Romantisme français*. On nous vante d'autre part avec une telle insistance les Jardins français et les Parcs à la Le Nôtre qu'il semble que nous devions revenir dans tous nos jardins aux alignements de verdures régulières, aux canaux rectilignes de Versailles ou de Rambouillet.

Le classique, nous dit-on, c'est l'ordre, c'est la raison, c'est la proportion; le romantique,

c'est le désordre, tout ce qui manque à la fois de raison et de proportion est essentiellement romantique. Le classique, c'est l'organisé; le romantique, c'est le dissolu. Car qu'est-ce que le romantisme exprime de préférence, qu'est-ce qu'il exalte, célèbre, met au premier plan de l'humanité? Le sentiment, l'imagination, la volonté, toutes puissances indéfinies et illimitées, forces aveugles et sans frein qui, laissées à elles seules, ne peuvent produire que désordre et disproportion.

S'il en est ainsi, il est évident qu'il faut proscrire le romantisme et revenir au classique. L'idéal qu'on nous propose est l'idéal grec, ou celui de notre dix-septième siècle, car on nous vante également Périclès et Louis XIV, Euripide et Racine, Praxitèle et Jean Goujon. Peut-être cependant y a-t-il bien des différences.

Je ne voudrais pas trop contester toutes ces très belles choses. J'aime l'ordre tout comme un autre et ne crois pas être insensible à la raison. Mais c'est aussi pour cela que j'aime assez la clarté et déteste les confusions. Or, il y a une fausse clarté qui vient de l'extrême simplification des choses et qui ne ressemble pas plus à la vraie que la lumière, au moment du plein d'une éclipse, ne ressemble à la pure lumière du soleil. Par l'extrême atténuation des vibrations lumineuses, les ombres paraissent plus nettes et plus distincts tous les contours des objets. Et ce-

pendant, on y voit moins. La lumière des éclipses n'est pas l'idéal de la lumière.

Si nous disons que le classique, c'est l'ordre, que le romantisme, c'est le désordre et la décomposition, la question sera tranchée tout de suite. Malheureusement, elle n'est pas aussi simple. Boileau nous parle d'un « beau désordre ». Boileau ne serait-il plus classique? Et s'il le demeure, il y a donc des désordres qu'un classique peut admettre.

Le sentiment, nous dit-on, doit céder à la raison. Mais n'est-ce pas Boileau qui demande

Que dans tous vos discours, la *passion* émue
Aille chercher le cœur, l'échauffe, le remue ?

Et les mots « vérité », « bon sens » même n'ont-ils pas précisément dans l'*Art poétique* « la passion » pour synonyme? Seule la passion donne de la vérité aux vers :

C'est peu d'être poète, il faut être amoureux.

Les choses ne sont donc pas aussi simples que nous le disent nos contempteurs attitrés du romantisme. Je ne puis ici écrire tout un traité. Mais je puis du moins travailler à éclaircir les idées.

Qu'est-ce qu'un classique? — C'est un auteur, écrivain, poète ou artiste dont l'œuvre a paru digne d'admiration et dont il est possible d'expliquer en *classe, à des élèves*, les

principales beautés. C'est pour cela que le classique est classique. Ce qui fait sa valeur propre, c'est donc l'utilisation que l'on en peut faire pour l'éducation littéraire ou artistique. Et comme l'éducation de l'élève suppose l'explication du maître, les professeurs ont pris et retenu comme classiques les auteurs qu'ils pouvaient le mieux expliquer. — Or, ce qu'il est le plus facile de découvrir et de faire voir dans un œuvre d'art, c'est évidemment l'ordre, la composition, tout ce qui tient à la raison, ce sont donc les qualités que les professeurs ont dû le plus apprécier et vanter. Une œuvre classique est une œuvre démontable. La préférence pour le classique est une préférence d'école, une préférence de professeurs.

Comme on tombe toujours du côté où l'on penche, l'école en est venue à penser que la raison, l'ordre, la composition faisaient toute la beauté. Les Grecs sont ordonnés, toutes leurs compositions s'équilibrent, donc avec de l'ordre, de la composition, de l'équilibre, nous ferons de la beauté. Ainsi raisonnaient également mal Lebrun-Pindare et David. Ils ne voyaient pas qu'en dehors de ces qualités les Grecs en possédaient d'autres proprement inexplicables et que c'étaient celles-ci, insaisissables à l'intelligence pure, qui donnaient aux grandes œuvres leur charme immortel. Ils adoraient les dieux grecs, ils oubliaient que les Grâces ne quittent jamais l'Olympe et que

sans elles, la divinité même n'aurait pas de prix.

Le romantisme fut une réaction contre ce classique rationnel et froid. Il réhabilita les puissances de mystère. A la précision sèche, on opposa les séductions de l'infini, du vague, de la rêverie, du sentiment, de l'imagination, de la volonté. Aux parcs bien peignés, aux allées bien droites, bien ratissées, on opposa la liberté, l'infinie variété de la nature. Le romantisme français fut surtout une exaltation de la passion et de l'imagination, le romantisme allemand, surtout une exaltation de la volonté. Cette réaction fut appelée romantique parce qu'au dix-huitième siècle le mot « romantique » est synonyme de « romanesque ». Or, le romanesque est ce qui flatte une imagination passionnée. Il était donc assez naturel que des deux synonymes, il y en eût un et le plus récent, celui qui avait été employé par Rousseau en parlant du lac de Brienne, qui fût réservé à désigner la révolution artistique.

Et de ce simple rappel à l'histoire et aux acceptions originelles des mots, on voit tout de suite ce qui se dégage : c'est que la conception d'un art purement classique, dans le sens professoral du mot, est aussi fausse que celle d'un art romantique. Ce dernier même n'étant qu'une opposition ou une antithèse n'est pas susceptible d'une définition précise et ne se

comprend même pas. En fait, le romantisme n'existe pas. De là toutes les obscurités que produit toujours l'emploi de ce mot. Quand une œuvre est belle, elle renferme toujours un ordre et une composition; la raison peut y découvrir cet ordre, elle est classique par quelque partie.

Mais il faut aussi reconnaître en toute beauté le rayonnement mystérieux des Grâces. Elles ont beau être nues, quelque chose d'indéfinissable rayonne de leurs purs contours, et le charme naît de cet inexplicable rayonnement. Depuis le christianisme, leur nudité même s'est voilée, la pudeur est devenue la chaste virginité, un mystère plus profond a enveloppé d'ombre un ordre toujours existant, mais d'autant plus prenant qu'il devenait plus complexe. La Sophia chrétienne a toute la beauté de l'antique Athéna, mais si les plis des draperies qui la couvrent sont aussi nombreux, ils révèlent moins son corps, les lueurs de l'infini s'allument dans ses prunelles.

Et, sans doute, il faut aimer l'ordre, et les ouvrages bien composés, et la raison. Mais avant tout il faut aimer la santé, la grandeur, la sainteté de la vie. Une âme grande et noble finira par se faire un ordre et que la raison pourra saisir, car toute sa vie ne sera qu'une raison latente qui se traduit par des actes. Il faut que l'ordre naisse du dedans et qu'il ne soit pas imposé du dehors. Pour créer de

la beauté, il ne suffit pas de savoir ordonner un plan. Le sentiment, l'imagination, la volonté sont nécessaires. Il y faut mettre toute son âme. L'art déborde l'ordre géométrique et la raison pure. Constatons les défauts des romantiques, mais ne nous laissons pas embrigader par les classiques. N'exaltons pas Ponsard aux dépens de Chateaubriand.

Défions-nous surtout des écoles et des camaraderies littéraires. Les contempteurs du romantisme confondent dans leur admiration un Moréas qui fut doublement métèque, comme hellène et comme athée, un Barrès, qui se refuse à sentir le charme de Sparte et qui est un fils littéraire de Chateaubriand, un Anatole France qui est bien celui de tous nos auteurs qui compose le moins ses livres, dont les idées sont l'anarchie même, et dont le style est du Voltaire attendri par Chateaubriand. Ce n'est certainement pas la pureté de la doctrine qui explique ces contradictoires admirations.

Pour nous, nous abandonnerons Moréas au juste oubli, nous regarderons Anatole France comme un admirable joueur de flûte, mais nous verrons les faiblesses, les lacunes, le décousu, la décomposition de son œuvre, et nous admirerons en Barrès le probe penseur, le bon ouvrier de la langue, le poète ému qui monte chaque jour, sans rien abandonner des richesses complexes de la vie, des valeurs mysté-

rieuses de son âme, vers la simplicité et vers la lumière.

Et nous continuerons à aimer les grands parcs, les majestueuses perspectives de Versailles et de Chantilly, les canaux verts de Rambouillet, mais nous nous plairons aussi aux mystères de la forêt, de la montagne et de la mer. Et s'il fallait choisir entre toutes les formes de l'art, nous préférerions passer nos heures à l'ombre des voûtes de Chartres, de Notre-Dame ou d'Amiens, dans le jour glorieux des verrières. Car c'est là que s'est exprimée de la façon la plus complète, la plus souveraine, la plus harmonieuse, la Vie. Et la raison n'est que le squelette, l'ossature de la Vie.

Chateaubriand

Chateaubriand s'est porté beaucoup ces années dernières. Il n'a plus sa place marquée seulement sur les menus des restaurants, il reparaît au sommaire des revues, [illegible] tient l'affiche des conférences. M. Jules Lemaître en a fait le sujet de son cours à la salle de la Société de Géographie. Durant toute une saison, le mercredi, on s'y pressait, on s'y écrasait. Le jeudi il devait recommencer, relire à une seconde série d'auditeurs — et d'auditrices — surtout — ce qu'il avait lu la veille. Car, comme vous le savez, M. Jules Lemaître lit ses conférences. — Il les lit d'ailleurs admirablement. — Et le jour même où commençaient les conférences de M. Jules Lemaître, M. Victor Giraud publiait chez Hachette un volume de *Nouvelles études sur Chateaubriand.*

Parlons donc, nous aussi, de Chateaubriand — et de ceux qui nous ont récemment parlé de lui.

Dès sa première conférence on put prévoir que M. Jules Lemaître, pour parler de Chateaubriand, allait suivre la même méthode qu'il avait adoptée deux années avant pour Fénelon.

Il était visible qu'à chaque nouvelle conférence il le découvrait. Au début, il n'en avait qu'une connaissance vague, des souvenirs de lectures lointaines et incomplètes, un préjugé défavorable. A mesure qu'il lisait plus complètement et avec plus d'attention, la figure de Fénelon se modifiait. Et peu à peu le conférencier se laissait gagner au charme.

Il sembla bien que pour Chateaubriand il en fut à peu près de même. Quelques jours avant la première conférence, M. Jules Lemaître avoua n'avoir lu guère que les *Mémoires d'outre-tombe*. Il dut lire le reste à mesure. Et il vit, à mesure aussi, ce qu'il devait en penser. Il se forma ainsi de Chateaubriand l'idée que purent s'en faire ses contemporains en lisant ses ouvrages dans l'ordre de leur apparition.

Cette méthode a du bon. Elle laisse naturellement se développer la vie et, en notant successivement les divers aspects, elle permet de s'en faire une idée plus pénétrante. Le jugement d'ensemble est ainsi formé par l'addition et comme par les recoupements de jugements successifs. On juge ainsi le vivant et non pas le mort.

Tout cela est vrai. Cependant on ne peut

empêcher que Fénelon et Chateaubriand soient morts. Nous ne sommes pas leurs contemporains. Une vie ne s'explique pas seulement par ses moments successifs. La mort peut parfois découvrir la clef de toute une vie. Il en est de même des œuvres : telle œuvre de jeunesse peut augmenter ou diminuer de valeur, prendre tel sens ou tel autre par les œuvres qui la suivront. Un ouvrage d'un écrivain, comme une action d'une vie, ne sont que des phrases qui ne trouvent leur sens complet que dans l'œuvre entier, dans l'intégralité de la vie. Puisque Fénelon et Chateaubriand sont morts, il y a peut-être quelque artifice à les vouloir étudier comme s'ils étaient vivants.

Et aussi quelque chimère. Car malgré tout nous savons quelque chose de toute leur vie, de toutes leurs œuvres, et M. Jules Lemaître, même en racontant le Chateaubriand de la Révolution, n'a pas pu s'empêcher de penser au Chateaubriand de la Restauration, comme en racontant le Fénelon directeur des « Nouvelles Converties » il n'avait pu s'empêcher de penser au Fénelon des *Maximes*.

J'aime mieux la manière de M. Victor Giraud. Elle est moins séduisante mais elle est plus sûre. Et si je veux bien savoir comment s'est formé dans l'esprit de Chateaubriand le *Génie du Christianisme*, c'est à M. Giraud de préférence que j'irai le demander. Il m'apprendra

d'ailleurs beaucoup d'autres choses et, par exemple, que Chateaubriand, pressé par la gène, a fait, en 1790, à vingt-deux ans, le métier de commis-voyageur en bas. L'honorable corporation des commis-voyageurs ne pourra qu'être flattée d'avoir un aussi brillant collègue.

M. Victor Giraud paraît plus indulgent à Chateaubriand que M. Jules Lemaître. Tous les deux sont à peu près d'accord sur les caractéristiques de l'homme : orgueil, désir, ennui, dit M. Lemaître; tristesse, désir, honneur, dit M. Giraud. M. Lemaître ne veut pas que nous nous attristions de la tristesse de René. Il la croit compensée par la volupté morbide qu'elle procure. Et cependant quelle résonnance douloureuse contiennent ces simples mots : « On habite avec un cœur plein un monde vide et sans avoir joui de rien on est désabusé de tout ! »

Peut-être n'a-t-on pas assez insisté sur le rôle qu'a joué le rêve dans toute la vie de Chateaubriand. Comme le fera plus tard Amiel, en vivant ses rêves il a par avance vidé sa vie. La sylphide rêvée à Combourg l'a désenchanté pour jamais de la femme et de l'amour. Quelle réalité, fût-elle Pauline de Beaumont ou Madame Récamier, pourra-t-elle égaler son rêve?

Quelle politique pourra jamais satisfaire

celui qui a construit dans ses rêves la cité où les traditions monarchiques rendent durables les nouveautés révolutionnaires?

C'est dans la puissance de ses rêves qu'il faut chercher la solution du problème que l'on s'est posé à propos de sa sincérité. M. l'abbé Bertrin, il y a une douzaine d'années, défendit en Sorbonne la *Sincérité religieuse de Chateaubriand*. Depuis, il se crut obligé de se poser en champion de la sincérité de René, même contre M. Bédier qui paraît bien avoir démontré que Chateaubriand nous a raconté un voyage en Amérique qu'il n'a jamais fait. M. Victor Giraud et M. Jules Lemaître donnent raison à M. Bédier, que dis-je? ils paraissent même ignorer M. Bertrin.

Et en vérité, que nous importe? Quand nous lisons la description du Meschacebé, le fleuve et la forêt vierge sont-ils moins vivants et moins grandioses pour n'avoir été vus peut-être que par l'imagination? Chateaubriand n'est ni sincère, ni insincère, c'est un rêveur, un visionnaire, un poète. Il nous raconte ses visions et il excelle à les peindre. Voici en trois coups de plume tout l'archipel grec : « Des îles bleuâtres, des promontoires brillants, des mers dorées ». On trouverait cent autres tableaux pareils. Sont-ils géographiquement exacts? Je le crois. Mais ne leur suffit-il pas d'ouvrir l'espace aux ailes de l'âme?

Je crains bien qu'à propos du *Génie du Christianisme* on ne nous redise ce qu'on a déjà trop dit, que ce livre n'a aucune valeur apologétique. Car, d'abord, de ce que Chateaubriand a vu le christianisme en beauté, il ne s'ensuit pas que le christianisme soit beau et, ensuite, de ce que le christianisme serait beau, il ne s'ensuivrait nullement qu'il dût être vrai.

Peut-être a-t-on raison de parler ainsi, mais, ce faisant, on oublie quel fut exactement le rôle du *Génie du Christianisme* et l'effet qu'il produisit.

Voltaire avait ridiculisé le christianisme; Chateaubriand montra que, loin d'être ridicule, il foisonnait de grandeur et de beauté. Il réhabilita ainsi le christianisme devant la société instruite et polie. Il aida à triompher du respect humain. Il mit presque le christianisme à la mode. Ce n'est pas tout, sans doute, mais ce n'est pas rien.

Et pour être juste, il faut ajouter qu'en plusieurs de ses parties le *Génie du Christianisme* a ouvert la voie à une apologétique qui ne serait pas exclusivement esthétique et sentimentale. Il renferme des chapitres importants sur les bienfaits sociaux de la religion chrétienne. En un sens il est lui-même un chapitre de l'apologétique conçue par Pascal.

Trop voluptueux peut-être pour avoir l'âme tout à fait chrétienne, Chateaubriand sentit

avec trop de force la cendre sans goût, la tristesse désenchantée de la vie mortelle pour ne pas aspirer au christianisme de toute la force de son inquiétude. Et il mérita que la croix vînt sceller ses lèvres mourantes parce que, à l'esprit léger de Voltaire, il avait su opposer le génie profond du christianisme.

Les maîtres de l'heure

Sous ce titre même, M. Victor Giraud vient de publier chez Hachette un volume qui provoque, ainsi que son auteur l'a expressément voulu, les plus graves réflexions. Les plus graves et les plus fécondes. Comme il s'en explique dans la Préface, il s'est proposé dans ce volume qui sera, à bref délai, suivi d'un second, d'expliquer aux hommes qui atteignent la quarantaine et qui sont donc la partie forte du temps présent, ce qui forme la substance la plus intime de leur âme, de leurs sentiments, de leurs pensées. Et pour cela, au lieu de faire de la psychologie directe et d'analyser ses propres contemporains, M. Victor Giraud, qui eut vingt ans vers 1890, analyse les écrivains dont les œuvres ont eu sur les hommes de sa génération la plus forte, la plus pénétrante, la plus durable influence, qui furent, comme il s'exprime, leurs « maîtres à penser et leurs maîtres à écrire ».

Déjà, dans tout un livre qui fut son premier ouvrage, M. Victor Giraud nous avait parlé de Taine. Nous constations dans les pages précédentes l'excellence de ses études sur Chateaubriand. Celles qu'il a consacrées à Pascal ne sont pas de moindre valeur. Et dans ces travaux divers, il semble bien que ce soit toujours le même examen de conscience qui soit poursuivi : rechercher dans les maîtres ce que les disciples sentent et pensent encore, expliquer à eux-mêmes les contemporains en leur faisant découvrir les sources où se sont désaltérées les soifs impérieuses de leurs vingt ans.

Ces « maîtres de l'heure » dont nous parle ici M. Victor Giraud sont Loti, Brunetière, Faguet, Melchior de Vogüé et Bourget. Avec une conscience qui va non seulement jusqu'à rechercher des lettres ou des papiers encore inédits, colliger les articles non recueillis en volume, mais encore à comparer à travers les diverses éditions les états successifs de la pensée, ce qui, par exemple, est de premier intérêt dans l'étude de l'œuvre de Paul Bourget, l'auteur remet sous nos yeux la suite entière des ouvrages de chacun des écrivains. Il ne s'attarde pas à une analyse minutieuse, il suppose connus ces livres qu'aussi bien tout homme éclairé a lus, il ne fait guère qu'en rappeler le sujet pour en marquer l'intérêt, ou en déterminer l'influence, et il s'attache

surtout à en dégager, avec les traits qui caractérisent la physionomie littéraire, intellectuelle et morale de chaque écrivain, ce que chacun d'eux a spécialement apporté à l'âme de leurs communs lecteurs d'excitation, d'aliment ou de direction.

M. Giraud cite quelque part ces phrases de Taine : « Il y a une philosophie sous toute littérature. Au fond de chaque œuvre d'art est une idée de la nature et de la vie; c'est cette idée qui mène le poète : soit qu'il le sache, soit qu'il l'ignore, il écrit pour la rendre sensible, et les personnages qu'il façonne, comme les événements qu'il arrange, ne servent qu'à produire à la lumière la sourde conception créatrice qui les suscite et les unit ». Et il loue Brunetière d'avoir recherché à travers toutes les œuvres cette « conception créatrice », cette « philosophie » cachée.

J'estime pour mon compte que cette façon de comprendre les artistes et les poètes est par trop intellectualiste et risque, comme il arriva à Taine, de faire faire bien des contresens. Elle ne peut s'appliquer avec fruit qu'aux idéalistes, aux classiques. C'est elle aussi dont se sert M. Giraud dans tout ce volume et si elle s'adapte admirablement à Brunetière, à Faguet, à Vogüé, à Bourget qui sont avant tout des écrivains intellectuels, des artistes peut-être, mais chez lesquels l'intelligence domine, elle convient beaucoup moins bien à

Loti, qui, lui, est un pur artiste et n'a d'autre souci que d'exprimer les jeux harmonieux de sa sensibilité.

M. Giraud ne veut pas moins que Loti ait une philosophie et il n'a pas de peine à rassembler les phrases de désespérance et de pessimisme noir où Loti a plus d'une fois exprimé, après des élans vers des conceptions plus solides et plus significatives de la vie, l'impossibilité où il est de trouver un fond substantiel à l'abîme flottant des phénomènes. Mais cette désespérance et ce pessimisme tiennent-ils nécessairement à ce qui fait et le charme et la valeur des poèmes de Loti? Sans doute c'est un poète de la sensation et il ne nous exprime que le charme de sentir, ce charme fût-il morbide, ce charme fût-il douloureux et les dialectiques philosophiques soutiennent que dans le flot mouvant des phénomènes sensibles l'âme doit se dissoudre et se perdre, que la conséquence inévitable de cette perte et de cette dissolution est le vif sentiment d'une sorte d'anéantissement et que ce sentiment ne peut être que pénible et désespérant. On peut citer en exemple le cas d'Amiel. Mais je ne crois pas que tous ces rapprochements forment preuve. Il y a des poètes qui ne reproduisent guère que leurs sensations et qui ne sentent pas pour cela leur vie se dissoudre dans l'abîme et le désespoir. Il suffit de lire les poésies de Mme de Noailles ou bien

d'Hélène Picard. La peinture même exclusive des sensations peut s'accommoder de toute philosophie. La signification de notre sentir dépend du sens que, par ailleurs, nous donnons à notre vie, et le sens que nous donnons à la vie ne vient pas des modes, ni des expressions de notre sensibilité.

Ceci simplement pour dire que je ne crois pas que la philosophie de Loti — si philosophie il y a — soit indissolublement liée à son art. M. Giraud n'en a pas moins raison de montrer en Loti un chercheur affamé de certitude et de foi qui ne désespère de la vie que parce qu'il n'y voit qu'apparences et illusion, qui n'a horreur de la mort que parce qu'elle abolit les illusions mêmes. C'est parce qu'il a plus douloureusement éprouvé la faillite de la vie qu'il regarde avec plus d'effroi sa banqueroute définitive. Un tel exemple montre à merveille que l'âme humaine a besoin de certitudes et que la vie ne vaut que par une doctrine de la vie.

Mais l'idée de Taine devient féconde dès qu'on l'applique à l'interprétation d'œuvres où l'art peut bien se montrer mais où il est presque toujours au service de la pensée, lui donnant un vêtement, une expression ou la réalisant dans quelque symbole.

M. Victor Giraud n'a ainsi pas de peine à nous faire voir que l'œuvre entier de Brunetière n'est qu'une sorte de démonstration de

la puissance de l'ordre. Religion, politique, morale, littérature même et poésie ne valent que dans la mesure où ce qu'il y a d'individuel, d'original, qui peut être très séduisant et très éloquent en chacun de nous mais qui risque d'être anarchique, est subordonné à quelque chose qui dépasse l'individu et par la composition ou par l'ordre, ou par la soumission à la loi, l'obéissance aux commandements, l'abdication du sens propre, nous socialise et fait ainsi de chaque homme un organe du grand organisme, et de chaque action, de chaque pensée, de chaque parole humaine, un élément de l'universelle harmonie. Il n'y a pas de société sans morale et il n'y a pas de morale sans religion.

M. Victor Giraud professe pour Brunetière la plus large, la plus sympathique admiration. Toutes les parties de son œuvre lui paraissent également solides et belles. Je sais tout ce que valut l'homme et combien il fut méconnu par ceux-là mêmes pour lesquels il avait tout sacrifié. Et que ce fut par l'ingratitude de ceux qui l'avaient le plus applaudi quand il était sorti de la littérature pour s'avancer sur le terrain apologétique qu'il fut amené à dire dans les dernières années de sa vie et non sans quelque amertume : « Faisons donc de la littérature! » Les Lettres sont des amies sûres et peuvent consoler de tout l'homme de pensée. Il en est peut-être autrement de l'hom-

me d'action. Celui qui sent germer dans son cœur une parole qui pourrait libérer des âmes et qui voit cette parole liée sur ses lèvres, ne peut pas se consoler en faisant de la littérature. Après avoir connu l'ivresse magnifique de l'action, condamné à se taire, un Brunetière ne pouvait avoir une fin plus noble que d'entrer dans le silence éternel qui, pour nous comme pour lui, est la parole éternelle.

Malgré tout je ne crois pas à la solidité de l'ensemble de son œuvre. La valeur de l'homme, son autorité, son éloquence impérieuse et pénétrante, la reconnaissance que lui gardent avec raison ses amis et ses élèves, ont produit, je le crains, quelque illusion. Il restera de lui d'admirables études littéraires, telles que son *Calvin*, son *Rabelais*, son *Manuel;* la plupart de ses doctrines littéraires sont déjà dépassées ou contestées et quant à son œuvre apologétique et morale, il n'était pas besoin qu'un verdict inspiré par je ne sais quelle crainte vînt l'atteindre, elle n'aurait jamais eu d'autre intérêt que celui qu'elle empruntait à l'éloquence et à la personne de son auteur.

M. Victor Giraud voit surtout en M. Faguet l'auteur du *Dix-huitième siècle*. Et c'est bien ce livre qui lui valut la célébrité, mais je lui préfère — et M. Giraud ne sera pas loin d'être de ce sentiment — ses *Politiques et moralistes*. Depuis, M. Faguet a touché à tout, a parlé de tout et toujours avec une égale intelligence,

une égale lucidité. Il est effroyablement intelligent. Il sait tout et il comprend tout. Il a même, à l'occasion, de la sensibilité. Mais, si j'ose dire, une sensibilité de vieux garçon et qui n'est pas toujours juste. Ce qui ne l'empêche pas de dire sur l'Amour et sur l'Amitié des choses exquises. M. Giraud admire comme nous tous le ferme bon sens de M. Faguet, la nette conception qu'il a de la nécessité d'ordonner toutes les actions humaines autour d'une fin centrale qui leur serve de point de ralliement et de ligne de direction. Mais le patriotisme à quoi M. Faguet voudrait nous rallier constitue-t-il une fin dernière de nos actions et l'homme n'a-t-il pas le droit de se demander s'il n'y a pas une raison du patriotisme? M. Faguet lui-même ne reconnaît-il pas qu'au-delà des questions nationales il y en a d'autres, la question proprement morale et la question religieuse qui se présentent? A-t-on le droit de les esquiver? Et si on ne veut ou si on ne peut leur répondre, y a-t-il quelque chose de solide dans les réponses que l'on aura faites aux individualistes, aux anarchistes, aux pacifistes, aux antimilitaristes ou aux antipatriotes?

Avec Eugène Melchior de Vogüé, M. Giraud se sent plus en confiance et comme plus en sûreté. L'auteur du *Roman russe*, l'essayiste éloquent et célèbre lui apparaît comme un poète qui excelle à revêtir de grandes, de

nobles, de belles et fortes images les pensées fécondes que lui inspirent les *Spectacles contemporains*. Critique, voyageur, essayiste ou romancier, Melchior de Vogüé fut sans cesse préoccupé de découvrir ce qui dans la nature, dans les livres, dans les actions ou dans les âmes des hommes était susceptible d'agrandir, d'élever, d'ennoblir la vie. Il sentit que la vie bornée à la raison et aux idées claires serait une vie étroite et mesquine. Il eut l'intuition du mystère et de l'au-delà. Dans ce mystère il reconnut le divin. Et il ne crut pas que l'homme pût se passer des abris mystérieux où se réfugient les âmes blessées, où les faibles retrouvent leur force dans leur union, où les forts viennent avouer leur faiblesse solitaire, où les consciences se forment, s'élèvent et se fortifient. Rien n'est à rejeter des acquisitions du monde moderne, mais la Tour Eiffel ne doit pas faire disparaître Notre-Dame et pour la parfaire il faut que les antennes électriques qui maintenant la terminent rappellent au monde les bras de la Croix lumineux et immortels.

M. Paul Bourget est plus décisif encore. Parti de l'incroyance complète, mais soucieux de comprendre la vie et d'en découvrir les lois, il distingue d'abord les valeurs différentes des œuvres et des vies qu'il décrit soit dans ses travaux de critique, soit dans ses romans, et, dépassant bientôt le positivisme où semble

s'arrêter M. Faguet, il reconnaît la valeur et l'importance de l'inconnaissable. Il se rapproche par là de Vogüé. Puis, avec le *Disciple*, il se pose la question redoutable de la responsabilité du penseur et de l'écrivain. Il reconnaît l'existence de la solidarité sociale. Il revient enfin au catholicisme, par besoin de tradition, comme Brunetière y était revenu par besoin de gouvernement.

Que M. Bourget exagère le rôle normal de la tradition et qu'il risque même par là de fausser le catholicisme, il n'en reste pas moins qu'il montre partout le noble souci de respecter les faits et d'exciter en même temps par les problèmes qu'il leur pose l'éveil des consciences contemporaines. M. Giraud a raison de voir en lui le héraut des grandes préoccupations morales.

Les solutions de M. Bourget sont les mêmes que celles de M. Brunetière et celles-là mêmes que paraît adopter pour son compte M. Giraud. Pas d'humanité sans société, pas de société sans morale, pas de morale sans religion. D'où il suit à la rigueur que vouloir élever des enfants en dehors de la religion, c'est les condamner à devenir des êtres immoraux et antisociaux. Et on ne travaille pas moins, au rebours de toutes les lois de l'histoire, de toutes les lois de la vie, contre l'humanité que contre la patrie.

Les dieux s'en vont

Il y a peu de temps encore, beaucoup de Français, et qui tous n'étaient pas des sots, adoraient de terribles dieux. La Révolution était une de ces divinités à face mystérieuse, attirante à la fois et coiffée de sang, devant laquelle on se prosternait. Un jour même M. Clemenceau affirma à la tribune l'indestructible solidité de son Temple, l'indissoluble solidarité de son Histoire, et du Temple et de l'Histoire ce vieux poète de la politique fit un mythe qu'il nomma le Bloc.

Or il semble que le Bloc s'effrite et s'effondre. Il a plu sur le Temple et l'Histoire se désagrège. C'est la pluie du réel qui tombe et qui détruit le Temple fait du carton des rêves et du creux des idées; c'est la grêle de la critique qui crible l'Histoire. C'est-à-dire que le vrai finit par triompher du faux et que les lois de la vie dénoncent les erreurs de ceux qui ont voulu construire un monde social d'a-

près leurs chimères au lieu de soumettre leurs esprits aux lois des réalités vivantes.

Ce fut Taine d'abord qui porta les premiers coups. Taine ne descendait pas des émigrés. Il professait même un profond respect pour une des principales déesses du Temple. Car la Raison était son unique dieu. Mais ce fut cette raison même qui lui fit voir, à la lumière des faits et de la psychologie, que la Révolution loin d'avoir été un état idéal et supérieur de notre vie nationale, avait au contraire été un état de crise, de fièvre, où la nation avait failli succomber. La Révolution n'était plus à ses yeux une période divine, mais simplement une période morbide, non plus un Dieu mais la Fièvre, non plus le Bien mais le Mal. — Joseph de Maistre avait dit : « quelque chose de satanique ».

Depuis, M. Aulard est venu et s'est essayé à recimenter l'autel. On ne peut dire qu'il ait réussi. Il est certain cependant qu'il est arrivé à rendre Taine quelque peu suspect. Mais de ci de là tous les nouveaux historiens et hier encore, avec un vigueur triomphante, M. Madelin, suivant les traces de Taine et souvent par d'autres voies, arrivent à des conclusions semblables.

Voici maintenant qu'une voix plus puissante, plus éloquente, plus calme, plus détachée, vient prononcer le verdict suprême et annoncer la mort du grand Pan. Ce n'est pas dans un livre

pesant d'histoire que ne liront que quelques lettrés, c'est dans un roman que liront peut-être des millions d'êtres humains, sûrement plusieurs milliers de Français. Et ceux qui, sur la foi seule du nom célèbre de M. Anatole France, liront *Les Dieux ont soif*, seront justement d'abord ceux-là mêmes qui étaient les plus dévots adorateurs de ces dieux dont, en étalant leur intempérance, il montre l'inanité.

Taine a été plus passionné, il a accumulé plus de faits, il n'a jamais été plus cruel. M. Anatole France que son évolution durant ces dernières années avait paru rapprocher de M. Aulard, donne pleinement raison à Taine. La Révolution fut une sorte de grande fièvre sanguinaire qui voulait sur un type abstrait, idéal, conçu par des esprits étroits et fumeux, reconstruire tout un peuple. Aussi avait-elle contre elle tout d'abord le peuple lui-même, le vrai, celui qui ne manifeste pas dans les rues, qui ne braille pas dans les sections, celui qui travaille, qui peine, qui souffre, qui veut vivre et qui fait vivre. Tous les personnages populaires du livre de M. Anatole France, de la marchande d'objets de piété à la courtisane, sont d'accord pour trouver que tout va mal et que tout fait mal.

Ceux que la Révolution avait dépossédés et persécutés, tels que l'ex-traitant Brotteaux des Ilettes et le bon P. Longuemare, barnabite, ne peuvent être pour elle. Le premier est un

épicurien et se nourrit de Lucrèce, le second est un excellent religieux chrétien et dit son bréviaire. Tous les deux sont des sages qui se voient emportés par le courant et qui n'y résistent pas. L'épicurien croit le comprendre et a peine à contenir ses impatiences, ses regrets et ses révoltes. Le chrétien se sent aux mains de forces qu'il ne connaît pas, il n'en demeure pas moins souriant et calme car il sait que sous ce jeu obscur de forces brutales veille une tendresse paternelle. Et c'est certainement ce P. Longuemare qui est le personnage le plus sympathique de tout le roman. M. Anatole France lui aussi, comme Brunetière qu'il n'aima guère, « s'est laissé faire par la vérité ». Par la vérité et aussi par la beauté, qui est une autre forme de la vérité. Nous n'aurons pas le mauvais goût d'en féliciter sa loyauté, mais il nous reste permis d'en rendre hommage à son talent.

Le personnage central du roman, Gamelin, petit peintre, élève de David, juré au tribunal révolutionnaire, est le type qui représente les milliers d'êtres peu instruits, honnêtes et enthousiastes, dans lesquels et par lesquels l'idéologie révolutionnaire prit un corps et s'incarna dans l'histoire. Ce personnage exprime à merveille le fanatisme sous l'empire d'une idée fausse, (M. France dirait : sous l'emprise d'une idée, d'un dogme quelconque). Les faits s'opposent aux idées, mais ces faits

sont réalisés par des hommes, il faut donc supprimer les hommes. Il faut tuer jusqu'à ce que la Révolution n'ait plus d'ennemis. Ce Jacobin qui émerveillait Michelet, où il voyait quelque chose de surhumain, M. France nous le montre tout simplement inhumain. Il n'est pas au-dessus, mais au-dessous de l'humanité. Taine aussi avait parlé du crocodile. Oui, les dieux s'en vont.

Plusieurs fois, dans ces derniers temps et en particulier au dîner des « Amis de Montaigne », M. Anatole France nous a livré le fond de sa pensée. Ce n'est pas le fanatisme révolutionnaire qui seul doit être inhumain : tout fanatisme doit l'être et tout dogmatisme engendre le fanatisme. Seuls ceux qui doutent de tout et ceux qui ne croient à rien peuvent être tolérants. — Mais il dit aussi : « L'intolérance est intolérable ». D'où il suivrait à peu près rigoureusement, — si un homme qui n'admire que les esprits qui se contredisent acceptait de raisonner rigoureusement, — que tout dogmatisme est intolérable; que seuls les sceptiques ont le droit de vivre et que toute certitude, toute affirmation assurée doivent être bannies de la terre. Il faudrait bannir tous les dieux.

Cependant il faut bien vivre et, vivant, on ne peut pas s'empêcher de penser sa vie d'après la vie que l'on mène. Le sceptique, tout comme un autre, pense et il a, lui aussi, son

fanatisme. Pour que le dogmatisme ne puisse pas être malfaisant, il suffit qu'il s'accorde avec les choses. Tout dogme faux est redoutable et doit être malfaisant, d'autant plus malfaisant qu'on veut étendre davantage sa domination. Mais la vérité s'accordant avec le réel, ne saurait être malfaisante, surtout quand la vérité contient en elle la charité, la charité, c'est-à-dire le respect pour toutes les âmes, même pour celles qui errent, l'amour pour toutes les vies, même pour celles qui sont faibles et défaillantes, c'est-à-dire qui ont le plus de ressemblances avec nous-mêmes. Et c'est pour cela que le bon P. Longuemare, bien qu'il ne soit pas un intellectuel transcendant, domine tous les autres personnages du roman de M. Anatole France. Il est le plus aimable, non parce qu'il doute, mais parce qu'il est le plus noble, le plus pur et le meilleur. Il croit cependant en Dieu. Les dieux s'en vont. Mais notre Dieu reste et la foi et l'amour des humbles âmes qui croient en Lui, qui vivent de Lui. Et qui font vivre le monde.

Propriéte spirituelle

En septembre 1912, le monde artistique et littéraire fut mis en émoi. Un événement imminent renouvelait une de ses plus chères préoccupations. Chères, on va le voir, est le mot exact. En effet, dans quelques semaines, toutes les œuvres musicales de Richard Wagner allaient tomber dans le domaine public. C'est-à-dire qu'il serait loisible à tout éditeur de les publier, à tout impresario de les faire représenter ou chanter sans avoir aucun droit à acquitter entre les mains des héritiers de Wagner.

C'est ce qui s'est produit récemment chez nous pour Chateaubriand, pour Balzac et pour Musset, ce qui se produira dans quelques années pour Lamartine. Trente ans après la mort de leur auteur en Allemagne, cinquante ans en France, les œuvres artistiques et littéraires tombent dans le domaine public. Les ayants droit de l'auteur se trouvent ainsi dépos-

sédés au profit de tous. La propriété spirituelle se socialise. Ce qui est assez curieux sous le régime des codes civils modernes, continuateurs du droit romain et mainteneurs avérés de la propriété individuelle et de l'héritage familial.

Les littérateurs et les artistes se plaignent de cette législation. Ils se regardent comme lésés dans leurs droits les plus évidents. Ils rappellent comme un axiome la phrase d'Alphonse Karr : « La propriété littéraire est une propriété ». A ce titre elle doit être assimilée à toutes les autres, se transmettre indéfiniment par héritage et ne cesser que par aliénation volontaire ou moyennant une juste indemnité.

A raisonner de la sorte, les littérateurs recueillent un double avantage : ils défendent d'abord leurs intérêts matériels futurs et ceux de leurs héritiers, ils se protègent ensuite eux-mêmes dans le présent contre la concurrence redoutable de leurs devanciers. Car si on peut avoir pour vingt-neuf sous, ou même pour dix-neuf sous, pensent-ils, de la prose excellente, tandis que nous faisons payer la nôtre trois francs cinquante, il est à craindre que nous vendions moins. Et ainsi ils se garantissent dans le présent et à la fois ils assurent l'avenir.

Dans le cas de Richard Wagner, une circonstance intéressante intervient. Wagner, en effet, a disposé dans son testament que *Parsi-*

fal ne devait jamais être joué qu'à Bayreuth, sur le théâtre qu'il avait lui-même fait construire. Le maître voulait ainsi garantir à son œuvre de prédilection l'atmosphère extérieure et les conditions matérielles d'exécution en dehors desquelles il estimait qu'elle ne pouvait qu'être altérée et dénaturée. — Tant que la famille de Wagner a été propriétaire des œuvres de son auteur, elle a pu faire respecter sur ce point le testament, mais *Parsifal* lui-même va être exploité en Amérique par des directeurs de théâtre et bientôt les films cinématographiques reproduiront les gestes de *Parsifal* tandis que les phonographes feront entendre les notes de l'*Enchantement du Vendredi-Saint*. N'y a-t-il pas là une véritable profanation?

Je ne voudrais pas, dans cette discussion, prendre parti, et je reconnais volontiers que le littérateur, que l'artiste doivent pouvoir vivre de leur œuvre, que leur labeur étant un labeur a droit à être rémunéré et qu'ils ont aussi le droit de laisser leur famille recueillir après eux le fruit de ce labeur. Il était en particulier fort injuste que des éditeurs ou des directeurs de théâtre s'enrichissent tandis que l'auteur ne recevait à peu près aucune rémunération. Le *Cid* qui enrichit la troupe de l'Hôtel de Bourgogne fut payé à Corneille vingt-cinq livres. C'était sûrement trop peu.

Depuis, les choses ont changé. Voltaire sut

se faire sur le dos de ses libraires une fortune avec ses écrits, Chateaubriand a vécu fort largement de sa plume, Lamartine a gagné de quoi subvenir à ses folies de luxe et de spéculation, Victor Hugo a su administrer admirablement sa gloire, et les écrivains, les artistes qui ont du succès vivent de façon fort honorable. Les auteurs dramatiques, quand ils réussissent, sont fort loin de la misère. Les auteurs imposent et subissent la loi commerciale de l'offre et de la demande. Leurs œuvres sont matière commerciale et leur propriété est bien une propriété.

On a voulu même aller plus loin. Quand on a vu, par exemple, l'*Angelus* de Millet cédé par l'artiste pour un morceau de pain et atteignant, après sa mort, dans les ventes, huit cent mille francs et je crois même que Chauchard y mit un million, on s'est dit qu'il serait juste que l'auteur ou ses ayants droit eussent part à cette énorme plus-value. Car, soutient-on, ce qui a ainsi produit la valeur, l'origine première de toute cette richesse, c'est le génie de l'artiste qui n'a pas été reconnu et rémunéré tout d'abord. Il est donc juste qu'il retire, de la valeur reconnue par la suite à son ouvrage, le bénéfice qu'il n'a pas eu.

Les artistes ou leurs avocats, en raisonnant ainsi, paraissent oublier les principes qu'ils mettaient d'abord en avant. Car ils soutiennent ici que l'œuvre d'art n'est pas une marchan-

dise comme une autre, qu'une fois vendue et son prix touché, elle est encore susceptible d'acquérir une valeur de surcroît et que le vendeur peut avoir droit à un supplément de prix. Où a-t-on jamais vu une marchandise pareille? L'argument est à deux tranchants : en plaidant pour les artistes on plaide aussi bien contre eux. Car après avoir fait reposer le droit de l'artiste sur cet axiome : « La propriété spirituelle, artistique et littéraire est une propriété », on dit maintenant : « Ce n'est pas une propriété comme une autre ».

Et c'est là en effet ce qu'il faut bien voir. L'auteur est sans doute l'auteur de son œuvre, il y a mis son effort et son travail ; à ce titre il a droit à une rémunération. Cette rémunération, dans l'état économique de nos sociétés, s'établit par le marchandage, selon la loi de l'offre et de la demande; le producteur demandé est payé cher, le producteur accepté et non demandé est peu payé, le producteur qui s'offre n'est pas payé du tout ou même doit payer lui-même pour publier sa production.

Mais une œuvre d'ordre spirituel ne peut pas être assimilée aux autres ouvrages. Un cordonnier achète son cuir et ses outils, il y met son travail, son savoir-faire et me vend une paire de chaussures; j'ai les chaussures, il a mon argent, nous sommes quittes, son labeur se trouve rémunéré, c'est fini. Per-

sonne autre que moi ne profite des chaussures qu'il a faites. Nous avons échangé des biens, des valeurs mesurables, l'argent, les chaussures, et ces valeurs, nous ne pouvons les partager avec d'autres sans les détruire ou sans les diminuer; si je prêtais mes souliers, je ne m'en servirais plus; si le cordonnier donne de son argent, il en aura moins. Les biens échangés sont de même nature : argent et chaussures sont matériels, ils appartiennent à la classe de ceux qu'Aristote — c'était un grand homme qu'Aristote — appelait non-participables.

Quand j'achète un livre chez un libraire, quand je vais entendre un opéra ou voir une exposition de tableaux, je donne mon argent mais je ne suis pas seul à jouir de ce pour quoi j'ai payé. Le même livre est tiré à des milliers d'exemplaires, des milliers de personnes entendront le même opéra ou verront les mêmes tableaux. Bien plus, l'exemplaire de mon livre une fois lu, je puis le prêter à d'autres et ma jouissance personnelle n'en sera pas diminuée. Au contraire, plus il y aura de gens qui admireront ce que j'admire, qui reconnaîtront avec moi la vérité, qui aimeront la beauté, plus j'aurai de plaisir intime.

Les valeurs spirituelles créées par l'artiste et par l'écrivain, valeurs de vérité, valeurs de beauté, sont donc infiniment extensives. On peut rémunérer le labeur de l'artiste et on doit le rémunérer, on ne peut payer son génie ;

la valeur infinie qu'il crée n'est pas interchangeable avec celle toujours finie de l'argent, l'œuvre est littéralement impayable.

C'est pour cela qu'il y a dans toute œuvre spirituelle quelque chose qui ne peut s'individualiser et qui doit justement être socialisé. La vérité n'est à personne, elle est à tous. La beauté même n'est pas à celui qui la découvre et la manifeste, elle est le patrimoine commun des âmes. Les anciens l'avaient bien compris. Ils auraient rougi de vendre leur pensée, leur émotion, les vibrations les plus intimes de leur cœur, les conceptions les plus chères de leur esprit, ils auraient estimé vendre leur âme. Ils exagéraient peut-être, mais si noblement!

Ce qui est venu de l'esprit doit retourner à l'esprit. La parole de vérité, le geste de beauté n'appartiennent pas plus à celui qui a eu le privilège de les émettre le premier que le parfum n'appartient à la fleur qui le répand. Et nul n'a le droit — fût-il le plus grand génie — de limiter la fécondité de son œuvre en la condamnant à ne pas changer. Tout changement n'est pas une altération. Le génie jette au vent sa graine, il n'a pas le droit de la retenir : qui sait, sur des terres neuves, quelles fleurs elle produira?

A propos d'une pétition

Il s'est passé récemment un fait extraordinaire. Un écrivain qui avait publié un conte dans un journal a été dénoncé au parquet par la « Ligue contre la licence des rues » et s'est vu menacé de poursuites. Ce fut aussitôt un grand émoi. Notez que le journal où avait paru le conte en publie deux chaque jour, ce qui lui vaut d'être un des journaux les mieux cotés parmi les auteurs. On se mit donc aussitôt à l'œuvre et on rédigea une pétition aux pouvoirs publics.

En voici le texte :

Considérant que les poursuites pour cause d'immoralité exercées contre des écrivains et des artistes le sont le plus souvent sans discernement et à la requête de personnes non qualifiées;

Que — si la grossièreté et la pornographie, contre lesquels les soussignés sont les premiers à protester, ont toujours été antipathiques au goût français — rien n'est plus contraire au caractère

de notre race qu'un puritanisme outré et hypocrite ;

Qu'il est du moins indispensable de définir nettement le mot « pornographie » et de distinguer les œuvres d'art des œuvres sans art qui ne visent qu'à flatter, dans un esprit de lucre, les plus bas instincts ;

Qu'on voit passer sans poursuites tant d'œuvres incontestablement pornographiques, alors que des artistes comme Baudelaire, Flaubert, Maupassant, Richepin, ont été molestés ou condamnés ;

Les écrivains et artistes soussignés demandent :

Qu'une commission composée d'écrivains, d'artistes soit constituée afin d'être consultée officiellement par les magistrats, comme le sont des experts en d'autres causes, chaque fois qu'il faudra distinguer l'art de la pornographie.

Cette pétition m'a été envoyée comme à bien d'autres, et aussi comme beaucoup d'autres, j'ai refusé de la signer. Je crois devoir ici dire les raisons de ce refus.

La demande à laquelle aboutit la pétition paraît raisonnable et il semble qu'en refusant de s'y associer on fasse bien le renchéri! Qu'y a-t-il de plus naturel que de mettre, à côté des magistrats, pour les questions d'art, des experts-artistes, comme on met à côté d'eux pour les questions techniques de comptabilité ou de construction, des experts-comptables ou des experts-constructeurs?

Les considérants non plus ne semblent pas bien méchants : on y parle sans doute de

« puritanisme », d'« outrance » et même d'« hypocrisie »; mais on y condamne nettement la pornographie; on demande qu'on définisse ce que l'on entend par là, ce qui est bien le moins qu'on puisse exiger; et enfin on rappelle des bévues autrefois commises, ce qui est de bonne guerre.

Eh! bien, malgré tout, cette pétition ne me paraît pas pouvoir être acceptée par ceux qui ont un égal souci de la bonne tenue morale de la société aussi bien que du développement de l'art.

Et d'abord, le texte a beau être général et ne paraître viser aucun cas particulier, il n'en est pas moins vrai que tout le mouvement n'a eu pour cause que la dénonciation de la « Ligue contre la licence des rues », que les « personnes non qualifiées » dont il est question, celles sur lesquelles portent ou voudraient porter les qualifications de « puritanisme outré et hypocrite » sont les braves gens qui font partie de cette Ligue et qui ont le courage d'affronter toutes les levées de plumes.

En sorte que mettre son nom au bas de ces lignes c'était blâmer ces braves gens-là et en même temps se solidariser avec l'auteur et le journal en cause. Or, je n'ai pas lu le conte incriminé, je n'en puis donc parler; je n'achète jamais la feuille où il a paru, mais, pour m'instruire et parce que c'est mon métier, je la parcours quand elle me tombe sous la main;

et pour ne rien dire de plus, je n'éprouve aucun besoin de me solidariser avec elle. Je crois que si elle disparaissait d'aujourd'hui pour demain, il pourrait manquer à quelques rares bons écrivains une provende appréciable, mais il ne manquerait rien à l'esprit public ni à notre littérature.

Et, indépendamment de ces circonstances de fait, la thèse même soutenue par les rédacteurs de la pétition n'est pas défendable.

Ils partent de cette idée qu'en matière d'art seuls les artistes sont compétents et que ni le public ni les magisrats qui le représentent n'ont voix au chapitre. Il leur semble que toute œuvre est bonne qui manifeste un souci de forme artistique, et que seules peuvent être dites « pornographiques » les œuvres grossières, « sans art, qui ne visent qu'à flatter, dans un esprit de lucre, les plus bas instincts ».

Mais ne croient-ils pas qu'il y a aussi des artistes qui mettent leur art et tous ses raffinements au service des instincts bas et au service de l'esprit de lucre? Ne connaissent-ils aucun écrivain qui ait pénétré son œuvre de « toutes les luxures de l'Orient » — comme dit l'un d'eux dans son prospectus — et cela pour vendre à plus d'exemplaires? Et Dieu sait cependant s'il s'efforce à l'écriture artiste, celui-là! Il a été d'ailleurs des premiers signataires de la pétition.

Je ne m'adresse ici qu'aux écrivains de

bonne foi, comme ils le sont en très grande majorité. Comment ne voient-ils pas que leur œuvre, que toute œuvre destinée au public est à double face et peut être jugée de deux façons selon que l'on considère l'une ou l'autre de ces faces?

L'une des faces est celle par où l'œuvre a rapport à l'artiste qui l'a conçue et exécutée. On ne doit ici que se demander quel a été l'esprit de l'artiste, le but qu'il a poursuivi, la valeur d'art de l'œuvre en elle-même, sans tenir compte d'aucune autre circonstance.

Mais il y a une autre face, celle qui regarde le public. Le livre, l'article sortis des presses, le tableau exposé agissent sur le public, sur la société tout entière. Tant que l'œuvre n'était pas sortie du cabinet de l'écrivain ou de l'atelier du peintre, seuls les artistes avaient compétence pour juger. Il n'y avait en jeu que des questions d'art. Mais dès que l'œuvre est livrée au public, la question d'art est liée à une autre. On ne se demande plus seulement : Que vaut l'œuvre esthétiquement et en elle-même? On doit se demander : Que produit-elle sur le public? Fait-elle du bien ou du mal?

La question morale vient ainsi compliquer les questions d'esthétique pure. Elle les complique et les prime. Car la moralité est ce sans quoi la société ne peut vivre, et les bonnes mœurs valent mieux que tous les chefs d'œuvre. L'art est le plus admirable de tous les

superflus, mais il ne fait qu'embellir la vie; la vie sociale pourrait exister sans lui, elle ne le pourrait pas sans un minimum moral.

Voilà pourquoi le public ou ses représentants, les Ligues morales, et finalement les magistrats ont le droit de juger des effets moraux des œuvres de l'art. Ce ne sont point les artistes sur ce point qui sont compétents. J'ai montré ailleurs (1) pourquoi ils ne le sont guère. Ils peuvent cependant renseigner le magistrat sur les intentions de l'artiste et sur l'esprit de son œuvre. A ce titre, l'idée d'une expertise artistique dans ces cas délicats et difficiles est une idée que l'on peut retenir et propager.

Mais le dernier mot doit rester au public et à ses représentants. Un artiste, de très bonne foi, peut causer un scandale. Le public n'a pas reçu l'éducation, l'initiation que l'artiste a reçues ou s'est donné. Les sensations du public sont excitées autrement que ne le sont celles de l'artiste. La valeur artistique de l'œuvre peut être très différente de sa portée sociale ou de son influence morale. L'artiste s'adresse au public, vit du public; c'est à lui de savoir proportionner, ajuster son œuvre, de façon à ce qu'elle ne puisse produire aucune perturbation sociale. La société n'a pas été faite pour les artistes; mais les artistes doivent être au service de la société.

(1) *Art et pornographie*, in-12 Bloud.

V

Les justes lois

Philosophie politique

M. Paul Bourget vient de publier chez Plon deux volumes qu'il appelle : *Pages de critique et de doctrine*. Il y a, en effet, rassemblé divers écrits où il énonça ses jugements sur certains hommes et certaines œuvres, où il exposa en particulier sa doctrine politique. C'est sur cette doctrine que je voudrais retenir quelques instants l'attention.

Sous la plume vigoureuse, éloquente, passionnée de l'auteur du *Disciple* et du *Tribun*, elle prend un singulier relief et elle est d'autant plus facile à saisir que l'écrivain, sans précautions ni ambages, la formule en termes abrupts. Il n'édulcore point sa pensée : il est assuré de parler au nom de la science et de la raison ; il ne ménage, en conséquence, ni les personnes, ni les idées ; il est le héraut de la Vérité, le défenseur de l'ordre sacré. Or, la Vérité est essentiellement dogmatique et intransigeante. Elle ne s'embarrasse ni de « peut-

être », ni de « il paraît », elle dit : *Est, est ; non, non*, sans alternative et sans nuances. La ligne droite est la ligne droite et nulle autre ligne; l'eau est composée d'oxygène et d'hydrogène sans autre substance; les courbes planétaires sont des ellipses et ne sont ni des cercles ni des paraboles.

La doctrine de M. Paul Bourget peut se résumer en quelques lignes. Elle pose d'abord un principe : les sociétés politiques, les nations ne sont pas des produits de la volonté arbitraire des hommes, elles sont des produits naturels. A ce titre, elles ont des conditions d'existence. Ces conditions d'existence sont des lois qui imposent à chaque nation sa structure sociale, ce qu'en langage moderne, on appelle sa constitution .

Il résulte de ce principe que toute nation qui, par l'arbitraire de ses législateurs, va à l'encontre de sa structure normale, s'anémie, devient malade et finalement s'achemine vers la décadence, la dissolution et la mort.

D'où l'on peut déduire que pour découvrir quelle est la structure normale d'un peuple quelconque, il suffit de le regarder vivre. On n'a qu'à lui appliquer la méthode qui sert aux physiologistes à découvrir les conditions d'existence. Toutes les fois que la nation sera prospère à l'intérieur, riche en biens spirituels et matériels, respectée et glorieuse à l'extérieur, on pourra être assuré que ses conditions

d'existence sont observées, la structure sociale, la constitution qu'elle aura alors sera sa constitution normale. Elle vivra bien parce qu'elle vivra conformément à ses lois organiques et constitutives.

Au contraire, dès qu'une nation est menacée à l'extérieur, quand elle ne peut plus se défendre contre ses antagonistes ou ses rivaux, quand elle devient incapable de tenir sa place ou soleil; quand, à l'intérieur, décroissent ses forces spirituelles, quand la criminalité s'accroît, quand la famille se décompose, quand le fleuve des naissances paraît se tarir, quand les querelles intestines menacent de troubler les rues mêmes des cités, quand enfin la prospérité matérielle diminue et que la vie devient plus difficile à tous, on peut dire alors que les conditions d'existence ne sont pas respectées, l'organisme social est malade, et l'on peut être assuré qu'il y a un vice de structure dans la société. Elle vit sous une constitution qui ne lui est pas appropriée ; son régime ne lui convient pas.

De ce principe et de la méthode qui en découle, M. Paul Bourget déduit immédiatement l'application.

La France, dit-il, a été prospère toutes les fois qu'elle a été catholique et monarchique ; chaque fois qu'elle s'est écartée du catholicisme et qu'elle a répudié la monarchie, elle a été faible au dehors, malheureuse au dedans,

de toutes façons malade. La constitution naturelle de la France comprend donc deux éléments essentiels : le catholicisme et la monarchie. Il est donc, on peut dire scientifiquement démontré que le non-catholique et la Démocratie sont choses également anti-françaises, également condamnables, parce qu'également pernicieuses. Ce sont de véritables poisons nationaux.

La doctrine de M. Bourget contient donc trois choses : un principe, une méthode et les résultats politiques de cette méthode, en particulier la condamnation pour la France de toute hérésie et de toute Démocratie, la proclamation du catholicisme et de la monarchie comme vérités françaises, comme conditions d'existence de notre vie nationale.

Je ne veux pas ici discuter ces conséquences. On y mêle d'une façon qui paraît un peu indiscrète à la délicatesse des âmes croyantes, le catholicisme et la monarchie, la politique et la religion, mais ce mélange qui, sous une plume athée, nous est véritablement odieux — et je plains les catholiques qui ne sentent pas cette répulsion — nous devient supportable sous la plume d'un croyant fidèle. Il faudrait donc distinguer entre ce qui, dans la santé et dans la maladie, revient à la religion, et ce qui dérive des institutions politiques. Car nous avons connu la monarchie irréligieuse sous le règne du grand'père du

uc d'Orléans. Et Choiseul, sous Louis XV, ne
néritait pas de passer pour un dévot.

Pour que les conséquences que formule M.
'aul Bourget fussent établies, il faudrait en-
ore qu'on les pût déduire sans contesta-
ion possible des faits historiques. Et il suf-
it de penser à Louis XV, à la perte de l'Inde
t du Canada pour voir que la France ne fut
as toujours prospère sous la monarchie. Qu'on
e s'imagine cependant pas que je refuse de
oir les maux de notre démocratie. Non, je
lis simplement : les conséquences tirées par
I. Bourget ne sont pas évidentes, elles ne
'imposent pas, le doute subsiste. C'est à exa-
niner et à voir, si tant est qu'on puisse ar-
iver en de telles matières à des certitudes.

Mais il y a un point sur lequel M. Bourget
ie trouvera pas de contestation même chez les
lémocrates les plus convaincus, c'est sur le
rincipe même de sa doctrine.

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de contrat
social. Tout au plus peut-on considérer le
volontaire et unanime assentiment aux lois né-
cessaires comme un idéal à poursuivre au nom
de la dignité humaine, au nom de la moralité
intérieure. Ce ne sont pas les volontés humai-
nes qui ont fait les lois essentielles : les con-
ditions d'existence des nations sont en dehors
et au-dessus de toute volonté humaine. Les
hommes ne les font pas, ils n'ont qu'à les dé-
couvrir d'abord et à s'y soumettre ensuite. Ces

lois ne sont pas tyranniques mais bienfaisantes. Il faut leur obéir comme on obéit aux lois physiologiques. Un législateur social n'est pas un homme qui commande en vertu de son bon plaisir ou de sa volonté ; ce n'est pas un souverain, c'est un savant ; ce n'est pas un maître, c'est un hygiénistes ou un médecin, c'est-à-dire un serviteur ; il ordonne pour servir.

Monarchistes ou démocrates, nous pouvons tous, nous devons tous travailler à faire descendre dans la masse du public ces idées qui sont, à cette heure, communes, on peut le dire, à toute l'élite intellectuelle, que les chaires de sociologie répandent partout. Les monarchistes, grâce à elles, se convaincront que des restrictions s'imposent aux volontés royales et les démocrates se persuaderont que les majorités n'ont pas le droit de tout faire. Chacun comprendra mieux son devoir vis-à-vis des exigences de la vie nationale, devoir de subordination et de soumission. Et qui peut aller jusqu'à obéir par raison à des hommes qu'on ne peut s'empêcher de détester. Ce sont les fonctions qui sont importantes et non les personnes. Celles-ci ne valent que par leur service. Un roi de Danemark qui se promène à Hambourg a beau être roi; s'il meurt sur la voie publique, hors de sa fonction, on le porte à l'hôpital. Et ce qui eût été regardé jadis comme une sorte de sacrilège, n'est plus qu'une ligne de fait-divers.

Que tous les bons citoyens travaillent à répandre ces idées fortes et saines. Avant peu d'années, il y aura quelque chose de changé dans l'esprit public. Et peut-être alors sera-t-il moins nécessaire de reprendre l'éternelle et insoluble question des valeurs respectives de la Monarchie et de la Démocratie.

Le métier de roi

C'est, en vérité, un noble métier. Etre l'intelligence qui veille sur les destinées d'un peuple, la volonté qui oriente ses voiles vers l'avenir, le phare qui illumine la route, tenir dans sa main la tranquillité, la richesses d'une multitude d'hommes et par là une bonne part de leur bonheur et de leur vertu ; pour servir à tous, donner à tous des commandements, aucun labeur ne peut être plus bienfaisant, aucun emploi d'une vie purement humaine ne peut mériter plus de respect, plus d'admiration, être digne de plus d'amour. Le bon roi qui, par cela même, ne peut être qu'un grand roi, qui incarne en sa personne toute l'histoire et toute la vie de son peuple, porte en lui quelque chose de sacré.

Tel est le Wolfran V, roi d'Oldsburg, que nous a dépeint Mme Colette Yver (1). On sait que cette admirable ouvrière des lettres ne s'atta-

(1) *Le Métier de Roi.* Calmann-Lévy. in-12, 1911.

que guère qu'aux grands sujets. Dans ses *Princesses de Science*, dans ses *Dames du Palais*, elle avait soulevé les questions les plus controversées du féminisme professionnel. Dans *Comment s'en vont les reines*, elle avait déjà touché à la politique. Ici, elle s'y lance à pleines voiles.

Si l'on néglige les détails qui font le charme du récit et les agréments de l'histoire, le sujet foncier du livre est l'opposition de l'idée monarchique, représentée par Wolfran V, et de l'idée révolutionnaire représentée par la géniale chimiste, Clara Hersberg. Pour mieux confronter les deux idées et rendre plus dramatique leur confrontation, Colette Yver a imaginé de faire appeler et vivre Mlle Hersberg au Palais royal où elle va initier aux sciences l'archiduchesse héritière du royaume. Je ne dirai rien de l'art avec lequel l'auteur a fait vivre devant nous cette frêle, aimante et magnanime figure de fille de roi et tous ses autres personnages. Je me prive volontairement du plaisir de parler littérature. Colette Yver ne m'en voudra pas. Elle a fait de l'art, mais elle a visé plus haut, elle a aussi une âme royale et comme Wolfran V, à sa façon, elle a voulu faire de l'histoire.

Semblable en cela à Paul Bourget qui dépeint avec une si haute conscience les personnages représentatifs des idées les plus opposées, Colette Yver donne une égale grandeur d'âme

au monarque et à la révolutionnaire. Tous les deux sont de nobles créatures. Wolfran sacrifie tout à son peuple, son temps, ses plaisirs, sa vie même, ses enthousiasmes juvéniles, le désir si naturel à l'homme de se sentir approuvé, aimé de la multitude, même le cœur de sa fille qu'il chérit profondément : il ne vit, et toute sa famille ne doit vivre, que pour sa fonction royale. Clara Hersberg, de son côté, est prête à tout souffrir pour le bonheur des misérables, à s'immoler à la Cause et, ne pouvant faire mieux, elle suit sans amour, pour être cependant sa femme et sa consolatrice, le révolutionnaire Kosor dans le lieu de son épouvantable déportation.

Il n'est pas étonnant que Wolfran et Clara, jeunes, beaux, et tous les deux d'une égale valeur d'âme, en présence l'un de l'autre, sentent naître en eux, comme une fleur parfumée et frêle, l'attrait souverain qui, par delà toutes les barrières, pousse des cœurs l'un vers l'autre. Un silence éternel planera sur cet amour. C'est à le faire sentir sans profaner sa sainteté par des mots qu'excelle l'art de Mme Colette Yver. Son talent, cependant si clair, trouve son triomphe dans les sourdines.

Mais où Colette Yver ne ressemble plus à Paul Bourget c'est quand elle met en présence les deux théories, la théorie royale, la théorie révolutionnaire. Wolfran V s'exprime admirablement et expose avec force, avec éloquence,

la plus haute conception de la royauté, la seule qui soit en nos temps capable de justifier la fonction : l'identité de la vie royale et de la vie nationale.

Or, en face de ces grandes théories, Clara Hersberg, qui nous est cependant donnée comme une géniale créature, ne sait guère balbutier que des pauvretés, des banalités, des rengaines de réunions publiques, sans doctrine comme sans portée.

Le roi ne veut pas céder à des menaces de grève et même d'insurrection de la part de trente mille ouvriers tisseurs parce que les lois douanières dont ces tisseurs réclament l'abrogation doivent d'abord assurer la vie de douze millions d'agriculteurs, et ensuite permettre aux tisseurs eux-mêmes, dans quelques années, une vie plus abondante et plus facile. Il voit plus loin et de haut et sacrifie résolument des souffrances particulières qu'il déplore et qu'il tâche d'atténuer, à des intérêts plus durables et plus généraux.

La révolutionnaire ne sait guère que répondre que les tisseurs souffrent et que, puisqu'ils souffrent, ils doivent avoir raison. — C'est peut-être une observation très exacte de l'état d'esprit révolutionnaire, en particulier dans une âme féminine, mais ce n'en est pas moins une sorte de trahison vis-à-vis de l'idée qu'il eût été juste de placer en face de l'idée royale.

Car les tisseurs de Colette Yver sont des sots

et ceux qui les mènent sont odieux. Mais la question qui se débat, ou plutôt qui s'est débattue, entre les rois et les peuples ne porte pas sur les variations plus ou moins durables du prix des denrées. Elle porte sur le devoir qu'ont tous les êtres humains de pourvoir eux-mêmes, autant qu'ils le peuvent, à leur destinée, de ne pas se décharger sur d'autres du fardeau de les conduire et, en conséquence, de prendre de plus en plus conscience de leur responsabilité, de leur tâche propre et de faire tous leurs efforts pour acquérir la capacité qui peut leur manquer. S'il y a là pour les hommes un véritable devoir, un devoir, j'y insiste, bien plutôt qu'un droit, le résultat de son accomplissement ne doit-il pas être de rendre inutile la fonction royale en la remplaçant ? Et le roi vraiment grand, vraiment digne de ce nom, ne doit-il pas lui-même travailler à se rendre inutile, — comme le père digne de ce nom doit travailler à élever ses enfants de telle sorte qu'ils puissent se passer de ses directions ?

Que sa réalisation soit proche ou lointaine, qu'on puisse même le regarder comme chimérique, cet idéal n'en est pas moins digne de considération. Et par des voies détonrnées, violentes et qui paraissent au rebours de sa légitimité, c'est lui que nous voyons dans l'universelle ascension démocratique peu à peu passer dans les faits. C'est lui qui a fait réu-

nir en Russie une Douma, qui a déposé en Turquie Abdul-Hamid.

C'est lui qui innpire, à leur insu peut-être, les monarques mèmes. Si aujourd'hui, partout en Europe, les rois identifient à peu près complètement leur intérèt royal à l'intérèt national, se conformant ainsi aux nobles doctrines de Wolfran V, réalisant, ou autant dire, l'idée de Bossuet, c'est que la poussée démocratique a fait voir les redoutables sanctions que l'histoire réservait aux monarchies qui oublièrent leur raison d'ètre en se servant des peuples sans les servir. En sorte que si la monarchie est devenue, là où elle existe, plus conforme à sa fonction, si elle réalise les idées chrétiennes, c'est encore à la démocratie qu'elle le doit.

Et il n'est pas douteux que cette conception de service substituée à la conception d'un droit abstrait, aussi ruineux dans la monarchie que dans tout autre système, doit amener, à la fin de l'évolution, l'élimination de la fonction elle-mème. Ce qu'il y a dans le metier de roi de plus achevé, c'est que, s'il est rempli, il doit arriver à se supprimer. Si le métier de roi ne consiste qu'à servir, c'est donner à la fonction son emploi suprême, à la royauté sa véritable couronne que de transformer en citoyens des sujets, c'est-à-dire de leur donner les moyens de vivre en noblesse et en grandeur.

Pourquoi démocrates ?

C'est bien simple — Parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement.

Je ne dis pas qu'il n'y ait des raisons idéales — il y en a même d'excellentes — qui puissent justifier l'opinion démocratique. Ces raisons, les pages précédentes les ont rappelées.

Mais il y en a d'autres et non moins bonnes qui imposent comme une nécessité ce que les raisons idéales pourraient ne nous proposer que comme un but lointain à atteindre, un souhait à réaliser, peut-être irréalisable. Car un idéal peut être très beau, exercer sur une âme noble la plus forte séduction et cependant rester chimérique. Et parce qu'il est chimère, il convient alors de l'abandonner pour ne pas perdre sa force et la dissiper en vains efforts.

On reproche quelquefois aux démocrates de se perdre dans la chimère, on leur dit qu'ils sortent du bon sens et de la raison parce que, au lieu de se soumettre humblement aux faits,

ils prétendent modeler les faits d'après leurs conceptions aussi creuses qu'idéales, semblables à celui qui voudrait s'asseoir sur une fumée ou faire une malle d'une bulle de savon.

Je crois au contraire que ce sont les démocrates et eux seuls qui, en France du moins, pratiquent la doctrine de la soumission au fait et que ce sont les autres qui sont les dupes de leurs désirs, qui s'assoient sur la fumée.

Car s'il y a au monde un fait évident et qui, pour ainsi dire, crève les yeux, c'est bien le fait de la faillite en France de l'institution monarchique et par contre-coup le fait de l'avènement de la démocratie.

Louis XIV, tendant tous les ressorts de l'institution, prépare les à-coups, les porte-à-faux, toutes les malfaçons du règne de Louis XV, Louis XVI, faible, borné, en dépit de ses velléités et de ses bonnes intentions, voit tout s'écrouler sous lui. Ne parlons pas de Napoléon qui, aussi bien, n'est pas en cause. Avec Louis XVIII et Charles X on essaie encore de la monarchie. Veut-on leur ajouter Louis-Philippe, l'aïeul de Philippe d'Orléans actuel? Ça ne change rien. De toute manière la monarchie, après quinze ans, ou après trente-trois ans est obligée de déposer son bilan.

Avec Napoléon III, nouvel essai de monarchie, nouvel échec et quels désastres!

En résumé le malade, la France dans l'espèce, a essayé depuis cent vingt ans de tous les ré-

gimes : un seul a duré plus de quarante ans et il dure encore. Aucun autre n'a pu tenir. Voilà le fait. Le conteste-t-on? Je ne pense pas. Nous avons donc le droit de dire qu'à durer le régime démocratique s'est montré plus tenace et plus résistant que tous les autres. On peut aller chercher toutes les raisons qu'on voudra : dire que ce régime a usé le pays, qu'il l'a énervé, anémié, rendu moribond ou enragé, ou les deux ensemble, que sais-je? le fait n'en est pas moins là : la République a duré où les monarchies n'ont pu résister.

La monarchie, nous dit-on, aurait sauvé le pays, l'aurait arrêté sur la pente ruineuse de la décadence. Eh! que ne l'a-t-elle fait? Elle avait le pouvoir, elle n'a pas su le garder, ou, ce qui revient au même, elle n'a pas pu. Mais c'était là précisément son devoir, garder son pouvoir, résister, vivre et nous sauver malgré nous, puisque nous étions assez aveugles pour courir sottement à notre perte. C'est à sa décision, à son énergie aussi bien qu'à sa clairvoyance que se reconnaît le bon médecin. Le sauveur n'est sauveur que lorsqu'il sauve. Et depuis cent ans tous nos monarques, au lieu de nous sauver, se sont sauvés. Ce n'est pas la même chose.

Il y a eu un jour où la France agonisante pantelait sous la botte du vainqueur. A-t-on vu ce jour-là le Sauveur paraître à cheval et lui dire : « Tu es à terre, meurtrie; je vais te

relever et panser tes plaies? « — Non, le Sauveur attendit que les plaies fussent pansées, que la rançon fût payée, que l'ordre régnât, pour réclamer ce qu'il appelait « ses droits ». Car pour le commun des hommes, on leur rappelle durement qu'ils n'ont que des devoirs et non pas des droits; mais les surhommes peuvent oublier leurs devoirs, ils gardent, paraît-il, quand même leurs droits! Est-il étonnant, dès lors, qu'on ait répondu : « Monseigneur, vous repasserez quand nous aurons besoin de vous? ». Et voilà pourquoi le comte de Chambord n'a jamais régné. Sa fonction vraiment royale l'obligeait à venir régner précisément au moment le plus périlleux.

En fait donc, tandis que la démocratie a duré, la monarchie n'a pas pu durer. Toutes les fois que depuis cent vingt ans on a fait l'essai, l'expérience de la monarchie, l'expérience n'a jamais réussi. Dociles au fait, soumis à l'expérience, nous disons qu'il est inutile de recommencer des essais toujours périlleux

Et d'autres faits nous confirment encore dans notre pensée. Car si Tocqueville écrivait il y a trois quarts de siècle : « La démocratie coule à pleins bords », que dirait-il aujourd'hui? Le fait démocratique, l'accession de plus en plus étendue du plus grand nombre au gouvernement, est devenu presque universel. Il est toujours permis de penser que les peuples qui étendent de plus en plus le droit de suffrage vont au rebours du bon sens et veulent essayer

de marcher la tête en bas et les pieds en l'air; on ne peut nier que cette singulière manie existe et que sa contagion gagne toutes les nations.

Il y a même dans la nature humaine des raisons qui expliquent la naissance de cette manie et sa puissance de propagation. C'est que les hommes peuvent bien être des sots et risquer de mal user de leurs forces, des pouvoirs dont ils ont la disposition; quand une fois ils ont pris connaissance de ces forces, quand ils ont tâté d'un pouvoir, il n'est plus possible de les traiter de la même manière que lorsqu'ils ignoraient leur force, quand ils n'avaient exercé aucun pouvoir. Le mal est fait, si mal il y a eu. Le vin est tiré et il faut le boire.

Il arrive toujours un moment, dans une famille, ou les enfants doivent être émancipés, et quand une fois ils l'ont été, fussent-ils prodigues, il sera toujours difficile, souvent impossible de les remettre en tutelle. Et le conseil judiciaire ne vaut guère mieux que la libre prodigalité.

En France, aujourd'hui, le prolétariat a pris conscience de sa force et de sa puissance. Il serait plutôt porté à l'exagérer qu'à la laisser avilir. Le suffrage universel est un fait, un fait impossible à supprimer. Ce qui fait la force de durée de la République, c'est précisément cet anonymat, qui dans une monarchie ne peut exister. Pas un roi n'aurait résisté,

depuis quarante ans, aux fautes que nos gouvernants ont commises. J'entends bien qu'il ne les aurait pas commises. Il en aurait commis d'autres. Car les gouvernements humains, même les meilleurs, se trompent souvent et leurs erreurs produisent les révolutions.

Nous aurons peut-être besoin, avant qu'il soit bien longtemps, d'un pouvoir très fort qui, en face d'attentats contre la patrie, sera obligé d'agir avec extrême rigueur. Il n'y a qu'un gouvernement anonyme qui puisse endosser de pareilles responsabilités, sans risquer son existence. Je crois que le sabre vient hélas! quand le sabre est nécessaire. Je ne crois pas au monarque à poigne. Les défauts et, si l'on veut, les vices de l'anonymat sont assez visibles, mais il a pour lui non pas le courage mais la puissance de durée, non pas le génie mais la possibilité de rénovation, non pas la justice mais la force. Les autres régimes peuvent avoir, comme la jument de Roland, toutes les plus excellentes qualités, mais ils ont le même défaut: ils sont morts. Et je ne crois pas qu'on puisse les ressusciter. Si nous sommes démocrates, ce n'est pas par amour pour la Révolution, c'est au contraire pour faire l'économie d'une, peut-être de plusieurs révolutions, c'est pour avoir la force de mieux résister à la Révolution et à l'Anarchie.

Opinion publique et démocratie

Le discours que le chancelier de l'empire allemand, M. de Bethmann-Hollweg, prononça le 8 décembre 1911 à la tribune du Reischtag, n'est pas seulement remarquable par les idées qu'il exprime sur les conditions de la paix européenne; il montre aussi l'importance que prend dans tous les pays, même dans ceux qui semblent avoir les gouvernements les plus forts, une force très différente de l'autorité du gouvernement, la force de l'opinion publique.

Par deux fois. au début et à la fin de son discours. le chancelier exprime la considération qu'il accorde à cette force. Au début , il dit combien l'opposition qu'il sentait dans l'opinion lui rendait le gouvernement difficile; à la fin il exprime l'espoir que le gouvernement et l'opinion, la force qui vient d'en haut et celle qui vient d'en bas, seront désormais unies et s'accorderont à poursuivre les mêmes buts.

Cette reconnaissance de la force de l'opinion,

l'état que sont obligés d'en faire les hommes qui sont au pouvoir, même dans les pays les plus disciplinés et les plus soumis à l'autorité héréditaire, est un fait peut-être plus important que l'antagonisme anglo-allemand. Car cet antagonisme n'est qu'un épisode dans la vie des deux nations. Mais la reconnaissance de l'opinion publique comme d'une force avec laquelle le gouvernement doit compter, contre laquelle il se déclare impuissant est plus qu'un épisode dans l'histoire intérieure de l'Allemagne, c'est un fait qui en commandera beaucoup d'autres, c'est la porte par où pénétreront les idées démocratiques : l'ère de la monarchie, de l'aristocratie va vers son déclin, l'ère de la démocratie s'ouvre.

Car qu'est-ce que l'opinion publique sinon cet impondérable sens social dont tout homme en société porte en soi quelque donnée? Il n'est pas d'homme qui ne sente le bien-être ou le malaise de sa famille, qui ne soit touché de façon plus ou moins claire ou confuse du bien ou du mal qui arrive à ses parents, à ceux qui portent son nom. On éprouve de même, en face des projets qui intéressent la famille, mariage, établissement ou entreprise quelconque, des sentiments d'espérance ou d'appréhension. On sent que le bonheur ou le malheur va venir et en conséquence on favorise les projets ou on s'y oppose, quand on le peut, par des actes, ou par des paroles, tout au moins par des attitudes.

Tout de même dans un village, tous les habitants, même divisés entre eux, se sentent pourtant solidaires; ils désirent que leur village soit de bon renom, ils souffrent s'ils en entendent dire du mal; et s'il est question d'y construire une église, une école, une mairie, même la maison d'un particulier, chacun a son sentiment. Chacun sent à sa façon que la construction « fera » bien ou « fera » mal, que le projet est bon ou mauvais. Si l'on parle d'une route, d'un tramway, d'un chemin de fer, tous auront aussi des impressions analogues.

Tous ces sentiments confus et diffus se confrontent : les semblables s'unissent, les contraires s'opposent; et ainsi se forment les opinions. Parfois, dans les grandes occasions, quand le péril commun est trop évident, quand l'avantage crève les yeux, il n'y a plus qu'un cœur et qu'une âme, il n'y a plus qu'une seule et même opinion, vraiment l'opinion publique.

Ces cas sont très rares et presque toujours se produisent en face du danger. Le sens social ne rend guère de verdicts très clairs, l'opinion publique n'arrive en général à l'unanimité que pour combattre une décision, pour s'opposer à un projet, pour faire cesser un état qu'elle sent nettement être mauvais. Les verdicts du sens social, de l'opinion publique sont presque toujours négatifs.

La raison est simple : c'est qu'il est bien plus facile de se représenter le mal dont on a déjà

tâté ou qu'on sent tout proche qu'un bien qu'on n'a pas encore éprouvé. Le malade dans son lit sait qu'il est mal et il se retourne; il ne sait pas si la nouvelle position sera la bonne, il sait au moins qu'elle ne sera pas la mauvaise. C'est pourquoi il change. Le bicycliste qui perd l'équilibre sait qu'il va tomber s'il ne change pas son attitude, il la change donc; il ne choisit pas celle qu'il va prendre, qui peut-être ne sera pas encore la bonne ; il condamne et supprime la mauvaise qui entraînerait sûrement sa chute.

A mesure que les hommes, par les déplacements, par les voyages, par l'instruction, par la caserne, par les journaux, par les conversations par l'exercice même de leurs obligations et de leurs droits civiques, par le paiement de l'impôt comme par le vote, ont senti qu'ils faisaient partie d'une société plus vaste que leur famille, que leur village ou que leur petit pays, leur sens social s'est aussi développé, ils ont peu à peu éprouvé le bien-être ou le mal-être social; ils ont senti du bien-être et du malaise, ils ont souffert de ce qui était mal et l'ont condamné; ils ont pressenti que le bien devait naître d'abord de la suppression du mal. Ainsi peu à peu se forment des opinions; ainsi une opinion publique devient possible.

Ce ne fut d'abord que la bourgeoisie qui eut une opinion ou des opinions. Le sens social du peuple, avant 1789, se borne à aimer le Roi,

à souffrir quand le Roi est malade ou en péril. Après 1789, un sens social nouveau se forme, moins identifié au sort d'un seul homme. On peut dire, en gros, qu'à l'amour du Roi, c'est l'amour de la Nation qui se substitue. — Et les verdicts du sens social ne cessent pas d'être négatifs. La Bourgeoisie, le Tiers ne veulent plus de privilèges. — Les Chouans ne veulent pas subir la tyrannie antireligieuse.

Plus tard. sous la Restauration, les paysans sont contre les nobles et ainsi de suite jusqu'à ce que les gouvernants de 1848 donnent à l'opinion publique son expression légale — et prématurée — dans le suffrage universel

Par ce trop bref raccourci on peut voir que le suffrage universel n'est autre chose que le moyen fourni par la loi au sens social pour qu'il puisse se manifester. Reconnaître que ce sens social, que cette opinion publique a une force telle que le pouvoir légal doit sans cesse compter avec elle, c'est reconnaître que, un jour ou l'autre, il faudra lui donner les moyens légaux de s'exprimer. Et puisque le sens social tend à se diffuser, à mesure que l'on se déplace davantage, que s'élargissent les relations sociales, que l'instruction se développe et s'étend, reconnaître la force du sens social, admettre que cette force doit peser sur les décisions directrices des Etats, c'est, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou non. marcher dans les voies démocratiques.

La faiblesse de la force

L'enlèvement de la *Joconde* a déjà fourni matière a beaucoup de réflexions. Je crois qu'on peut en ajouter quelques-unes.

On a incriminé la surveillance ou plutôt le défaut de surveillance. Dirai-je que ce reproche me paraît exagéré? Quand il arrive un malheur ou un accident on veut toujours s'en prendre à quelqu'un et comme il est clair que si le tableau avait été mieux surveillé il n'aurait pas pu être enlevé, on s'en prend à la surveillance. Les choses enlevées sont toujours des choses qui n'ont pas été gardées. M. de La Palisse en conviendrait aisément.

Or, comme le rôle des gardiens est de garder, si la *Joconde* n'a pas été gardée c'est parce que les gardiens n'ont pas rempli leur fonction.

Me permettra-t-on de dire que la conséquence n'est pas aussi juste qu'elle le paraît?

Car l'enlèvement du tableau dépend de deux causes : l'une qui aurait dû s'opposer à l'enlè-

vement et ne l'a pas fait, le gardien ; l'autre qui, au contraire, ne pouvait que travailler à l'enlèvement, et a réussi, le voleur.

La vigilance des gardiens ne doit donc pas seule être mise en cause, il faut aussi considérer l'habileté et l'audace des voleurs. Les gardiens ont beau être aussi vigilants que jadis, si l'audace et la ruse des voleurs augmentent, les vols deviendront plus nombreux.

Il est possible que la vigilance des gardiens ait diminué, qu'au Louvre comme partout ailleurs, la discipline se soit relâchée, que le laisser-aller endémique se soit installé, il ne me paraît pas douteux que l'audace des voleurs s'est considérablement accrue.

Ne nous faisons pas trop d'illusions : la sécurité sociale repose sur des imaginations plus que sur de positives réalités. On s'imagine être gardé parce qu'on a des gendarmes, des gardes ou des surveillants. En réalité ce n'est pas là ce qui nous préserve. Ce ne sont pas les gardes, ni les gendarmes qui gardent, c'est la crainte que les gardes ou les gendarmes inspirent. Nous croyons que nous sommes gardés; ceux qui ne demanderaient pas mieux que de nous piller, croient aussi que la garde veille et sûrement les arrêterait, ils ne nous pillent donc pas. Mais c'est leur croyance, c'est leur crainte qui nous gardent. La vigilance infaillible n'existe que dans l'imagination des malfaiteurs de désir aussi bien que dans la nôtre. Ce qui réprime le désir du vol, ce n'est pas le gendarme, mais

son image, ce qui veille sur notre sommeil n'est en réalité qu'un fantôme.

Car le gardien le plus vigilant ne peut être partout à la fois. Il n'a pas des yeux derrière la tête et son ouïe a une portée limitée. Le jour où les hommes aux désirs mauvais ont réfléchi à cela, c'en est fait de la sécurité publique. On l'a bien vu avec Bonnot et Garnier. L'audace des malfaiteurs augmente à mesure qu'ils découvrent que c'est d'un fantôme qu'ils avaient peur.

Tant qu'on a été persuadé qu'on ne pouvait rien voler au Louvre, parce que la surveillance était parfaite, aucun vol ne s'est produit.

Mais le 30 octobre 1906, une statue représentant Isis assise disparaissait de la salle de la Susiane, consacrée aux antiquités égyptiennes. Cette statuette, haute de 45 centimètres, pesait, avec son socle en marbre, un peu plus de vingt kilos ; elle ne fut pas moins enlevée de la cheminée sur laquelle elle était placée depuis vingt ans à côté de trois autres statuettes d'une origine semblable, qui ne furent pas volées.

Le 9 novembre, dix jours après ce premier vol, on constata un nouveau larcin, salle Dieulafoy, derriére la colonnade. Une satuette en plomb, de 10 centimètres de hauteur, représentant une princesses phénicienne, statuette trouvée en Espagne, n'était plus à sa place.

Quelques mois plus tard, on tenta de fracturer la vitrine centrale d'une des salles du mo-

bilier français, dite de Marie-Antoinette, contenant un grand nombre d'objets précieux.

Enfin le 17 janvier 1908, ce fut la galerie d'Apollon qui fut visitée à son tour. L'inconnu, en coupant avec un diamant une vitre de la fenêtre dite de Charles IX, s'était introduit dans la galerie : il se contenta de changer de place les objets les plus précieux et ne les emporta pas.

Désormais la croyance à l'inviolabilité du Louvre n'existe plus. Des agités ou des fous lacèrent des toiles ou mutilent des objets d'art. Les doléances du public, les critiques de la presse ne font qu'augmenter le mal. Elles exorcisent le fantôme protecteur. Et enfin, le 22 août 1911, la *Joconde* disparaît.

Vous criez contre l'absence, l'insuffisance ou le défaut de surveillance, je réponds : accusez plutôt la diminution de la crainte, l'accroissement de l'andace des malfaiteurs. Et je conclus : Ce ne sont pas les puissances matérielles qu'il faut augmenter, car elles ont des limites, ce sont les forces d'ordre spirituel et moral. Ne croyez pas, à force de gendarmes, réprimer l'audace des malfaiteurs, il n'y a pas de force capable de garder la force, mais insufflez dans les âmes d'autres forces capables de faire contrepoids aux idées malfaisantes. Ces forces ne peuvent être que spirituelles. Elles ont agi, elles peuvent agir encore.

L'erreur de presque tous nos contemporains, même des meilleurs, est de croire ou de paraître

croire que la force suffit à tout. Une grève des cheminots se déclare, vite la mobilisation, et au besoin les cours prévôtales; les sabotages se multiplient, vite la troupe pour garder les voies et les gendarmes pour arrêter les saboteurs.

Et sans doute, tout cela est nécessaire. Mais combien insuffisant!... Car qu'aurait pu faire M. Briand, si cent ou deux cent mille cheminots avaient refusé d'obéir à l'ordre de mobilisation? Et peut-on faire garder toutes les lignes de chemin de fer?

Sans la crainte, sans le respect, sans les impondérables spirituels, on ne peut imposer aucun ordre social durable. Il faut, de quelque façon que ce soit, un consentement des âmes à l'ordre pour que l'ordre puisse durer.

De tous côtés, on nous parle de l'ordre social en péril. Et on a raison. Partout on constate un relâchement moral. Les gouvernants nous donnent l'exemple. Le croupissement des « mares stagnantes » écœure ceux-là mêmes qui y vivent et qui en vivent. On éprouve le besoin de former même parmi ceux qui sont comptés au nombre des honnêtes gens des Ligues de moralité politique, d'éducation morale, que sais-je encore? Dans toutes les administrations publiques le mot d'ordre est : Pas d'affaires! et que chacun en fasse le moins possible, le service dût-il en souffrir! Dans l'industrie, la fraude, le sabotage sévissent; la criminalité augmente surtout parmi les mineurs. et enfin le tiers des malfai-

teurs de droit commun échappe chaque année à la répression.

Or, quelle différence y a-t-il entre ces derniers malfaiteurs avérés et tous les autres? Uniquement celle-ci : ils violent ouvertement quelque loi positive, ils attaquent violemment le corps social, tandis que les autres ne lui rendent pas les services qu'ils lui doivent. Les premiers attaquent ouvertement le malade; les autres lui coupent les vivres. Aussi meurtriers, à peu près aussi criminels les uns que les autres.

La raison de cet état lamentable est la destruction des freins moraux intérieurs, la confiance et la croyance au gendarme et au seul gendarme. On a cru pouvoir se garder avec des gardiens armés et on s'aperçoit à l'user qu'on se trouve fort mal gardé.

Tout d'abord les « honnêtes gens » se sont dit que tout ce que le Code ne menace pas expressément leur était permis; de là, au détriment du service social, le triomphe de l'égoïsme universel.

Puis les « malhonnêtes » se sont aperçu qu'il pouvaient échapper facilement au gendarme. Leur audace s'est accrue. Elle s'accroîtra à mesure qu'ils verront que la répression est impuissante. D'ailleurs si la force seule garde, qui pourra bien garder les gendarmes et finalement nous garder contre eux?

Le frein impératif de la crainte matérielle ne joue guère plus et tend à s'user. Il faut trou-

ver d'autres freins. De moins en moins on intimidera les hommes. La force est devenue ou est près de devenir consciente d'elle-même. Comment, par la force, cent officiers pourraient-ils contraindre à l'obéissance douze cents hommes armés de baïonnettes et de lebels?

Voilà pourquoi il nous faut des freins idéaux qui agissent autrement que par la force sur la volonté des hommes. A la place des craintes périmées ou qui vont l'être, il faut substituer d'autres craintes. Le bourreau de Joseph de Maistre n'est plus le fondement de l'édifice social. Il faut, sous peine de dislocation, lui trouver des auxiliaires. Il faut découvrir qu'il y a un ordre moral, des lois inéluctables qui, supérieures à la volonté et à la force des hommes, s'imposent à eux et font produire à nos actes leurs conséquences. Inévitables. Et toutes pareilles à ces actes. Mauvaises s'ils ont été mauvais, et bonnes s'ils furent bons. Si les hommes veulent vivre, il faut qu'ils renoncent à se confier en la force, cette garde qui ne garde rien, que de nouveau ils adorent en leur âme la justice, la justice, « vierge immortelle, comme chantait le vieil Hésiode, qui est assise aux pieds du maître des Dieux » et qu'ils redisent avec nous, chrétiens : « Si Dieu ne garde pas la cité, c'est en vain que veille sur elle une garde armée ». *Nisi Dominus...*

La loi et la vie

Dans notre enfance, sur les bancs des séminaires aussi bien que sur ceux des collèges libres et des lycées de l'Etat, on nous vantait les efforts faits par Colbert pour codifier les anciennes lois et surtout on nous parlait avec admiration de l'œuvre du Code civil. La loi écrite remplaçant la coutume, la loi unifiée, systématisée, remplaçant les usages variés et parfois contradictoires, les grandes allées rectilignes et superbes d'un beau parc à la française remplaçant les sentiers broussailleux tracés comme au hasard parmi les halliers.

Et en même temps, dans l'Université tout entière et dans la très grande majorité des établissements libres, les professeurs d'histoire s'extasiaient sur le bel aménagement de notre organisation juridique : une seule loi pour tous plus de privilèges, plus d'arbitraire, les juges tenus d'appliquer la loi à la lettre sans

avoir le droit de s'en écarter sous aucun prétexte d'équité ou même de simple bon sens. Cette rigoureuse fidélité aux textes législatifs nous était prônée comme la garantie la plus sûre des citoyens contre l'arbitraire des juges. La Cour de Cassation s'appliquait bien moins à dire le droit qu'à assurer le respect rigoureux des textes.

Or, voici qu'au début du vingtième siècle, nous assistons à des spectacles tout différents : la législation s'embroussaille de nouveau, les compagnies judiciaires, Cour de Cassation en tête, prennent avec les textes leurs libertés, les théoriciens du droit eux-mêmes nous disent, avec le très regretté professeur de Paris, M. Saleilles, qu'il faut par le Code civil, aller au-delà du Code civil, et avec le savant doyen de la Faculté de Toulouse, M. Hauriou, que si les administrateurs voulaient observer les lois à la lettre, aucune administration ne serait possible et enfin que le magistrat, dans ses jugements, a besoin de faire un place à l'arbitraire, s'il veut demeurer tout à fait juste.

O muses du Droit administratif, muses du droit pénal, voilez-vous la face !....

Ce sont les législateurs qui ont commencé. Et dès les premières années après la promulgation du Code civil. J'entends dire à des gens plus compétents que moi, à des gens très compétents, car sur ce point je ne le suis guère, que la belle ordonnance du Code civil était dès

1850, déjà fort endommagée. Mais c'est surtout à partir de 1871 et de la troinième République que les broussailles ont reparu de tous les côtés. Et cela à mesure que le suffrage envoyait aux Chambres un moins grand nombre d'avocats ou de juristes de profession.

L'initiative parlementaire s'exerçant librement, sans aucun contrôle du Gouvernement, a fait passer en textes de loi une foule de prescriptions qui s'enchevêtrent, se contrarient les unes les autres et parfois même se contredisent complètement. Et que serait-ce si les textes ne subissaient pas avant le vote par les soins des chefs des procès-verbaux un rabotage et un polissage destinés à les rendre intelligibles et à peu près applicables ?

Quand les Chambres sont embarrassées pour le mode d'application d'une loi elles délèguent leur puissance au Conseil d'Etat qui est chargé de faire un réglement d'administration, lequel, par suite, a force loi.

De ce fourmillement, de cet enchevêtrement de lois résulte pour les magistrats une plus grande liberté d'appréciation. Le fameux M. Magniaud, jadis président à Château-Thierry, puis député, aujourd'hui, si je ne me trompe, juge à la Seine, professait très nettement la doctrine qu'il fallait souvent, pour demeurer juste, juger contre la loi. Quelques-uns de ses jugements sont restés célèbres et la Cour d'appel ne se lassait pas de les réformer. Mais M.

Magniaud ne faisant qu'exagérer une pratique qui de plus en plus tend à s'établir. La preuve la plus frappante en fut donnée quand la Cour de Cassation, dans l'affaire Dreyfus, se crut en droit d'interpréter et même de modifier dans sa citation le texte formel d'un article du Code d'instruction criminelle. Tout récemment encore, la Chambre civile de la même Cour interprétait largement un texte de loi en refusant de faire remettre par l'Assistance publique un enfant à ses parents. Et si, dans le premier cas, la Cour de Cassation s'est crue autorisée par la raison d'Etat non moins que par des raisons d'équité à agir comme elle l'a fait, dans le second, elle a profité d'une divergence très nette existant entre les principes du Code civil concernant la puissance paternelle et les prescriptions d'une loi beaucoup plus récente.

On conçoit dès lors que les juristes soient disposés à accorder plus de latitude aux magistrats. Ils savent comment se font les lois et comment elles se défont. Les textes ne sont plus pour eux des oracles émanés de mystérieux sanctuaires. On connaît le temple et s'il renferme encore quelques mystères, leur majesté n'en impose plus. Les lois ne représentent plus la raison écrite, selon l'expression dont les vieux juristes saluaient le droit romain. Le droit absolu n'existe que dans l'abstrait. Dès qu'on en vient à ces applications concrètes que sont les lois, on ne trouve plus

que du relatif. Les lois sont des cotes plus ou moins bien taillées pour réparer tel ou tel désordre, redresser tel abus ou assurer telle pratique. Ce sont des moyennes, des sortes de compromis. Il faut donc, en les appliquant, en connaissant de leur application, tenir compte de leur relativité. Ce ne sont pas des règles d'airain mais de plomb, susceptibles de flexions et de sinuosités, indiquant une direction plutôt que fixant une voie rigide. C'est un esprit de finesse parfois — mettons : toujours — qui les a inspirées, il ne faut pas les appliquer avec un esprit géométrique. Cette finesse que met le juge à comprendre et même à dépasser le législateur, tout en suivant cependant sa direction, c'est cette part d'arbitraire que M. Hauriou proclame non seulement légitime, mais nécessaire.

Pour l'application des peines, M. Saleilles et quelques criminalistes étrangers vont plus loin encore. Ils proclament que la peine doit être individualisée, c'est-à-dire que ce qui fait le crime et doit déterminer la peine, ce n'est pas seulement la nature de l'acte commis, c'est aussi, c'est surtout la personnalité du criminel. Il faut proportionner les peines à la mesure concrète du criminel et non pas d'après la définition abstraite des actes. Ce qui revient à dire qu'il faut une pénalité pour chaque criminel, une loi pour chaque cas particulier. Et voilà proclamé le retour au privilège.

On peut bien s'étonner et même, si l'on veut, s'indigner. Tout cela est pourtant bien naturel. Les lois sont les règles de la vie sociale. Elles doivent s'adapter à la vie, refléter la vie, la suivre et non pas la précéder. Elles expriment des manières générales de vivre et non pas des règles *a priori* établies une fois pour toutes. Les règles de l'héritage, de la puissance paternelle, des droits et devoirs des époux, si elles contiennent des éléments invariables, en contiennent aussi de variables. Un code exprime une cristallisation des lois, donc une cristallisation du passé. Vouloir asservir un peuple à un Code édicté une fois pour toutes, ce serait l'enchaîner à son passé, l'empêcher de vivre, de développer sa vie. Sous la poussée de la vie a éclaté le cercle des Codes et ainsi a été ruinée l'idée césarienne, révolutionnaire de la loi. La vie a vaincu la loi.

Les parlementaires frappés des cas spéciaux, des cas nouveaux que l'ancien Code ne pouvait régler ont légiféré à qui mieux mieux.. Et d'autant plus hardiment que, ignorants du droit, aucun regret, aucune crainte ne les retenait. Ils ont été ainsi poussés non plus à faire des lois générales mais des lois pour chaque cas spécial. Chaque député ferait volontiers des lois pour son arrondissement, pour ses électeurs, pour les membres de son comité électoral. Les magistrats ne font que suivre l'impulsion. Et les juristes faisant la théorie de

toute cette pratique proclament la nécessité du privilège, la nécessité d'une certaine dose d'arbitraire. Les singularités concrètes de la vie imposent leurs conditions au règne abstrait de la loi.

Mais « privilège », « arbitraire », quels sont donc ces mots étranges? On nous assurait que la Révolution les avait anéantis. Ou reviennent-ils simplement pour nous faire peur? — Je crois bien que ce ne sont pas des revenants, mais plutôt qu'ils n'ont jamais été morts. On avait bien dressé solennellement l'acte de décès. Mais ils n'avaient pas cessé de vivre. En dépit des grands principes, des lois et des mots. Parce qu'ils sont inhérents à la vie même.

Réparation

On n'a pas osé en France célébrer le centenaire de Montalembert. Seule, parmi les sociétés catholiques, la société de jeunes étudiants que dirige avec distinction le P. Plazenet fit une fête publique et commémora pieusement l'homme illustre dont elle porte le nom.

Or, on célébra récemment le centenaire de Frédéric Ozanam, et si quelque chose pouvait consoler des ingratitudes et des lâchetés, ceci nous consolerait de cela.

Car célébrer Ozanam c'est célébrer exactement les mêmes choses qu'on eût célébrées en Montalembert, toutes ces choses que nous avons aimées, que nous aimons encore, dont tout ce qui est vivant parmi nous a tiré son origine.

Ozanam comme Montalembert a aimé le Christ, l'Eglise, la civilisation et la liberté.

Ozanam a été en outre un ami du peuple et non seulement un consolateur des misérables, un bienfaiteur des pauvres, mais un défenseur

du droit des faibles. Il ne fit pas seulement la charité, il voulut la justice. Il fut démocrate et n'eut pas peur de se dire tel. C'est lui qui a dit : « Passons aux Barbares ».

Par ce dernier trait, il est encore plus voisin de nous que ne fut Montalembert. En 1848, il fit confiance à la République et on a pu montrer par d'opportunes et nombreuses citations qu'on aurait pu faire plus nombreuses, combien son *Ere nouvelle* ressemblait à notre *Démocratie.*

Il n'est pas probable que ce soit spécialement ces idées démocratiques qui lui aient valu tous les honneurs qu'on vient de lui rendre. C'est surtout le fondateur de la Société de Saint Vincent de Paul qu'on a voulu honorer.

N'oublions pas cependant que les Conférences ne sont pas l'œuvre entière d'Ozanam, qu'elles font partie d'un ensemble, qu'elles ne font que réaliser un fragment de l'idéal que la grande âme du jeune étudiant lyonnais s'était formé dès sa dix-huitième année. Les Conférences ont, après Ozanam, vécu de leur vie propre, mais elles ne furent pas conçues isolément comme une œuvre qui peut se suffire à elle-même, œuvre d'assistance à la fois spirituelle et matérielle, œuvre pure de charité.

Dans la pensée d'Ozanam, les Conférences furent cela sans doute, mais elles furent aussi, elles furent surtout autre chose. Elles ne furent pas un but, elles furent un moyen.

Les premières instructions adressées aux confrères par le président général, le disent formellement : « Notre but principal est de nous faire du bien à nous-mêmes. » Cette parole que tous les confrères comprenaient autrefois très aisément, paraît maintenant à quelques-uns singulière et j'en sais qui volontiers y trouveraient quelque scandale.

Elle devient au contraire lumineuse si on pénètre dans la pensée d'Ozanam.

Que voulait-il en effet et quel but avait-il donné à sa vie? Les lettres récemment publiées l'établissent avec clarté. Ozanam voulait faire une apologie de la foi chrétienne ; pour cela il voulait apprendre les langues, s'instruire de la marche de l'histoire et de la civilisation, et il espérait montrer que l'Eglise avait été la bienfaitrice universelle des peuples, que tous lui devaient le meilleur de leurs institutions, de leurs lois, de tous leurs progrès.

La tâche était immense et Ozanam sentait bien qu'il ne pourrait y suffire seul. Aussi, comme jadis La Mennais à la Chesnaie, et tout à fait dans le même but, conçut-il l'idée d'un groupement intellectuel, d'une société d'hommes qui se partageraient l'immense besogne, quelque chose comme un école, bien plutôt une sorte de fraternité laïque. Et il parvint en effet à gagner à ses desseins quelques jeunes hommes.

Mais Ozanam avait trop de foi et d'esprit

chrétien pour s'imaginer que l'effort intellectuel pouvait être suffisant. Pour défendre le christianisme, il ne suffit pas d'aligner des formules d'une rigoureuse orthodoxie, il faut aussi penser en chrétien et vivre en chrétien. On ne peut entreprendre une apologie de la foi qu'à la condition d'y aller de tout son cœur et d'y mettre toute son âme. Quand on ne met au service de Jésus-Christ que le sentiment pour ainsi dire extérieur de la beauté, on peut écrire de beaux livres comme le *Génie du Christianisme,* on se fait admirer, mais on ne pénètre pas les âmes. Or, il faut les pénétrer pour les convertir. Une apologétique qui ne produit pas de conversions est à peu près sans portée, vain amusement de dialecticien ou de rhéteur, autant dire enfantillage. Une apologie de la foi est une œuvre d'apostolat. Et pour être apôtre, il faut mourir à soi-même, se mortifier et prier comme Pascal.

Comme Pascal encore être charitable. Pour entretenir la vie chrétienne, rien ne vaut l'assistance du prochain, la visite des pauvres la pratique effective de la charité. Ozanam et ses sept premiers compagnons résolurent donc de chercher les pauvres, de les visiter, de les secourir fraternellement. « Ils mirent, comme disait Lacordaire, leur chasteté sous la protection de leur charité, » Au vrai, par la charité, ils opérèrent en eux la consommation de la vie chrétienne. Et c'est ainsi qu'ils voulurent « se faire du bien à eux-mêmes ».

Mas ils ne le voulurent pas d'une façon égoïste. Tout d'abord ils apportèrent dans leurs visites l'esprit chrétien et par là ils saluèrent dans les pauvres l' « éminente dignité » que Bossuet y avait montrée, ils virent en eux des représentants du Christ, dans des corps douloureux des âmes fraternelles et de valeur infinie. De plus, la force vitale qu'ils puisaient dans la pratique de l'œuvre de miséricorde, ils ne voulaient s'en servir que pour venir en aide à d'autres frères, riches peut-être ceux-ci, riches des biens de la terre, mais pauvres des biens supérieurs, peut-être gorgés d'or, enivrés de science, mais vides de foi, esprits asséchés, altérés de Dieu.

Il s'est trouvé que la vertu charitable des Conférences a été assez puissante pour assurer la vie de l'œuvre de façon indépendante. Ce qui ne devait que servir à faire une apologétique savante a été une apologie vivante. Le grain de sénevé est devenu un grand arbre. Mais ce grain de sénevé n'aurait pas lui-même existé si Ozanam n'avait pas conçu la vaste pensée, chimérique peut-être, mais si grande et si séduisante, de la dispersion des préjugés qui empêchent les esprits modernes de rendre hommage à la bienfaisance, à la vérité du christianisme.

En sorte que l'hommage que l'on rend à Ozanam on le rend aussi à tous ceux qui ont eu ou qui ont encore des ambitions sinon aussi vaste

du moins analogues. La Mennais, Rorbacher, Gerbet, Lacordaire, Montalembert, Ozanam, Gratry, pour ne citer que les morts, sont les anneaux d'une même chaîne. L'un d'eux est mort séparé de l'Eglise, d'autres ont pu commettre des fautes et tomber dans des erreurs, tous ont eu, même La Mennais en ses premiers temps, une noble et identique ambition, celle de servir l'Eglise ; un même esprit de conquête et de vérité les anima tous, tout au moins dans les moments où ils furent exempts de faute et d'erreur.

C'est de cet esprit dans sa pureté, dans sa vérité, que nous sommes ou du moins que de toutes les forces de notre volonté nous voulons être. Tout ce qui est bon, tout ce qui est lumineux, tout ce qui est supérieur est nôtre. Aucune vérité ne peut se dresser contre l'Eglise, aucune ascension morale ne peut lui être ennemie. C'est par la lumière que nous espérons vaincre les ténèbres ; c'est par le bien que nous espérons triompher du mal. Ainsi ont pensé, ainsi ont cru, ainsi ont espéré Lacordaire et son frère d'âme Montalembert. Ainsi a pensé, cru et espéré Ozanam.

C'est pourquoi en honorant ce dernier on honore aussi les autres. En sorte que ces honneurs nous apparaissent vis-à-vis d'Ozanam comme une justice, vis-à-vis du grand oublié d'il y a deux ans, comme une réparation.

ÉPILOGUE

Au soir d'Emmaüs

Maintenant, assis sur un escabeau, devant la table rustique, dans la salle blanchie à la chaux de cette auberge de village, l'Etranger, la tête penchée, se taisait.

Le repas était fini et cependant l'Etranger gardait devant lui une tranche de pain et un verre à moitié rempli de vin.

Les deux disciples écoutaient encore dans le silence les discours que cet homme leur avait tenus tout à l'heure, durant la route et qu'il leur tenait encore un instant avant.

Ils comprenaient que leur Maître, Jésus de Nazareth, avait dû mourir, qu'il ressusciterait, qu'ils le reverraient et que son triomphe sortirait de son supplice et de son tombeau.

Le soir venait, l'ombre envahissait les angles de la salle, les contours des choses fuyaient, seule la tête de l'Etranger demeurait dans une lumière et son front mat sous les cheveux blonds répandait une clarté.

Immobiles, les disciples sentaient sourdre en

eux des sèves mystérieuses, des forces de vie inconnues, une vague de feu inondait leur cœur, ils ne sentaient plus la fatigue de leurs membres ni même la pesanteur de leur corps. Ils étaient comme transportés dans une ombre sans lieu où seule demeurait visible la tête de l'Etranger.

Et du fond de l'ombre des paroles montaient comme si l'homme les eût prononcées sans qu'on vît cependant remuer ses lèvres.

« Il faut de la mort pour faire la vie. Le froment doit être broyé pour devenir pain et le pain disparaître pour devenir sang. Mais c'est la vie qui est belle.

« O mort, où est ta victoire?

« Le Fils de l'homme est mort pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient plus abandante.

« Ne coupez point les herbes folles et les plantes parasites de peur d'arracher avec elles les puissances de bonté. Mais renforcez les tiges fécondes pour que leur force surmonte les stériles. N'opposez pas le mal au mal, mais par le bien triomphez du mal.

« L'homme méchant rôde pour lancer dans les vignes ses renards. Mais le vigneron veille, tient sa vigne close et prend les renards dont il fait des fourrures pour l'hiver. Et durant l'hiver les fils et les filles du vigneron, grâce à l'homme méchant, ne souffriront pas du froid.

« Un temps viendra où le vent transportera les hommes dans l'air, où le feu puisera l'eau et la répandra sur les terres desséchées, où l'eau produira la foudre et où la foudre filera la laine et labourera.

« Les famines seront rares et les hommes croiront avoir vaincu la faim et la soif, tué la misère et la pauvreté.

« Il y aura toujours des pauvres parmi les hommes. Eût-il assouvi la misère de son ventre, l'homme n'aura pas pour cela assouvi la misère de son cœur.

« L'indigent, c'est celui qui désire et qui ne peut satisfaire son désir. Tout désir qui tient aux choses du corps est insatiable car, à peine apaisé, il renaît plus vif et plus fort. Le mauvais riche ne sera jamais heureux. Ses coffres pleins, il sentira encore l'indigence de son or.

« Seuls les affamés de vérité, les assoiffés de justice et les altérés d'amour seront rassasiés et désaltérés.

« Ce n'est pas la haine qui est féconde, c'est l'amour. Ceux qui auront aimé par delà l'indifférence, par delà l'incompréhension, par delà le mépris, par delà la haine, voilà ceux qui verront le triomphe.

« Ils verront la face du Père.

« Et la face du Père n'est pas dans les puissances de chair, mais dans les rayonnements de l'esprit.

« Ces rayonnements sont blancs comme les lys des champs, parfumés comme le cèdre ou le térébinthe, forts comme le vol de l'aigle, doux comme la lumière du printemps.

« Aimez-vous les uns les autres. C'est à votre amour que l'on vous reconnaîtra. S'il y en a qui n'aiment pas leurs frères et qui leur disent : Raca, quel que soit le nom qu'ils écrivent sur leur front, ils ne sont point du troupeau.

« Le troupeau a des bergers et un berger plus grand que les autres les dirige tous. Il faut, de peur des loups, suivre la houlette des bergers. Mais tous ceux qui veulent conduire le troupeau ne sont pas des bergers. Il y en a qui ne sont que des chiens errants.

« Il faut se défier des chiens errants et des faux prophètes. Les temps viendront et ils sont là où on prophétisera contre Dieu et contre son Christ, où on voudra faire croire aux hommes que le vent, l'air, la terre, le feu et la foudre peuvent leur suffire.

« Et la luxure humaine n'aura jamais assez d'eau et assez de terre pour se contenter. Tous voudront vivre magnifiquement dans leur chair et la terre leur manquera.

« Ils appelleront la paix et c'est la guerre qui leur répondra.

« Par le vent, par le feu, par l'eau, par la foudre, ils travailleront à se détruire.

« Seuls vivront ceux qui auront vécu de l'esprit, ceux qui auront répandu l'amour.

« Ils auront la vie pleine et surabondante, la paix, la joie.

«Et la justice sera consommée».

Au moment où la servante apportait la lampe à bec, l'Etranger releva la tête.

Il prit le pain, le rompit, rendit grâces, tendit le pain puis la coupe aux deux disciples et soudain, l'escabeau fut vide.

Alors les disciples Le reconnurent.

Et un grand bruit ébranla toute la maison.

Un homme, volant comme un immense oiseau, parcourait le ciel, éteignant toutes les étoiles.

Et une aurore de sang empourpra tout l'Orient.

Une femme échevelée, avec un grand triangle sur le front, criait dans les airs : « Nous avons tué Dieu! »

Et un crépuscule de feu incendia l'Occident.

Mais devant cette pluie de sang et cet ouragan de feu qui dévastaient le ciel et la terre, les deux disciples qui, quelques heures auparavant, tremblaient de crainte et n'espéraient plus, maintenant demeuraient calmes.

Car ils gardaient Sa parole.

Imp. de « *La Démocratie* » 32 Bd Raspail, Paris.

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE

I. — RENAISSANCE

II. — LA VIE

III. — La liberte de l'esprit

IV. — Les bonnes lettres

V. — Les justes lois

Epilogue

OUVRAGES DE YVES LE QUERDEC
chez Gabalda, 90, rue Bonaparte

LETTRES D'UN CURE DE CAMPAGNE, (couronné par l'Académie française), 14e mille. 1 vol. in-12 : 3,50.

LETTRE D'UN CURE DE CANTON, (7e mille), 1 vol. in-12 : 3,50.

LE JOURNAL D'UN EVEQUE : I Pendant le concordat (4e mille) 1 vol. in-12 : 3,50 ; II. Après le concordat, 1 vol. in-12 : 3,50.

LE FILS DE L'ESPRIT (8e mille) 1 vol. in-12 : 3,50.

OUVRAGES DE GEORGE FONSEGRIVE

ESSAI SUR LE LIBRE ARBITRE, sa théorie et son histoire (couronné par l'Académie des sciences morales) 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* — 2e édition Alcan : 10 fr.

ELEMENTS DE PHILOSOPHIE (8e édition). 2 vol. in-12, 8 fr.

LA CAUSALITE EFFICIENTE, 1 vol. in-12 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, Alcan : 2 fr. 50.

FRANÇOIS BACON, 1 vol. in-12, Lethielleux : 3,50.

LES LIVRES ET LES IDEES, 1 vol. in-8, Gabalda : 3,50.

CATHOLICISME ET DEMOCRATIE, 1 vol. in-12, Gabalda : 3,50.

LE CATHOLICISME ET LA VIE DE L'ESPRIT, 3e mille. 1 vol. in-12, Gabalda : 3,50.

LA CRISE SOCIALE. 1 fort vol. in-12, Gabalda : 4 fr.

COMMENT LIRE LES JOURNAUX? 1 vol. in-12, Gabalda : 3,50.

MARIAGE ET UNION LIBRE (couronné par l'Académie française) 5e édition. 1 vol. in-12. Plon-Nourry : 3,50.

MORALE ET SOCIETE (couronné par l'Académie des Sciences morales) 3e édition. 1 vol. in-12. Bloud : 3,50.

REGARDS EN ARRIERE. Les Préfaces de la Quinzaine. 1 vol. in-12. Bloud : 3, 50.

ESSAIS SUR LA CONNAISSANCE. (2e édition) 1 vol. in-12. Gabalda : 3,50.

BROCHURES DE LA COLLECTION « SCIENCE ET RELIGION »
chez Bloud à 0,60

SOLIDARITE, PITIE, CHARITE, Examen de la nouvelle morale. 1 vol.

CATHOLICISME ET LIBRE PENSEE, 1 vol.

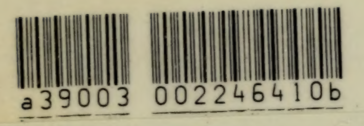
LA VOIE DE L'HOMME ET LA PRIERE DU CHRETIEN. Chemin de la croix et *Pater*. 1 vol.

L'ETAT MODERNE ET LA NEUTRALITE SCOLAIRE. 1 vol.

ART ET PORNOGRAPHIE. 1 vol.

LEON OLLE-LAPRUNE. 1 vol.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU. 1 vol.


a39003 002246410b